



Paraissant
du Lundi au Vendredi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI

DIRECTEUR GENERAL
Fritzner Beauzile

170^e Année - Spécial No. 2

PORT-AU-PRINCE

Vendredi 27 Mars 2015

NUMÉRO SPÉCIAL

BUDGET RECTIFICATIF *2014 – 2015*





Paraissant
du Lundi au Vendredi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI

DIRECTEUR GENERAL
Fritzner Beauzile

170^e Année - Spécial No. 2

PORT-AU-PRINCE

Vendredi 27 Mars 2015

SOMMAIRE

BUDGET RECTIFICATIF

2014 – 2015

NUMÉRO SPÉCIAL

BUDGET RECTIFICATIF

2014 – 2015

- Vu les Articles 27-1, 88, 89, 94, 105, 111, 111-1, 111-2, 111-3, 120, 121, 125, 125-1, 126, 128, 136, 144, 159, 161, 163, 200, 200-4, 222, 227-2, 227-4, 228-1, 231, 231-1, 233 et 235 de la Constitution du 29 mars 1987;
- Vu les articles 217, 218, 220, 223, 227, 227-3, 228, 234-1 de la Loi Constitutionnelle du 9 mai 2011 portant amendement de la Constitution du 29 mars 1987;
- Vu le Décret du 16 février 2005 sur la préparation et l'exécution des Lois de Finances;
- Vu l'arrêté du 1^{er} octobre 2014 portant adoption du Budget Général de la République pour l'exercice 2014-2015 déposé au Parlement le lundi 30 juin 2014;
- Considérant qu'il y a lieu pour le Gouvernement de prendre en compte dans le Budget Général le manque à gagner potentiel en termes de mobilisation de ressources en raison de l'évolution à la baisse du cours des produits pétroliers sur le marché international;
- Considérant les nouvelles priorités du Gouvernement;

- Considérant qu'il y a lieu de protéger les acquis sur le plan économique et le besoin de maintenir l'économie sur une trajectoire de croissance soutenue géographiquement et socialement bien distribuée, une série de mesures sont retenues. Elles sont présentées à l'annexe 2 sous le titre «*Pacte pour l'emploi et la croissance économique*». Elles font partie intégrante de ce budget;
- Considérant la nécessité de modifier la répartition des crédits budgétaires initiaux de certaines entités administratives de façon à faciliter la mise en œuvre des mesures liées à la situation socioéconomique actuelle du pays;
- Sur le rapport des Ministres de l'Économie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe et après délibération en Conseil des Ministres ;

DÉCRÈTE

CHAPITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article 1.- Sont ainsi modifiées les dispositions suivantes du Budget Général relatives aux ressources :

Article 1.2 - Les impôts, droits et taxes ainsi que les autres ressources domestiques à percevoir en vertu du Budget de l'exercice fiscal 2014-2015 sont estimés à soixante milliards huit cent soixante millions cent sept mille une et 00/100 (GDES 60 860 107 001,00), répartis dans les tableaux présentés à l'article 10 du présent Budget.

Article 1.3 - Les dons en appui budgétaire et en aide projets sont estimés à trente et un milliards deux cent vingt cinq millions sept cent vingt six mille neuf cent trente neuf et 00/100 de Gourdes (GDES 31 225 726 939,00), répartis dans les tableaux présentés à l'article 10 du présent budget.

Article 1.4 - Les produits du financement interne et externe sont estimés à dix sept milliards six cent cinquante et un millions douze mille cinq cent soixante quinze et 00/100 de Gourdes (GDES 17 651 012 575,00), répartis dans les tableaux présentés à l'article 10 du présent budget.

Article 2.- Les droits d'accises établis sur les produits tels que : Rhum, Bière, boissons vineuses et toutes les autres boissons alcooliques et alcoolisées sont fixées à 4% du prix ex-usine pour les produits de fabrication locale et à 16 % de la valeur en douane (CIF) pour les produits importés.

Article 3. - Il est institué une taxe de 10%, dite Taxe pour la Protection de l'Environnement (TPE), sur la valeur CIF, à l'importation des biens suivants :

- Pneus usagés
- Batteries usagées
- Articles de friperie usagés

Cette taxe sera de 25 % sur les véhicules suivants :

- Véhicules de tourisme de plus de sept (7) ans
- Véhicules utilitaires de plus de sept (7) ans
- Véhicules de transport de passagers de plus de sept (7) ans
- Camions de transport de marchandises de plus de cinq (5) tonnes de charge utile dont l'âge est supérieur à douze (12) ans.

- Article 4.-** Les véhicules de tourisme ou tout terrain neufs de moins de 1100 CC sont exonérés de droits de douane;
- Les taux de droit de douane sur les véhicules de tourisme ou tout terrain neufs entre 1100 et 1500 CC demeurent inchangés;
- Les taux de droit de douane sur les véhicules de tourisme ou tout terrain neufs dépassant 1500 CC passent de 10% à 12% à l'exception des véhicules spécialisés de la position 870390;
- Les camions de transport de marchandises neufs de plus de deux (2) tonnes sont exonérés de droit de douane;
- Les autobus neufs de plus de 16 places sont exonérés de droits de douane;
- Les exonérations sur les véhicules achetés par les institutions publiques sont éliminées.
- Article 5.-** Il est ajouté au début de l'article 19 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'impôt sur le revenu le paragraphe suivant:
- Un acompte de dix pour cent (10%) sera également appliqué à la source sur les montants effectivement versés sur tous contrats de loyer passés entre l'Etat avec des tiers; les entreprises commerciales, industrielles ou artisanales, les organisations non gouvernementales d'aide au développement, les institutions religieuses et autres personnes morales avec des tiers.
- Article 6.-** Il est établi un droit de «circulation à l'intérieur du pays» pour tout véhicule de transport de marchandises immatriculé à l'étranger et entrant sur le territoire national par la frontière terrestre.
- Ce droit est fixé à cinq mille Gourdes (Gdes 5000) pour les camions et six mille gourdes (Gdes 6000) pour les trailers et sera perçu par l'Administration Générale des Douanes sur formulaire spécial.
- Ces véhicules devront être couverts par la police minimale de l'Office Assurance Véhicules Contre Tiers.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

- Article 7.-** Sont ainsi modifiées les dispositions suivantes du Budget Général relatives aux charges :
- Article 7.1 -** Les crédits budgétaires de l'exercice 2014-2015 pour les dépenses de fonctionnement, incluant les dépenses courantes des institutions de l'Administration d'Etat, les dépenses d'immobilisation et l'amortissement de la dette publique, sont fixés à cinquante six milliards deux cent quatre vingt huit millions cinq cent trente quatre mille six cent trente deux et 00/100 de Gourdes (GDES 56 288 534 632,00) distribués selon les tableaux présentés aux articles 10 et 11 du présent budget.
- Article 7.2 -** Les crédits budgétaires de l'exercice 2014-2015 pour les dépenses de programmes et projets sont fixés à cinquante trois milliards quatre cent quarante huit millions trois cent onze mille huit cent quatre vingt trois et 00/100 de Gourdes (GDES 53 448 311 883,00) répartis selon les tableaux présentés à l'article 11 du présent budget.
- Article 8.-** Sont ainsi modifiés les droits de douane pour les marchandises placées sous les positions tarifaires:

Modification des droits de douanes pour les marchandises placées sous les positions tarifaires

POSITION TARIFAIRE	LIBELLÉ	TAUX APPLIQUÉ %	TAUX PROPOSÉ %
10011000	Froment (blé)	3,5	0
10059000	Mais en Grain	15	20
11010011	Farine de froment	3,5	15
11031300	Semoule, gruau, mais moulu	3,5	20
19019019	Autres préparations	10	3,5
19021100	Pate alimentaire	15	25
19021900	Autre	15	25
2204	Vins	15	20
22082000	Eaux de vie de vin ou de marc de raisin	15	25
22083000	Whiskies	15	25
220840	Rhum et autres eaux de vie	15	40
22085000	Gin et genièvre	20	30
22086000	Vodka	20	30
22087000	Liqueurs	15	25
2402	Cigares, cigarillos et cigarettes en tabac	15-40	40
2403	Autres tabacs, tabacs homogénéisés, extraits et sauces de tabacs	5-10	20
252329	Autres		
25232910	Ciments portland gris en sacs	3,5	10
25232920	Ciments portland gris en vrac	3,5	7
25232990	Autres	3,5	10
84818000	Articles de robinetterie		
84818011	Articles de robinetterie pour bonbonne à gaz propane et oxygène	0	0
84818019	Autres articles de robinetterie	0	10

Article 9.- Il est institué des droits fixes et variables pour la commercialisation des jeux de hasard selon les dispositions tarifaires ci-après :

Droits fixes et variables pour la commercialisation des jeux de hasard

Jeux de hasard	Droits
a) Tombola (Rafle)	5 % de la valeur totale des primes offertes;
b) Tournoi de Poker	
Droit d'autorisation	100 000.00 Gourdes;
c) Jeux Traditionnels	
Droit d'autorisation fixe	5 000.00 Gourdes;
Droit d'exploitation:	
<i>Bingo Traditionnel</i>	2 500.00 Gourdes;
<i>La Gaguère</i>	5 000.00 Gourdes par mois;
<i>Course d'Animaux</i>	2 000.00 Gourdes par activités;
<i>Le Jeux de Cartes</i>	2 500.00 Gourdes par mois par table;
<i>Le Jeu de Dés</i>	2 500.00 Gourdes par mois par table de jeu;
d) Jeux en ligne	
Droit d'autorisation	6 000 000.00 Gourdes par an;
Droit d'exploitation:	
<i>Jeux Inter Actifs</i>	7% des revenus bruts à verser mensuellement;
<i>Jeux de pronostics</i>	7% des revenus bruts par mois;
<i>Jeux sur support Téléphonique ou Cellulaire</i>	7% des revenus bruts par mois;
<i>Les Paris:</i>	
Fixes	10 % des revenus bruts par mois;
Mutuels	10 % des revenus bruts par mois;
Sportifs	10 % des revenus bruts par mois;
<i>Jeux sur support Internet</i>	15% des revenus bruts par mois;
e) Loterie Opérationnelle:	
Droit d'autorisation	6 000 000.00 Gourdes par an;
Droit d'exploitation:	
<i>Loteries Sèches</i>	10 % des revenus bruts par mois;
<i>Les Grattés</i>	10 % des revenus bruts par mois;
<i>Loteries Instantanées</i>	10 % des revenus bruts par mois;
<i>Loteries à Multiples Juridictions</i>	10 % des revenus bruts par mois;
<i>Loteries Journalières</i>	10 % des revenus bruts par mois;
<i>Lotos</i>	10 % des revenus bruts par mois;
f) Machine à sous:	
Droit de cession	6 000 000.00 Gourdes par an;
Droit d'exploitation:	4 000.00 Gourdes par mois par machine;
g) Casinos:	
Droit de cession	6 000 000.00 Gourdes;
Droit d'exploitation:	
<i>Tables de Jeux</i>	10 000.00 Gourdes par mois par table;
<i>Machines à sous</i>	4 000.00 Gourdes par mois par machine;

h) Importation de machines de jeux à vocation locative	
Droit d'autorisation	6 000 000.00 Gourdes par an;
Droit d'exploitation:	4 000.00 Gourdes par mois par machine;
i) Maison d'assemblage d'appareils de jeux de Hasard:	
Droit d'autorisation	6 000 000.00 Gourdes par an;
Droit d'exploitation:	5 000.00 Gourdes par mois par appareil assemblé;
j) Salles de Jeux	
Type A	1 000 000.00 Gourdes par an (<i>Ouest</i>);
Type B	500 000.00 Gourdes par an (<i>chef lieu d'autres départements</i>);
Type C	100 000.00 Gourdes par an (<i>reste du pays</i>);
k) Borlette	
Droit d'autorisation	10 000.00 Gourdes par an par banque de borlette ou par machine de vente de borlette;
<i>Borlettes électroniques</i>	5 000.00 Gourdes par mois par machine de vente de borlette;
<i>Carnet Borlette standardisé</i>	50.00 Gourdes ;

CHAPITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Article 10.- Le tableau d'équilibre présenté à l'article 29 du Budget général 2014-2015 est ainsi modifié :

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015

Tableau des opérations financières de l'Etat

(En Gourdes)

OPERATIONS	A_ BUDGET 2014-2015	B_ BUDGET 2014-2015 RECTIFIE	VARIATION	
			absolue	relative
ENVELOPPE GLOBALE	122 649 683 343	109 736 846 514	-12 912 836 828	-11%
A- Recettes totales (A1+A2+A3)	60 130 190 000	60 860 107 001	729 917 002	1%
A1. Impot direct	15 765 271 110	15 765 271 110	0	0%
A2. Impot indirect	42 812 102 322	42 573 135 413	-238 966 909	-1%
A2.1. sur production locale	8 836 023 796	8 833 574 513	-2 449 283	0%
A2.2. sur le commerce extérieur (y/c autres droits et taxes perçus à l'entrée)	25 986 888 526	25 187 544 100	-799 344 426	-3%
A2.3. sur produits pétroliers	7 989 190 000	8 552 016 800	562 826 800	7%
A3. Autres recettes domestiques	1 552 816 568	2 521 700 479	968 883 911	62%
B- Dépenses totales (B1+D2)	118 913 506 113	104 282 507 999	-14 630 998 113	-12%
B1. Dépenses courantes (B1.1.+B1.2.)	51 371 095 622	50 187 685 897	-1 183 409 725	-2%
B1.1. Fonctionnement de l'Administration	50 036 097 883	49 315 394 656	-720 703 227	-1%
Salaires et traitements	28 973 104 570	28 993 098 533	19 993 963	0%
Biens et services (y/c autres dépenses publiques)	15 150 304 916	14 868 986 444	-281 318 472	-2%
Transferts et subventions	5 912 688 396	5 453 309 678	-459 378 718	-8%
B1.2. Intérêts	1 334 997 739	872 291 241	-462 706 498	-35%
Dettes interne	744 196 247	488 650 494	-255 545 753	-34%
Dettes externe	590 801 492	383 640 747	-207 160 745	-35%
C-Solde primaire courant (hors intérêts s/dette) (A-B1.1)	10 094 092 117	11 544 712 345	1 450 620 228	14%
D- Solde Budgétaire de base (A-B1 ou C-B1.2.)	8 759 094 378	10 672 421 104	1 913 326 726	22%
D2. Dépenses en capital (D2.1+D2.2+D2.3)	67 542 410 491	54 094 822 102	-13 447 588 388	-20%
D2.1 Immobilisations	919 325 495	646 510 220	-272 815 276	-30%
D2.2 Investissements publics (financement interne)	19 803 560 069	16 051 909 667	-3 751 650 402	-19%
Trésor Public	13 609 000 000	10 294 052 369	-3 314 947 631	-24%
Annulation dette FMI	3 044 187 652	3 349 941 757	305 754 105	10%
Autres Financements	3 150 372 417	2 407 915 541	-742 456 876	-24%
D2.3 Investissements publics (financement externe)	46 819 524 926	37 396 402 216	-9 423 122 710	-20%
Sur Dons	26 420 993 850	27 003 246 939	582 253 088	2%
Sur Emprunt	20 398 531 076	10 393 155 277	-10 005 375 799	-49%
y c PETROCARIBE	20 398 531 076	10 393 155 277	10 005 375 799	49%
E-Solde global (hors dons) (A-B)	-58 783 316 113	-43 422 400 998	15 360 915 115	-26%
F-Dons	30 463 793 850	31 225 726 939	761 933 088	3%
F1. Appui budgétaire global	4 042 800 000	4 222 480 000	179 680 000	4%
F2. Aide projets	26 420 993 850	27 003 246 939	582 253 088	2%
			0	0%
G-Solde global incluant dons (E+F)	-28 319 522 262	-12 196 674 059	16 122 848 203	-57%
H- Financement (H1+H2)	28 319 522 269	12 196 674 061	-16 122 848 208	-57%
H1. Financement externe net	18 300 107 604	8 087 570 520	-10 212 537 084	-56%
H1.1. Tirages sur emprunt	20 398 531 076	10 393 155 277	-10 005 375 799	-49%
H1.2. Amortissement de la dette externe	-2 098 423 472	-2 305 584 757	-207 161 285	10%
H2. Financement interne net	10 019 414 665	4 109 103 540	-5 910 311 125	-59%
H2.1. Bons du Trésor	5 462 608 354	1 500 000 000	-3 962 608 354	-73%
H2.2. Autres financements internes des projets	6 194 560 069	5 757 857 298	-436 702 771	-7%
H2.3. Amortissement Interne	-1 637 753 758	-3 148 753 758	-1 511 000 000	92%

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015**Tableau d'équilibre du Budget Rectificatif de l'exercice 2014-2015**

VOIES ET MOYENS	109 736 846 516	DEPENSES TOTALES	109 736 846 514
Ressources Domestiques	60 860 107 001	Dépenses courantes	50 187 685 897
Recettes Internes	44 803 481 319	Salaires et traitements	28 993 098 533
Recettes douanières	14 890 125 733	Biens et services (y/c autres dépenses publiques)	14 868 986 444
Autres ressources domestiques	1 166 499 949	Transferts et subventions	5 453 309 678
		Intérêts	872 291 241
Solde Budgétaire de base			10 672 421 104
Dons	31 225 726 939		
Appui budgétaire global	4 222 480 000	Dépenses de Capital	59 549 160 617
Aide projets	27 003 246 939	Immobilisations	646 510 220
		Programmes et Projets	53 448 311 883
Financement	17 651 012 575	Trésor Public	10 294 052 369
Tirages sur emprunt	10 393 155 277	Annulation dette FMI	3 349 941 757
Bons du Trésor	1 500 000 000	Autres Financements	2 407 915 541
Autres financements internes des projets	5 757 857 298	Dons et emprunts	37 396 402 216
		Amortissement de la Dette	5 454 338 515

Détails des Opérations

Article 11.- La répartition des crédits budgétaires par entité administrative et par titre de dépenses présentée à l'article 30 du Budget Général 2014-2015 est ainsi modifiée:

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

CODE	INSTITUTION	Crédits de fonctionnement rect. 14-15	Pond.	Crédits d'investissement rect. 14-15	Pond.	Total des crédits rectifiés 14-15	Pond.
	TOTAL	56 288 534 632	100,0%	53 448 311 883	100,0%	109 736 846 514	100,0%
1	POUVOIR EXECUTIF	51 582 471 311	91,6%	52 649 186 883	98,5%	104 231 658 194	96,0%
11	SECTEUR ECONOMIQUE	7 361 683 060	13,1%	33 936 916 234	63,5%	41 298 599 295	37,6%
1111	MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	766 049 580	1,4%	6 235 576 472	11,7%	7 001 626 052	6,4%
TITRE I	Dépenses de Personnel	351 635 936	0,6%	0	0,0%	351 635 936	0,3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	102 930 175	0,2%	1 215 153 803	2,3%	1 318 083 978	1,2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	2 743 521	0,0%	4 646 612 367	8,7%	4 649 355 888	4,2%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	189 672 073	0,3%	0	0,0%	189 672 073	0,2%
TITRE V	Service de la Dette Publique	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	119 067 876	0,2%	373 810 302	0,7%	492 878 178	0,4%
TITRE VII	Opérations financières	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
1112	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	3 975 505 518	7,1%	2 320 768 137	4,3%	6 296 273 655	5,7%
TITRE I	Dépenses de Personnel	2 086 896 383	3,7%	0	0,0%	2 086 896 383	1,9%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1 295 141 736	2,3%	400 024 556	0,7%	1 695 166 292	1,5%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	165 639 816	0,3%	1 887 843 581	3,5%	2 053 483 397	1,9%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	3 888 600	0,0%	32 900 000	0,1%	36 788 600	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	423 938 982	0,8%	0	0,0%	423 938 982	0,4%
1113	MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	788 518 414	1,4%	5 780 066 309	10,8%	6 568 584 723	6,0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	680 863 485	1,2%	0	0,0%	680 863 485	0,6%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	58 541 294	0,1%	1 099 600 418	2,1%	1 158 141 712	1,1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	10 387 230	0,0%	3 164 869 835	5,9%	3 175 257 065	2,9%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	806 618	0,0%	1 515 596 056	2,8%	1 516 402 674	1,4%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	37 919 787	0,1%	0	0,0%	37 919 787	0,0%
1114	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	882 264 437	1,6%	17 933 355 582	33,6%	18 815 620 018	17,1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	661 902 484	1,2%	0	0,0%	661 902 484	0,6%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	217 837 153	0,4%	931 947 845	1,7%	1 149 784 998	1,0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	1 852 300	0,0%	16 996 237 737	31,8%	16 998 090 037	15,5%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	350 000	0,0%	5 170 000	0,0%	5 520 000	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	322 500	0,0%	0	0,0%	322 500	0,0%
1115	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	480 518 288	0,9%	537 437 226	1,0%	1 017 955 514	0,9%
TITRE I	Dépenses de Personnel	357 317 212	0,6%	0	0,0%	357 317 212	0,3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	116 074 507	0,2%	93 723 728	0,2%	209 798 235	0,2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	5 053 569	0,0%	233 107 904	0,4%	238 161 473	0,2%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	73 000	0,0%	210 605 594	0,4%	210 678 594	0,2%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	2 000 000	0,0%	0	0,0%	2 000 000	0,0%
1116	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	308 298 352	0,5%	750 897 310	1,4%	1 059 195 662	1,0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	208 722 496	0,4%	0	0,0%	208 722 496	0,2%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	66 267 944	0,1%	183 000 000	0,3%	249 267 944	0,2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	10 667 355	0,0%	567 897 310	1,1%	578 564 665	0,5%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	7 959 574	0,0%	0	0,0%	7 959 574	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	14 680 983	0,0%	0	0,0%	14 680 983	0,0%
1117	MINISTERE DU TOURISME	160 528 471	0,3%	378 815 199	0,7%	539 343 670	0,5%
TITRE I	Dépenses de Personnel	106 620 612	0,2%	0	0,0%	106 620 612	0,1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	44 162 429	0,1%	1 72 983 799	0,3%	217 146 228	0,2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	4 640 864	0,0%	205 831 400	0,4%	210 472 264	0,2%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	5 104 566	0,0%	0	0,0%	5 104 566	0,0%
12	SECTEUR POLITIQUE	15 117 705 353	26,9%	3 259 773 250	6,1%	18 377 478 603	16,7%
1211	MINISTERE DE LA JUSTICE	8 700 137 368	15,5%	1 396 973 250	2,6%	10 097 110 618	9,2%
TITRE I	Dépenses de Personnel	6 658 415 220	11,8%	0	0,0%	6 658 415 220	6,1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1 601 146 077	2,8%	649 462 099	1,2%	2 250 608 176	2,1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	74 663 430	0,1%	743 511 151	1,4%	818 174 581	0,7%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	35 296 463	0,1%	0	0,0%	35 296 463	0,0%
TITRE V	Service de la Dette Publique	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	330 616 178	0,6%	4 000 000	0,0%	334 616 178	0,3%

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

CODE	INSTITUTION	Crédits de fonctionnement rect. 14-15	Pond.	Crédits d'investissement rect. 14-15	Pond.	Total des crédits rectifiés 14-15	Pond.
TOTAL		56 288 534 632	100,0%	53 440 311 883	100,0%	109 736 846 514	100,0%
1212	MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	77 309 109	0,1%	24 000 000	0,0%	101 309 109	0,1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	45 897 767	0,1%	0	0,0%	45 897 767	0,0%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	17 761 983	0,0%	24 000 000	0,0%	41 761 983	0,0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	130 985	0,0%	0	0,0%	130 985	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	140 000	0,0%	0	0,0%	140 000	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	13 378 375	0,0%	0	0,0%	13 378 375	0,0%
1213	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	2 267 193 160	4,0%	0	0,0%	2 267 193 160	2,1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	284 666 117	0,5%	0	0,0%	284 666 117	0,3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	88 016 801	0,2%	0	0,0%	88 016 801	0,1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	26 731 486	0,0%	0	0,0%	26 731 486	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE V	Service de la Dette Publique	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1 867 778 756	3,3%	0	0,0%	1 867 778 756	1,7%
1214	LA PRESIDENCE	1 260 283 183	2,2%	0	0,0%	1 260 283 183	1,1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	530 069 473	0,9%	0	0,0%	530 069 473	0,5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	277 114 771	0,5%	0	0,0%	277 114 771	0,3%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	76 826 015	0,1%	0	0,0%	76 826 015	0,1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	2 672 924	0,0%	0	0,0%	2 672 924	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	373 600 000	0,7%	0	0,0%	373 600 000	0,3%
1215	LA PRIMATURE	1 361 092 947	2,4%	661 200 000	1,2%	2 012 292 947	1,8%
TITRE I	Dépenses de Personnel	543 871 465	1,0%	0	0,0%	543 871 465	0,5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	296 083 749	0,5%	631 200 000	1,2%	927 283 749	0,8%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	47 444 156	0,1%	20 000 000	0,0%	67 444 156	0,1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	94 914 854	0,2%	0	0,0%	94 914 854	0,1%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	378 778 723	0,7%	0	0,0%	378 778 723	0,3%
1216	MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	1 262 036 140	2,2%	1 167 600 000	2,2%	2 429 636 140	2,2%
TITRE I	Dépenses de Personnel	668 916 920	1,2%	0	0,0%	668 916 920	0,6%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	404 868 570	0,7%	581 800 000	1,1%	986 668 570	0,9%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	6 063 064	0,0%	568 800 000	1,1%	574 863 064	0,5%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	182 187 587	0,3%	17 000 000	0,0%	199 187 587	0,2%
1217	MINISTERE DE LA DEFENSE	189 653 445	0,3%	20 000 000	0,0%	209 653 445	0,2%
TITRE I	Dépenses de Personnel	78 258 319	0,1%	0	0,0%	78 258 319	0,1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	26 541 674	0,0%	0	0,0%	26 541 674	0,0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	1 372 276	0,0%	20 000 000	0,0%	21 372 276	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	60 030 000	0,1%	0	0,0%	60 030 000	0,1%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	23 451 176	0,0%	0	0,0%	23 451 176	0,0%
13	SECTEUR SOCIAL	14 651 346 328	26,0%	15 082 794 480	28,2%	29 734 140 808	27,1%
1311	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L A FORM. PROFESS.	9 918 014 628	17,6%	10 281 496 252	19,2%	20 199 510 880	18,4%
TITRE I	Dépenses de Personnel	7 488 271 713	13,3%	0	0,0%	7 488 271 713	6,8%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1 274 902 153	2,3%	8 576 657 349	16,0%	9 851 559 502	9,0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	64 925 985	0,1%	72 443 489	0,1%	137 369 474	0,1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	733 533 834	1,3%	1 632 395 413	3,1%	2 365 929 247	2,2%
TITRE V	Service de la Dette Publique	27 000	0,0%	0	0,0%	27 000	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	356 353 945	0,6%	0	0,0%	356 353 945	0,3%
1312	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	875 763 294	1,6%	2 445 332 395	4,6%	3 321 095 689	3,0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	679 564 480	1,2%	0	0,0%	679 564 480	0,6%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	118 835 632	0,2%	0	0,0%	118 835 632	0,1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	15 784 098	0,0%	1 179 832 395	2,2%	1 195 616 493	1,1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0,0%	1 265 500 000	2,4%	1 265 500 000	1,2%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	61 579 084	0,1%	0	0,0%	61 579 084	0,1%

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

CODE	INSTITUTION	Crédits de fonctionnement rect. 14-15	Pond.	Crédits d'investissement rect. 14-15	Pond.	Total des crédits rectifiés 14-15	Pond.
TOTAL		56 288 534 632	100,0%	53 448 311 883	100,0%	109 736 846 514	100,0%
1313	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	3 321 822 201	5,9%	2 195 765 833	4,1%	5 517 588 034	5,0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	2 987 264 595	5,3%	0	0,0%	2 987 264 595	2,7%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	270 998 027	0,5%	157 556 500	0,3%	428 554 527	0,4%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	28 221 682	0,1%	2 038 209 333	3,8%	2 066 431 015	1,9%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	7 344 765	0,0%	0	0,0%	7 344 765	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	27 993 133	0,0%	0	0,0%	27 993 133	0,0%
1314	MINISTERE A LA CONDITION FEMININE	131 170 746	0,2%	37 000 000	0,1%	168 170 746	0,2%
TITRE I	Dépenses de Personnel	104 505 454	0,2%	0	0,0%	104 505 454	0,1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	19 450 104	0,0%	27 000 000	0,1%	46 450 104	0,0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	1 383 981	0,0%	10 000 000	0,0%	11 383 981	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	5 831 207	0,0%	0	0,0%	5 831 207	0,0%
1315	MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE	404 575 459	0,7%	123 200 000	0,2%	527 775 459	0,5%
TITRE I	Dépenses de Personnel	300 083 767	0,5%	0	0,0%	300 083 767	0,3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	56 944 667	0,1%	103 200 000	0,2%	160 144 667	0,1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	8 550 834	0,0%	20 000 000	0,0%	28 550 834	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	38 996 192	0,1%	0	0,0%	38 996 192	0,0%
14	SECTEUR CULTUREL	1 406 708 297	2,5%	369 702 919	0,7%	1 776 411 216	1,6%
1411	MINISTERE DES CULTES	133 339 341	0,2%	0	0,0%	133 339 341	0,1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	72 912 800	0,1%	0	0,0%	72 912 800	0,1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	5 248 755	0,0%	0	0,0%	5 248 755	0,0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	54 777 786	0,1%	0	0,0%	54 777 786	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	400 000	0,0%	0	0,0%	400 000	0,0%
1412	MINISTERE DE LA CULTURE	1 005 840 456	1,8%	348 702 919	0,7%	1 354 543 375	1,2%
TITRE I	Dépenses de Personnel	421 821 786	0,7%	0	0,0%	421 821 786	0,4%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	439 015 827	0,8%	308 000 000	0,6%	747 015 827	0,7%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	12 163 953	0,0%	40 702 919	0,1%	52 866 873	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	19 417 436	0,0%	0	0,0%	19 417 436	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	113 421 454	0,2%	0	0,0%	113 421 454	0,1%
1413	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	267 528 500	0,5%	21 000 000	0,0%	288 528 500	0,3%
TITRE I	Dépenses de Personnel	199 660 757	0,4%	0	0,0%	199 660 757	0,2%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	58 656 194	0,1%	21 000 000	0,0%	79 656 194	0,1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	4 839 000	0,0%	0	0,0%	4 839 000	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	4 372 550	0,0%	0	0,0%	4 372 550	0,0%
15	AUTRES ADMINISTRATIONS	13 045 028 273	23,2%	0	0,0%	13 045 028 273	11,9%
1511	INTERVENTIONS PUBLIQUES	6 718 398 517	11,9%	0	0,0%	6 718 398 517	6,1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	10 000 000	0,0%	0	0,0%	10 000 000	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	4 151 389 104	7,4%	0	0,0%	4 151 389 104	3,8%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	2 557 009 413	4,5%	0	0,0%	2 557 009 413	2,3%
TITRE VII	Opérations financières	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
1512	DETTE PUBLIQUE	6 326 629 756	11,2%	0	0,0%	6 326 629 756	5,8%
TITRE V	Service de la Dette Publique	6 326 629 756	11,2%	0	0,0%	6 326 629 756	5,8%
2	POUVOIR LEGISLATIF	1 832 956 992	3,3%	470 000 000	0,9%	2 302 956 992	2,1%
22	SECTEUR POLITIQUE	1 832 956 992	3,3%	470 000 000	0,9%	2 302 956 992	2,1%
2211	SENAT DE LA REPUBLIQUE	746 179 406	1,3%	470 000 000	0,9%	1 216 179 406	1,1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	419 773 286	0,7%	0	0,0%	419 773 286	0,4%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	188 536 723	0,3%	0	0,0%	188 536 723	0,2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	34 920 306	0,1%	470 000 000	0,9%	504 920 306	0,5%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	69 941 075	0,1%	0	0,0%	69 941 075	0,1%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	33 008 016	0,1%	0	0,0%	33 008 016	0,0%

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

CODE	INSTITUTION	Crédits de fonctionnement rect. 14-15	Pond.	Crédits d'investissement rect. 14-15	Pond.	Total des crédits rectifiés 14-15	Pond.
TOTAL		56 288 534 632	100,0%	53 448 311 883	100,0%	109 736 846 514	100,0%
2212	CHAMBRE DES DEPUTES	1 086 777 586	1,9%	0	0,0%	1 086 777 586	1,0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	678 279 637	1,2%	0	0,0%	678 279 637	0,6%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	379 821 530	0,7%	0	0,0%	379 821 530	0,3%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	8 326 419	0,0%	0	0,0%	8 326 419	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	20 350 000	0,0%	0	0,0%	20 350 000	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
3	POUVOIR JUDICIAIRE	914 314 866	1,6%	60 625 000	0,1%	974 939 866	0,9%
32	SECTEUR POLITIQUE	914 314 866	1,6%	60 625 000	0,1%	974 939 866	0,9%
3211	CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	914 314 866	1,6%	60 625 000	0,1%	974 939 866	0,9%
TITRE I	Dépenses de Personnel	796 332 767	1,4%	0	0,0%	796 332 767	0,7%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	86 698 926	0,2%	60 625 000	0,1%	147 323 926	0,1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	14 132 640	0,0%	0	0,0%	14 132 640	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	170 416	0,0%	0	0,0%	170 416	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	16 980 116	0,0%	0	0,0%	16 980 116	0,0%
4	ORGANISMES INDEPENDANTS	1 958 791 463	3,5%	268 500 000	0,5%	2 227 291 463	2,0%
41	SECTEUR ECONOMIQUE	563 074 332	1,0%	117 500 000	0,2%	680 574 332	0,6%
4111	COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	563 074 332	1,0%	117 500 000	0,2%	680 574 332	0,6%
TITRE I	Dépenses de Personnel	405 410 610	0,7%	0	0,0%	405 410 610	0,4%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	51 774 226	0,1%	0	0,0%	51 774 226	0,0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	2 205 253	0,0%	117 500 000	0,2%	119 705 253	0,1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	581 157	0,0%	0	0,0%	581 157	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	103 103 087	0,2%	0	0,0%	103 103 087	0,1%
42	SECTEUR POLITIQUE	341 648 180	0,6%	0	0,0%	341 648 180	0,3%
4211	CONSEIL ELECTORAL	309 524 693	0,5%	0	0,0%	309 524 693	0,3%
TITRE I	Dépenses de Personnel	273 891 794	0,5%	0	0,0%	273 891 794	0,2%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	24 832 898	0,0%	0	0,0%	24 832 898	0,0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	4 500 000	0,0%	0	0,0%	4 500 000	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	6 300 001	0,0%	0	0,0%	6 300 001	0,0%
4212	OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	32 123 487	0,1%	0	0,0%	32 123 487	0,0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	25 859 487	0,0%	0	0,0%	25 859 487	0,0%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	3 923 999	0,0%	0	0,0%	3 923 999	0,0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	2 340 001	0,0%	0	0,0%	2 340 001	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
43	SECTEUR SOCIAL	1 039 837 751	1,8%	151 000 000	0,3%	1 190 837 750	1,1%
4311	UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1 039 837 751	1,8%	151 000 000	0,3%	1 190 837 750	1,1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	848 074 055	1,5%	0	0,0%	848 074 055	0,8%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	191 763 696	0,3%	10 000 000	0,0%	201 763 696	0,2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0,0%	141 000 000	0,3%	141 000 000	0,1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
44	SECTEUR CULTUREL	14 231 200	0,0%	0	0,0%	14 231 200	0,0%
4411	ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	14 231 200	0,0%	0	0,0%	14 231 200	0,0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	7 261 500	0,0%	0	0,0%	7 261 500	0,0%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	6 969 700	0,0%	0	0,0%	6 969 700	0,0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

CODE	INSTITUTION	Crédit initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Crédit rectifié 2014-2015
	TOTAL	122 649 683 342	18 212 620 371	5 299 783 543	109 736 846 514
1	POUVOIR EXECUTIF	116 994 795 263	16 276 009 061	4 512 871 993	104 231 658 194
11	SECTEUR ECONOMIQUE	52 938 888 552	12 668 921 408	1 028 632 151	41 298 599 295
1111	MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	9 484 120 748	2 522 231 567	39 736 871	7 001 626 052
TITRE I	Dépenses de Personnel	370 511 971	18 876 035	0	351 635 936
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1 475 629 341	157 545 363	0	1 318 083 978
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	6 994 215 356	2 344 859 468	0	4 649 355 888
TITRE IV	Dépenses de Transferts	190 622 273	950 700	0	189 672 073
TITRE V	Service de la Dette Publique	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	453 141 307	0	39 736 871	492 878 178
TITRE VII	Opérations financières	0	0	0	0
1112	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	6 546 414 087	403 552 315	153 411 883	6 296 273 655
TITRE I	Dépenses de Personnel	2 060 025 720	0	26 870 664	2 086 896 383
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	2 086 066 467	390 900 175	0	1 695 166 292
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	1 926 942 179	0	126 541 219	2 053 483 397
TITRE IV	Dépenses de Transferts	40 699 002	3 910 402	0	36 788 600
TITRE VI	Autres dépenses publiques	432 680 721	8 741 738	0	423 938 982
1113	MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	7 492 861 858	924 277 135	0	6 568 584 723
TITRE I	Dépenses de Personnel	680 863 587	102	0	680 863 485
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1 253 499 431	95 357 719	0	1 158 141 712
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	3 534 137 463	358 880 398	0	3 175 257 065
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1 982 228 281	465 825 607	0	1 516 402 674
TITRE VI	Autres dépenses publiques	42 133 097	4 213 310	0	37 919 787
1114	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	25 930 993 461	7 765 142 427	649 768 984	18 815 620 018
TITRE I	Dépenses de Personnel	679 568 972	17 666 488	0	661 902 484
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	504 835 538	0	644 949 460	1 149 784 998
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	24 740 640 406	7 742 550 369	0	16 998 090 037
TITRE IV	Dépenses de Transferts	700 476	0	4 819 524	5 520 000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	5 248 070	4 925 570	0	322 500
1115	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	1 304 546 203	297 822 449	11 231 760	1 017 955 514
TITRE I	Dépenses de Personnel	346 085 452	0	11 231 760	357 317 212
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	246 723 852	36 925 617	0	209 798 235
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	336 702 878	98 541 405	0	238 161 473
TITRE IV	Dépenses de Transferts	371 534 019	160 855 425	0	210 678 594
TITRE VI	Autres dépenses publiques	3 500 001	1 500 001	0	2 000 000
1116	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	1 205 661 960	320 948 951	174 482 653	1 059 195 662
TITRE I	Dépenses de Personnel	208 722 496	0	0	208 722 496
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	74 785 291	0	174 482 653	249 267 944
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	875 224 132	296 659 468	0	578 564 665
TITRE IV	Dépenses de Transferts	27 442 585	19 483 011	0	7 959 574
TITRE VI	Autres dépenses publiques	19 487 456	4 806 473	0	14 680 983
1117	MINISTERE DU TOURISME	974 290 234	434 946 564	0	539 343 670
TITRE I	Dépenses de Personnel	106 674 365	53 753	0	106 620 612
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	627 543 726	410 397 497	0	217 146 228
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	233 011 438	22 539 174	0	210 472 264
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1 200 000	1 200 000	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	5 860 705	756 139	0	5 104 566
12	SECTEUR POLITIQUE	19 187 078 213	1 266 321 179	456 721 569	18 377 478 603
1211	MINISTERE DE LA JUSTICE	9 772 836 701	6 537 773	330 811 690	10 097 110 618
TITRE I	Dépenses de Personnel	6 654 607 387	0	3 807 833	6 658 415 220
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	2 035 681 978	0	214 926 198	2 250 608 176
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	747 456 220	0	70 718 361	818 174 581
TITRE IV	Dépenses de Transferts	41 834 236	6 537 773	0	35 296 463
TITRE V	Service de la Dette Publique	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	293 256 880	0	41 359 298	334 616 178

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

CODE	INSTITUTION	Crédit initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Crédit rectifié 2014-2015
TOTAL		122 649 683 342	18 212 620 371	5 299 783 643	109 736 846 514
1212	MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	131 553 293	30 244 184	0	101 309 109
TITRE I	Dépenses de Personnel	45 897 767	0	0	45 897 767
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	56 723 406	14 961 423	0	41 761 983
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	3 208 051	3 077 066	0	130 985
TITRE IV	Dépenses de Transferts	140 095	95	0	140 000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	25 583 975	12 205 600	0	13 378 375
1213	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	2 267 356 745	31 687 579	31 523 993	2 267 193 160
TITRE I	Dépenses de Personnel	284 666 117	0	0	284 666 117
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	106 382 760	18 365 960	0	88 016 801
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	39 053 105	12 321 619	0	26 731 486
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1 000 000	1 000 000	0	0
TITRE V	Service de la Dette Publique	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1 836 254 763	0	31 523 993	1 867 778 756
1214	LA PRESIDENCE	1 303 958 690	56 875 505	13 199 999	1 260 283 183
TITRE I	Dépenses de Personnel	516 869 474	0	13 199 999	530 069 473
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	286 514 772	9 400 001	0	277 114 771
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	106 172 690	29 346 675	0	76 826 015
TITRE IV	Dépenses de Transferts	2 672 928	3	0	2 672 924
TITRE VI	Autres dépenses publiques	391 728 826	18 128 826	0	373 600 000
1215	LA PRIMATURE	2 026 275 736	86 572 029	72 589 241	2 012 292 947
TITRE I	Dépenses de Personnel	526 626 958	0	17 244 507	543 871 465
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	873 836 440	0	53 447 309	927 283 749
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	104 368 033	36 923 877	0	67 444 156
TITRE IV	Dépenses de Transferts	144 563 007	49 648 153	0	94 914 854
TITRE VI	Autres dépenses publiques	376 881 298	0	1 897 424	378 778 723
1216	MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	3 440 675 160	1 011 039 020	0	2 429 636 140
TITRE I	Dépenses de Personnel	697 853 295	28 936 375	0	668 916 920
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1 502 251 878	515 583 309	0	986 668 570
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	891 594 500	316 731 437	0	574 863 064
TITRE IV	Dépenses de Transferts	2 008 031	2 008 031	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	346 967 455	147 779 868	0	199 187 587
1217	MINISTERE DE LA DEFENSE	244 421 887	43 365 089	8 596 647	209 653 445
TITRE I	Dépenses de Personnel	78 258 319	0	0	78 258 319
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	34 156 003	7 614 328	0	26 541 674
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	36 641 320	15 269 041	0	21 372 276
TITRE IV	Dépenses de Transferts	80 511 717	20 481 716	0	60 030 000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	14 854 529	0	8 596 647	23 451 176
13	SECTEUR SOCIAL	30 787 474 990	2 021 605 728	968 271 546	29 734 140 808
1311	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT A FORM. PROFESS.	20 377 274 714	535 012 808	357 248 974	20 199 510 880
TITRE I	Dépenses de Personnel	7 188 271 713	0	300 000 000	7 488 271 713
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	10 136 859 712	285 300 210	0	9 851 559 502
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	80 120 500	0	57 248 974	137 369 474
TITRE IV	Dépenses de Transferts	2 404 666 360	38 737 113	0	2 365 929 247
TITRE V	Service de la Dette Publique	27 000	0	0	27 000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	567 329 430	210 975 485	0	356 353 945
1312	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	3 613 421 792	386 246 439	93 920 336	3 321 095 689
TITRE I	Dépenses de Personnel	603 552 338	0	76 012 143	679 564 480
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1 17 973 113	0	862 518	118 835 632
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	1 500 606 536	304 990 043	0	1 195 616 493
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1 248 454 325	0	17 045 675	1 265 500 000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	142 835 480	81 256 396	0	61 579 084

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

CODE	INSTITUTION	Crédit Initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Crédit rectifié 2014-2015
TOTAL		122 649 683 342	18 212 620 371	5 299 783 543	109 736 846 514
1313	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	5 738 685 410	727 678 341	506 580 965	5 517 588 034
TITRE I	Dépenses de Personnel	2 989 722 357	2 457 762	0	2 987 264 595
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1 145 311 481	716 756 954	0	428 554 527
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	1 559 850 049	0	506 580 965	2 066 431 015
TITRE IV	Dépenses de Transferts	10 662 172	3 317 407	0	7 344 765
TITRE VI	Autres dépenses publiques	33 139 351	5 146 218	0	27 993 133
1314	MINISTERE A LA CONDITION FEMININE	172 232 820	9 270 806	5 208 731	168 170 746
TITRE I	Dépenses de Personnel	104 505 454	0	0	104 505 454
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	41 241 372	0	5 208 731	46 450 104
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	19 493 919	8 109 939	0	11 383 981
TITRE IV	Dépenses de Transferts	336 228	336 228	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	6 655 846	824 639	0	5 831 207
1315	MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE	885 860 254	363 397 333	5 312 539	527 775 459
TITRE I	Dépenses de Personnel	294 771 228	0	5 312 539	300 083 767
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	203 275 651	43 130 985	0	160 144 667
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	333 768 210	305 217 376	0	28 550 834
TITRE IV	Dépenses de Transferts	4 978 350	4 978 350	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	49 066 814	10 070 622	0	38 996 192
14	SECTEUR CULTUREL	1 953 739 435	183 660 746	6 332 527	1 776 411 216
1411	MINISTERE DES CULTES	146 701 513	19 694 699	6 332 527	133 339 341
TITRE I	Dépenses de Personnel	66 580 273	0	6 332 527	72 912 800
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	11 185 603	5 936 848	0	5 248 755
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	13 582 705	13 582 705	0	0
TITRE IV	Dépenses de Transferts	54 777 786	0	0	54 777 786
TITRE VI	Autres dépenses publiques	575 146	175 146	0	400 000
1412	MINISTERE DE LA CULTURE	1 473 335 042	118 791 667	0	1 354 543 375
TITRE I	Dépenses de Personnel	421 821 786	0	0	421 821 786
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	755 584 809	8 568 982	0	747 015 827
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	125 978 540	73 111 667	0	52 866 873
TITRE IV	Dépenses de Transferts	43 926 069	24 508 634	0	19 417 436
TITRE VI	Autres dépenses publiques	126 023 838	12 602 384	0	113 421 454
1413	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	333 702 880	45 174 380	0	288 528 500
TITRE I	Dépenses de Personnel	199 660 757	0	0	199 660 757
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	118 288 950	38 632 756	0	79 656 194
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	4 839 000	0	0	4 839 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1 807 840	1 807 840	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	9 106 333	4 733 784	0	4 372 550
15	AUTRES ADMINISTRATIONS	11 127 614 073	135 500 001	2 052 914 200	13 045 028 273
1511	INTERVENTIONS PUBLIQUES	6 056 439 104	135 500 001	797 459 413	6 718 398 517
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	10 000 000	0	0	10 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	4 286 889 104	135 500 001	0	4 151 389 104
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1 759 550 000	0	797 459 413	2 557 009 413
TITRE VII	Opérations financières	0	0	0	0
1512	DETTE PUBLIQUE	5 071 174 969	0	1 255 454 787	6 326 629 756
TITRE V	Service de la Dette Publique	5 071 174 969	0	1 255 454 787	6 326 629 756
2	POUVOIR LEGISLATIF	3 224 286 515	1 400 000 521	478 670 998	2 302 956 992
22	SECTEUR POLITIQUE	3 224 286 515	1 400 000 521	478 670 998	2 302 956 992
2211	SENAT DE LA REPUBLIQUE	1 507 866 298	768 933 977	477 247 084	1 216 179 406
TITRE I	Dépenses de Personnel	457 760 601	37 987 315	0	419 773 286
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	770 426 928	581 890 205	0	188 536 723
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	27 673 222	0	477 247 084	504 920 306
TITRE IV	Dépenses de Transferts	149 901 789	79 960 714	0	69 941 075
TITRE VI	Autres dépenses publiques	102 103 760	69 095 744	0	33 008 016

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

CODE	INSTITUTION	Crédit initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Crédit rectifié 2014-2015
TOTAL		122 649 683 342	18 212 620 371	5 299 783 543	109 736 846 514
2212	CHAMBRE DES DEPUTES	1 716 420 216	631 066 544	1 423 913	1 086 777 586
TITRE I	Dépenses de Personnel	1 247 849 494	569 569 857	0	678 279 637
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	378 397 616	0	1 423 913	379 821 530
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	13 841 577	5 515 158	0	8 326 419
TITRE IV	Dépenses de Transferts	76 331 528	55 981 528	0	20 350 000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	2	1	0	0
3	POUVOIR JUDICIAIRE	1 096 390 332	121 450 467	0	974 939 866
32	SECTEUR POLITIQUE	1 096 390 332	121 450 467	0	974 939 866
3211	CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	1 096 390 332	121 450 467	0	974 939 866
TITRE I	Dépenses de Personnel	804 332 767	8 000 000	0	796 332 767
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	191 700 851	44 376 924	0	147 323 926
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	56 846 573	42 713 932	0	14 132 640
TITRE IV	Dépenses de Transferts	280 190	109 774	0	170 416
TITRE VI	Autres dépenses publiques	43 229 952	26 249 836	0	16 980 116
4	ORGANISMES INDEPENDANTS	2 334 211 233	415 160 322	308 240 552	2 227 291 463
41	SECTEUR ECONOMIQUE	577 042 682	186 379	103 717 030	680 574 332
4111	COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	577 042 682	186 379	103 717 030	680 574 332
TITRE I	Dépenses de Personnel	386 480 613	0	18 929 997	405 410 610
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	22 397 931	0	29 376 295	51 774 226
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	116 683 165	0	3 022 088	119 705 253
TITRE IV	Dépenses de Transferts	766 536	186 379	0	580 157
TITRE VI	Autres dépenses publiques	50 714 437	0	52 388 650	103 103 087
42	SECTEUR POLITIQUE	350 733 152	9 084 972	0	341 648 180
4211	CONSEIL ELECTORAL	317 913 665	8 388 972	0	309 524 693
TITRE I	Dépenses de Personnel	273 891 794	0	0	273 891 794
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	27 591 527	2 758 630	0	24 832 898
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	9 430 343	4 930 343	0	4 500 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	7 000 001	700 000	0	6 300 001
4212	OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	32 819 487	696 000	0	32 123 487
TITRE I	Dépenses de Personnel	25 859 487	0	0	25 859 487
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	4 359 999	436 000	0	3 923 999
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	2 600 001	260 000	0	2 340 001
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0	0	0
43	SECTEUR SOCIAL	1 391 435 399	397 859 670	197 262 022	1 190 837 750
4311	UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1 391 435 399	397 859 670	197 262 022	1 190 837 750
TITRE I	Dépenses de Personnel	650 812 033	0	197 262 022	848 074 055
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	515 623 366	313 859 670	0	201 763 696
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	225 000 000	84 000 000	0	141 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0
44	SECTEUR CULTUREL	15 000 000	8 030 300	7 261 500	14 231 200
4411	ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	15 000 000	8 030 300	7 261 500	14 231 200
TITRE I	Dépenses de Personnel	0	0	7 261 500	7 261 500
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	15 000 000	8 030 300	0	6 969 700
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0

BUDGET RECTIFICATIF DE L'EXERCICE 2014 - 2015

Article 12.- Le tableau des crédits prévus pour assurer le service de la Dette Publique, présenté à l'article 31 du budget général 2014-2015 est ainsi modifié :

PREVISIONS DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE			
	INTÉRÊT	AMORTISSEMENT	TOTAL
TOTAL DETTE PUBLIQUE	872 291 241	5 454 338 515	6 326 629 756
1512-1-DETTE INTERNE	488 650 494	3 148 753 758	3 637 404 252
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	300 000 000		300 000 000
1512-1-12-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	104 196 247	151 457 736	255 653 983
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERIEURS	84 454 247	2 997 296 022	3 081 750 269
1512-2-DETTE EXTERNE	383 640 747	2 305 584 757	2 689 225 504
1512-2-11-DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE	25 349 811	45 499 320	70 849 131
1512-2-12-DETTE PUBLIQUE BILATERALE	358 290 936	2 260 085 437	2 618 376 373
1512-2-13-AUTRES DETTES EXTERNES			

CHAPITRE IV

Disposition Finale

Article 13.- Le présent décret abroge tous décrets, ou dispositions de décrets qui lui sont contraires et sera publié et exécuté à la diligence des Ministres de l'Économie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 18 mars 2015, An 212^e de l'Indépendance.

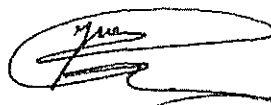
Par :

Le Président



Joseph Michel MARTELLY

Le Premier Ministre



Evans PAUL

Le Ministre de l'Intérieur
et des Collectivités Territoriales



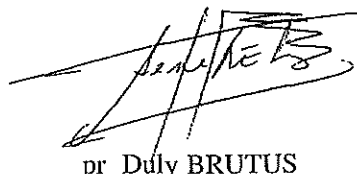
Ariel HENRY

Le Ministre de la Justice
et de la Sécurité Publique



Pierre Richard CASIMIR

Le Ministre des Affaires Étrangères
et des Cultes



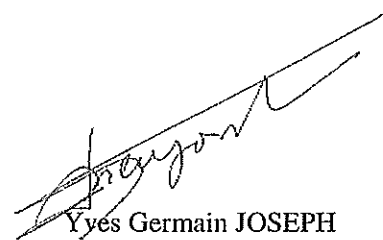
pr Duly BRUTUS

Le Ministre de l'Économie
et des Finances



Wilson LALEAU

Le Ministre de la Planification
et de la Coopération Externe



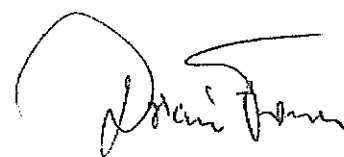
Yves Germain JOSEPH

Le Ministre de l'Éducation Nationale
et de la Formation Professionnelle



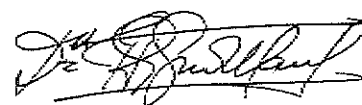
Nesmy MANIGAT

Le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles
et du Développement Rural



Fresner DORCIN

Le Ministre de la Santé Publique
et de la Population



Florence Duperval GUILLAUME

Le Ministre du Tourisme
et des Industries Créatives



Stéphanie Balmir VILLEDROUIN

Le Ministre des Travaux Publics,
Transports et Communications



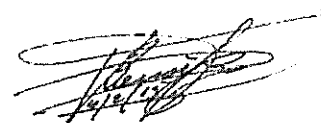
Jacques ROUSSEAU

Le Ministre de la Culture



Dithny Joan RATON

Le Ministre des Affaires Sociales
et du Travail



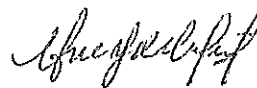
Victor BENOIT

Le Ministre de l'Environnement



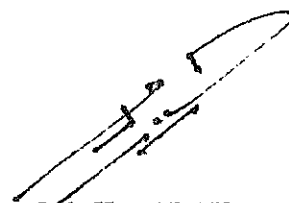
Jean Mary Claude GERMAIN

Le Ministre à la Condition Féminine
et aux Droits des Femmes



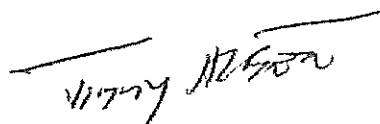
Yves Rose MORQUETTE

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie



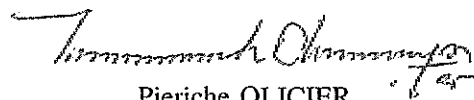
Jude Hervé DAY

Le Ministre de la Jeunesse, des Sports
et de l'Action Civique



Jimmy ALBERT

Le Ministre des Haïtiens Vivant à l'Étranger



Pieriche OLICIER

Le Ministre de la Défense



Lener RENAULD

Le Ministre de la Communication



Rotchild FRANÇOIS JR

Le Ministre délégué auprès du Premier Ministre
chargé des questions électorales

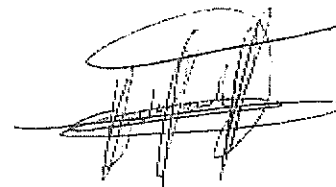


Jean Fritz JEAN-LOUIS

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORDONNE QUE LE DECRET CI-JOINT, PORTANT SUR LE BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 SOIT REVÊTU DU SCEAU DE LA RÉPUBLIQUE, IMPRIMÉ, PUBLIÉ ET EXECUTÉ.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 18 mars 2015, An 212^e de l'Indépendance.

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and strokes, identifying Michel Joseph Martelly.

Michel Joseph MARTELLY
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

**DETAILS DES
DESAFFECTATIONS ET
REAFECTATIONS**

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
		Crédit Initial 2014-2015	Désaffectation	Affectation	Crédit rectifié 2014-2015	Crédit Initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Crédit rectifié 2014-2015
	TOTAL	56 026 598 347	3 579 911 303	3 841 847 587	56 288 534 632	66 623 084 995	16 258 246 789	3 083 473 676	53 448 311 883
1	POUVOIR EXECUTIF	50 349 889 727	2 264 022 691	3 496 604 274	51 592 471 311	65 644 905 535	15 604 192 329	2 608 473 676	52 649 186 883
11	SECTEUR ECONOMIQUE	7 870 998 020	589 670 416	80 355 457	7 361 683 060	45 067 890 532	12 860 292 363	1 729 518 066	33 936 916 234
1111	MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	880 568 656	117 118 904	2 599 829	766 049 580	8 603 552 092	2 451 785 922	83 810 302	6 235 576 472
11111	SERVICES INTERNES	880 568 656	117 118 904	2 599 829	766 049 580	8 603 552 092	2 451 785 922	83 810 302	6 235 576 472
1111-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	141 374 562	61 405 138	1 099 300	81 068 724	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	33 988 084	5 487 328	-	28 500 756	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	29 074 649	19 469 249	-	9 605 400	-	-	-	-
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	1 307 556	1 179 417	-	128 139	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	1 099 300	1 099 300	-	-	-	-
	TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	77 004 274	35 269 145	-	41 735 129	-	-	-	-
	TITRE VII Opérations financières	-	-	-	-	-	-	-	-
1111-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	640 149 305	52 242 509	-	587 906 796	8 558 552 092	2 443 785 922	83 810 302	6 198 576 472
	TITRE I Dépenses de Personnel	263 274 898	14 889 237	-	248 385 662	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	92 105 088	21 104 856	-	71 000 232	1 288 653 805	105 500 002	-	1 183 153 803
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	8 009 513	5 394 131	-	2 615 382	6 979 898 287	2 338 285 920	-	4 641 612 367
	TITRE IV Dépenses de Transferts	190 622 773	2 050 000	-	188 572 773	-	-	-	-
	TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	86 137 033	8 804 286	-	77 332 747	290 000 000	-	83 810 302	373 810 302
1111-1-13-	CENTRE DE TECHNI. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE APPLIQUEE (CTPEA)	57 224 414	1 899 706	-	55 324 709	13 000 000	8 000 000	-	5 000 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	38 227 358	-	-	38 227 358	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	16 997 056	1 899 706	-	17 097 351	8 000 000	8 000 000	-	-
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	5 000 000	-	-	5 000 000
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1111-1-14-	CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES (CNC)	16 787 175	1 571 551	1 500 529	16 716 152	5 000 000	-	-	5 000 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	14 576 418	-	1 500 529	16 076 947	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	2 210 757	1 571 551	-	639 205	5 000 000	-	-	5 000 000
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1111-1-15-	CENTRE NTL DE L'INFORM. GEO SPAT.	25 033 200	-	-	25 033 200	27 000 000	-	-	27 000 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	20 445 213	-	-	20 445 213	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	4 587 987	-	-	4 587 987	27 000 000	-	-	27 000 000
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
		Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Affectation	Credit rectifié 2014-2015	Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Credit rectifié 2014-2015
	TOTAL	56 026 598 347	3 579 911 303	3 841 847 587	56 288 524 632	66 623 084 995	16 258 246 789	3 083 473 676	53 448 311 863
	1112 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	4 207 380 765	285 620 565	53 745 319	3 975 505 518	2 339 033 323	169 318 104	151 052 919	2 320 768 137
	11121 SERVICES INTERNES	872 029 170	50 624 457	47 502 265	868 906 978	1 754 685 134	29 318 104	128 104 110	1 853 471 141
	1112-1-11- BUREAU DU MINISTRE	55 645 568	-	52 100	55 697 669	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	28 890 475	-	52 100	28 942 575	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	12 999 861	-	-	12 999 861	-	-	-	-
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	13 755 232	-	-	13 755 232	-	-	-	-
	1112-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	661 700 867	31 712 582	33 439 186	663 427 492	1 742 685 134	29 318 104	128 104 110	1 841 471 141
	TITRE I Dépenses de Personnel	357 518 794	-	11 789 186	369 307 981	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	114 202 161	25 773 316	-	88 428 845	320 342 660	29 318 104	-	291 024 556
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	19 643 015	2 540 348	-	17 102 667	1 390 842 475	-	126 704 110	1 517 546 585
	TITRE IV Dépenses de Transferts	3 936 897	3 398 897	-	538 000	31 500 000	-	1 400 000	32 900 000
	TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	166 400 000	-	21 650 000	188 050 000	-	-	-	-
	1112-1-19- FAES	11 207 610	1 120 761	-	10 086 849	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	11 207 610	1 120 761	-	10 086 849	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
	1112-1-21- UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	93 396 752	15 791 134	13 593 275	91 198 893	6 000 000	-	-	6 000 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	57 824 883	-	13 593 275	71 418 158	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	35 571 869	15 791 134	-	19 780 735	-	-	-	-
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	6 000 000	-	-	6 000 000
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
	1112-1-22- ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	49 981 172	2 000 000	417 703	48 398 875	6 000 000	-	-	6 000 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	34 158 200	2 000 000	-	32 158 200	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	15 822 972	-	417 703	16 240 675	6 000 000	-	-	6 000 000
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
	1112-1-17- BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX FINANCES	97 200	-	-	97 200	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	97 200	-	-	97 200	-	-	-	-
	1112-1-28- SUBVENTIONS D'EXPLOITATION AUX COMPTES SPECIAUX DU TRESOR ET BUDGETS ANNEXES	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
		Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Affectation	Credit rectifié 2014-2015	Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Credit rectifié 2014-2015
TOTAL		56 026 598 347	3 579 911 303	3 841 847 587	56 288 534 632	66 623 084 995	16 258 246 789	3 083 473 676	53 448 311 883
11122	SERVICES EXTERNES	3 335 351 595	234 996 108	6 243 054	3 106 598 540	584 348 188	140 000 000	22 948 808	457 296 996
1112-2-13	INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	88 168 150	265 899	302 748	88 204 999	213 000 000	140 000 000	-	73 000 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	66 366 636	1	-	66 366 635	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	11 030 149	-	302 748	11 332 897	213 000 000	140 000 000	-	73 000 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	1 808 030	225 803	-	1 582 227	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	40 095	40 095	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	8 923 240	-	0	8 923 240	-	-	-	-
1112-2-14	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	117 691 192	0	2 500 000	120 191 191	5 000 000	-	10 000 000	15 000 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	78 228 485	-	-	78 228 485	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	26 513 564	0	-	26 513 564	5 000 000	-	-	5 000 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	2 726 881	-	140 779	2 867 660	-	-	10 000 000	10 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	10 222 262	-	2 359 221	12 581 483	-	-	-	-
1112-2-15	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	1 106 136 805	65 137 732	-	1 040 999 073	193 144 796	-	5 695 324	198 840 120
TITRE I	Dépenses de Personnel	668 144 160	-	-	668 144 160	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	276 631 486	26 681 205	-	249 950 281	25 000 000	-	-	25 000 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	43 635 793	17 732 126	-	25 903 667	168 144 796	-	5 695 324	173 840 120
TITRE IV	Dépenses de Transferts	300 000	119 238	-	180 762	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	0	0	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	117 425 366	20 605 163	-	96 820 204	-	-	-	-
1112-2-16	ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	1 942 461 929	165 436 103	3 436 103	1 780 461 929	173 203 392	-	7 253 484	180 456 876
TITRE I	Dépenses de Personnel	727 395 954	-	3 436 103	730 832 056	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	989 032 858	151 536 104	-	837 496 754	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	117 373 951	249 999	-	117 123 952	173 203 392	-	7 253 484	180 456 876
TITRE IV	Dépenses de Transferts	4 669 838	1 500 000	-	3 169 838	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	0	0	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	103 989 328	12 150 000	-	91 839 328	-	-	-	-
1112-2-25	INSPECTION GENERALE DES FINANCES	80 893 518	4 156 374	4 203	76 741 347	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	41 400 933	-	-	41 400 933	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	23 711 276	1 400 001	-	22 311 275	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	3 563 846	2 504 203	-	1 059 643	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	252 171	252 171	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	11 965 292	-	4 203	11 969 496	-	-	-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE INSTITUTION		FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
		Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Affectation	Credit rectifié 2014-2015	Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Credit rectifié 2014-2015
TOTAL		56 026 598 347	3 579 911 303	3 841 847 587	56 288 534 632	66 623 084 995	16 258 246 789	3 083 473 676	53 448 311 893
1113	MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	829 693 349	41 363 765	188 829	788 518 414	6 663 168 509	883 102 200	-	5 780 066 309
11131	SERVICES INTERNES	829 693 349	41 363 765	188 829	788 518 414	6 663 168 509	883 102 200	-	5 780 066 309
1113-1-11	BUREAU DU MINISTRE	74 066 161	6 592 376	-	67 473 785	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	33 235 774	-	-	33 235 774	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	4 397 610	2 625 059	-	1 772 552	-	-	-	-
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	2 249 565	439 391	-	1 810 174	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	1 018 025	211 407	-	806 618	-	-	-	-
	TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	33 165 187	3 316 519	-	29 848 668	-	-	-	-
1113-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	570 240 689	32 888 270	-	537 352 419	6 663 168 509	883 102 200	-	5 780 066 309
	TITRE I Dépenses de Personnel	487 731 245	-	-	487 731 245	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	64 011 472	31 038 473	-	32 972 999	1 159 600 418	60 000 000	-	1 099 600 418
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	9 530 062	953 006	-	8 577 056	3 522 357 835	357 488 000	-	3 164 869 835
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	1 981 210 256	465 614 200	-	1 515 596 056
	TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	8 967 910	896 791	-	8 071 119	-	-	-	-
1113-1-13	ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	98 283 005	-	188 829	98 471 835	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	91 623 243	-	-	91 623 243	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	6 659 762	-	188 829	6 848 591	-	-	-	-
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1113-1-14	INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	63 754 306	1 230 386	-	62 523 920	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	51 450 445	-	-	51 450 445	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	12 303 861	1 230 386	-	11 073 475	-	-	-	-
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1113-1-16	INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI (INCAH)	9 339 675	121 079	-	9 218 595	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	8 128 880	-	-	8 128 880	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	1 210 795	121 079	-	1 089 715	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
1113-1-17	ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DU NORD (ODN)	14 009 513	531 653	-	13 477 860	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	8 694 000	102	-	8 693 898	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	5 315 513	531 551	-	4 783 962	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
		Crédit Initial 2014-2015	Désaffectation	Affectation	Crédit rectifié 2014-2015	Crédit Initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Crédit rectifié 2014-2015
TOTAL		56 026 598 347	3 579 911 303	3 841 847 587	56 288 534 632	66 623 084 995	16 258 246 789	3 083 473 676	53 448 311 883
1114	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	955 005 260	77 618 920	4 878 096	882 264 437	24 975 988 201	8 369 087 464	1 326 454 845	17 933 355 582
11141	SERVICES INTERNES	955 005 260	77 618 920	4 878 096	882 264 437	24 975 988 201	8 369 087 464	1 326 454 845	17 933 355 582
1114-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	59 828 712	15 171 779	-	44 656 933	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	42 363 366	1 829 006	-	40 534 360	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	9 147 431	6 756 501	-	2 390 930	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	7 150 455	5 818 812	-	1 331 643	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	700 476	350 476	-	350 000	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	466 984	416 984	-	50 000	-	-	-	-
1114-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	536 878 364	47 630 068	-	489 248 296	22 689 267 626	7 729 366 889	71 734 270	15 031 635 007
TITRE I	Dépenses de Personnel	375 786 176	10 927 660	-	364 858 517	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	153 146 351	29 549 730	-	123 596 622	200 663 000	-	66 564 270	267 227 270
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	3 164 749	2 644 092	-	520 657	22 488 604 626	7 729 366 889	-	14 759 237 737
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	5 170 000	5 170 000
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	4 781 086	4 508 586	-	272 500	-	-	-	-
1114-1-15-	LABOR. NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAV. PUBL.	22 535 083	336 120	693 396	22 892 360	10 000 000	5 000 000	-	5 000 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	19 173 927	-	693 396	19 867 323	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	3 361 156	336 120	-	3 025 037	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	10 000 000	5 000 000	-	5 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1114-1-16-	OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	48 031 809	614 938	-	47 416 870	10 000 000	10 000 000	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	41 882 425	0	-	41 882 425	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	6 149 384	614 938	-	5 534 446	10 000 000	10 000 000	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1114-1-17-	SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	28 738 139	914 906	-	27 823 233	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	19 569 060	-	-	19 569 060	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	9 149 058	914 906	-	8 234 152	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
		Crédit Initial	Désaffectation	Affectation	Crédit rectifié	Crédit Initial	Désaffectation	Réaffectation	Credit rectifié
		2014-2015			2014-2015	2014-2015			2014-2015
TOTAL		56 026 588 347	3 579 911 303	3 841 847 587	56 288 534 632	66 623 084 995	16 258 246 789	3 083 473 676	53 448 311 883
1114-1-18-	CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	7 740 558	474 284	-	7 266 274	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	7 255 598	416 181	-	6 839 417	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	484 960	58 104	-	426 856	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1114-1-19-	BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	48 604 037	917 285	-	47 686 752	35 000 000	-	-	35 000 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	39 431 184	-	-	39 431 184	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	9 172 853	917 285	-	8 255 568	35 000 000	-	-	35 000 000
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1114-1-20-	FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	4 994 417	487 469	-	4 506 948	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	119 730	-	-	119 730	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	4 874 687	487 469	-	4 387 218	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
1114-1-21-	CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	140 095 130	5 885 034	-	134 210 096	315 000 000	-	625 000 000	940 000 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	31 244 900	-	-	31 244 799	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	58 850 330	5 885 033	-	52 965 297	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	-	-	-	-	315 000 000	-	625 000 000	940 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
1114-1-22-	DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	57 559 011	5 187 036	4 184 700	56 556 675	1 916 720 575	624 720 575	629 720 575	1 921 720 575
TITRE I	Dépenses de Personnel	52 722 683	5 187 036	-	47 535 647	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	4 836 328	-	4 184 700	9 021 028	-	-	629 720 575	629 720 575
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	-	-	-	-	1 916 720 575	624 720 575	-	1 292 000 000
1115	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	502 918 871	33 632 343	11 231 760	480 518 288	801 627 332	264 190 106	-	537 437 226
11151	SERVICES INTERNES	502 918 871	33 632 343	11 231 760	480 518 288	801 627 332	264 190 106	-	537 437 226
1115-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	54 723 463	6 160 579	-	48 562 884	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	33 920 467	-	-	33 920 467	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	15 264 999	3 830 760	-	11 434 239	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	4 173 263	1 001 586	-	3 171 677	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1 364 732	1 328 232	-	36 500	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1115-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	244 129 412	7 204 466	-	236 924 946	801 627 332	264 190 106	-	537 437 226
TITRE I	Dépenses de Personnel	214 076 111	-	-	214 076 111	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	21 758 002	2 827 560	-	18 930 442	103 723 728	10 000 000	-	93 723 728
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	4 421 711	2 539 819	-	1 881 892	328 107 904	95 000 000	-	233 107 904
TITRE IV	Dépenses de Transferts	373 587	337 087	-	36 500	369 795 700	159 190 106	-	210 605 594
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	3 500 000	1 500 000	-	2 000 000	-	-	-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
		Crédit Initial 2014-2015	Désaffectation	Affectation	Crédit rectifié 2014-2015	Crédit Initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Crédit rectifié 2014-2015
	TOTAL	55 026 598 347	3 579 911 303	3 841 847 587	56 288 534 652	66 623 084 995	16 258 246 789	3 063 473 676	53 446 311 883
1115-1-13-	OFFICE DES POSTES	56 038 052	1 196 158	487 776	55 329 670	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	44 076 474	-	487 776	44 564 250	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	11 961 578	1 196 158	-	10 765 420	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
1115-1-15-	DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	31 773 994	2 501 828	941 483	30 213 649	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	15 229 067	-	941 483	16 170 550	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	16 544 927	2 501 828	-	14 043 099	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
1115-1-16-	CENTRE DE FACILITATION DES INVEST(CFI)	116 253 951	16 569 313	9 802 501	109 487 139	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	38 783 333	-	9 802 501	48 585 834	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	77 470 618	16 569 313	-	60 901 305	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
1116	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	329 764 650	27 948 951	6 482 653	308 298 352	875 897 310	293 000 000	168 000 000	750 897 310
11161	SERVICES INTERNES	329 764 650	27 948 951	6 482 653	308 298 352	875 897 310	293 000 000	168 000 000	750 897 310
1116-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	77 852 288	4 652 504	6 334 196	79 633 980	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	49 449 032	-	-	49 449 032	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	13 084 169	-	6 334 196	19 418 365	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	15 319 086	4 652 504	-	10 666 583	-	-	-	-
1116-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	251 912 362	23 296 447	148 457	228 764 372	875 897 310	293 000 000	168 000 000	750 897 310
TITRE I	Dépenses de Personnel	159 273 464	-	-	159 273 464	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	46 701 123	-	148 457	46 849 580	15 000 000	-	168 000 000	183 000 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	14 326 822	3 659 466	-	10 667 355	860 897 310	293 000 000	-	567 897 310
TITRE IV	Dépenses de Transferts	27 442 585	19 483 011	-	7 959 574	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	4 168 368	153 968	-	4 014 400	-	-	-	-
1117	MINISTERE DU TOURISME	165 666 469	8 366 968	1 228 971	160 528 471	808 623 765	429 808 566	-	378 815 199
11171	SERVICES INTERNES	165 666 469	8 366 968	1 228 971	160 528 471	808 623 765	429 808 566	-	378 815 199
1117-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	28 284 054	5 132 942	-	23 151 111	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	16 137 421	53 753	-	16 083 668	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	10 686 666	4 217 901	-	6 468 767	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	700 000	101 323	-	598 677	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	571 000	571 000	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	188 965	188 965	-	-	-	-	-	-
1117-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	112 207 372	1 234 025	1 228 970	112 202 317	808 623 765	429 808 566	-	378 815 199
TITRE I	Dépenses de Personnel	75 361 901	0	-	75 361 901	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	26 464 693	-	1 228 970	27 693 663	580 392 365	407 408 566	-	172 983 799
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	4 080 038	37 851	-	4 042 187	228 231 400	22 400 000	-	205 831 400
TITRE IV	Dépenses de Transferts	629 000	629 000	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	5 671 740	567 174	-	5 104 566	-	-	-	-
1117-1-13-	ECOLE HOTELIERE	25 175 043	0	0	25 175 043	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	15 175 043	-	0	15 175 043	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	10 000 000	0	-	10 000 000	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
		Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Affectation	Credit rectifié 2014-2015	Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Credit rectifié 2014-2015
	TOTAL	56 026 598 347	3 579 911 303	3 841 847 587	56 288 534 632	66 623 084 995	16 258 246 789	9 083 473 676	53 448 311 883
12	SECTEUR POLITIQUE	15 252 070 529	652 979 050	518 613 874	15 117 705 353	3 935 007 684	908 200 000	222 965 566	3 259 773 250
1211	MINISTERE DE LA JUSTICE	8 458 629 017	62 799 486	306 307 837	8 700 137 368	1 316 207 684	46 000 000	126 765 566	1 396 973 250
12111	SERVICES INTERNES	1 657 684 250	62 799 481	6 307 837	1 601 192 606	567 507 445	5 000 000	1 500 000	564 007 445
1211-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	44 960 575	7 195 975	-	37 764 599	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	26 823 147	-	-	26 823 147	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	6 999 177	711 008	-	6 288 168	-	-	-	-
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	6 214 813	4 311 481	-	1 903 331	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	1 867 935	1 867 935	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	3 055 503	305 551	-	2 749 953	-	-	-	-
1211-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1 332 901 714	40 569 167	-	1 292 332 548	567 507 445	5 000 000	1 500 000	564 007 445
	TITRE I Dépenses de Personnel	1 039 250 138	2 500 000	-	1 036 750 138	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	170 042 155	14 504 216	-	155 537 940	428 507 445	5 000 000	-	423 507 445
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	45 495 824	4 735 724	-	40 760 100	139 000 000	-	1 500 000	140 500 000
	TITRE IV Dépenses de Transferts	4 669 838	4 669 838	-	-	-	-	-	-
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	73 443 760	14 159 389	-	59 284 370	-	-	-	-
1211-1-17-	UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	47 165 360	7 263 776	6 307 837	46 209 422	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	31 258 138	-	6 307 837	37 605 975	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	15 867 222	7 263 776	-	8 603 447	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
1211-1-18-	BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	56 972 019	3 175 762	-	53 796 257	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	25 214 402	-	-	25 214 402	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	31 757 617	3 175 762	-	28 581 855	-	-	-	-
1211-1-19-	OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	140 095 130	3 000 001	-	137 095 129	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	110 095 121	-	-	110 095 121	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	30 000 009	3 000 001	-	27 000 008	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
1211-1-20-	BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA JUSTICE	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1211-1-21-	ECOLE DE LA MAGISTRATURE	35 589 452	1 594 801	-	33 994 651	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	19 641 441	-	-	19 641 441	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	15 948 011	1 594 801	-	14 353 210	-	-	-	-
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
12112	SERVICES EXTERNES	6 798 944 767	5	300 000 000	7 098 944 762	748 700 239	41 000 000	125 265 566	832 965 805
1211-2-16-	POLICE NATIONALE D'HAITI	6 798 944 767	5	300 000 000	7 098 944 762	748 700 239	41 000 000	125 265 566	832 965 805
	TITRE I Dépenses de Personnel	5 402 285 000	5	-	5 402 284 995	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	1 189 363 305	-	200 000 000	1 389 363 305	178 954 654	-	47 000 000	225 954 654
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	31 999 999	-	-	31 999 999	524 745 585	-	78 265 566	603 011 151
	TITRE IV Dépenses de Transferts	35 296 463	-	-	35 296 463	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	140 000 000	-	100 000 000	240 000 000	45 000 000	41 000 000	-	4 000 000

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
		Crédit Initial 2014-2015	Désaffectation	Affectation	Crédit rectifié 2014-2015	Crédit Initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Crédit rectifié 2014-2015
	TOTAL	55 026 598 347	3 579 911 303	3 841 847 587	56 288 534 632	56 623 084 995	16 258 246 789	3 083 473 676	53 448 311 883
1212	MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	91 553 293	15 282 761	1 038 577	77 309 109	40 000 000	16 000 000	-	24 000 000
12121	SERVICES INTERNES	91 553 293	15 282 761	1 038 577	77 309 109	40 000 000	16 000 000	-	24 000 000
1212-1-11	BUREAU DU MINISTRE	26 321 866	2 019 617	189 514	24 491 862	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	12 125 697	-	-	12 125 697	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	2 722 106	-	189 514	2 911 620	-	-	-	-
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	140 095	95	-	140 000	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	11 333 967	2 019 422	-	9 314 545	-	-	-	-
1212-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	65 231 428	13 263 244	849 063	52 817 247	40 000 000	16 000 000	-	24 000 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	33 772 069	-	-	33 772 069	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	14 001 300	-	849 063	14 850 363	40 000 000	16 000 000	-	24 000 000
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	3 208 051	3 077 066	-	130 985	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	14 250 007	10 186 178	-	4 063 829	-	-	-	-
1213	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	2 267 356 745	31 687 579	31 523 993	2 267 193 160	-	-	-	-
12131	SERVICES INTERNES	2 267 356 745	31 687 579	31 523 993	2 267 193 160	-	-	-	-
1213-1-11	BUREAU DU MINISTRE	81 446 829	7 613 828	-	73 833 001	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	69 000 109	-	-	69 000 109	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	11 446 721	6 613 828	-	4 832 893	-	-	-	-
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	1 000 000	1 000 000	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1213-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	2 185 909 916	24 073 751	31 523 993	2 193 360 158	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	215 666 009	-	-	215 666 009	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	94 936 039	11 752 131	-	83 183 908	-	-	-	-
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	39 053 105	12 321 619	-	26 731 486	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	1 836 254 763	-	31 523 993	1 867 778 756	-	-	-	-
1214	LA PRESIDENCE	1 303 958 690	93 275 505	49 599 999	1 260 283 183	-	-	-	-
12141	SERVICES INTERNES	1 303 958 690	93 275 505	49 599 999	1 260 283 183	-	-	-	-
1214-1-11	BUREAU DU PRESIDENT	315 449 069	28 273 445	20 199 999	307 375 623	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	168 749 069	-	8 199 999	176 949 068	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	0	0	-	-	-	-	-	-
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	98 700 000	28 273 445	-	70 426 555	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	48 000 000	-	12 000 000	60 000 000	-	-	-	-
1214-1-12	ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	480 139 319	65 002 058	-	415 137 261	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	87 034 516	-	-	87 034 516	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	230 093 934	9 800 001	-	220 293 933	-	-	-	-
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	7 472 690	1 073 230	-	6 399 460	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	1 409 354	2	-	1 409 352	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	154 128 825	54 128 825	-	100 000 000	-	-	-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
		Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Affectation	Credit rectifié 2014-2015	Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Credit rectifié 2014-2015
	TOTAL	56 026 598 547	3 579 911 303	3 841 847 587	56 288 524 832	66 623 084 995	16 258 246 789	3 083 473 676	53 448 311 883
1214-1-13-	SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	462 770 301	2	5 400 000	468 170 299	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	261 085 888	-	5 000 000	266 085 888	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	56 420 838	-	400 000	56 820 838	-	-	-	-
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	1 263 573	1	-	1 263 572	-	-	-	-
	TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	144 000 001	1	-	144 000 000	-	-	-	-
1214-1-14-	DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	45 600 000	-	24 000 000	69 600 000	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	45 600 000	-	24 000 000	69 600 000	-	-	-	-
1215	BUREAU DU PREMIER MINISTRE	1 481 275 736	153 936 558	33 753 769	1 361 092 947	545 000 000	-	106 200 000	651 200 000
12151	SERVICES INTERNES	1 441 702 271	152 391 411	33 753 769	1 323 064 630	545 000 000	-	106 200 000	651 200 000
1215-1-11-	BUREAU DU PREMIER MINISTRE	338 033 094	22 556 919	-	315 476 175	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	212 243 382	-	-	212 243 382	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	67 192 085	14 579 831	-	52 612 254	-	-	-	-
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	31 882 497	7 977 088	-	23 905 409	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	26 715 129	-	-	26 715 129	-	-	-	-
1215-1-12-	ADMINISTRATION GENERALE	789 059 880	87 831 742	6 100 278	707 328 416	530 000 000	-	106 200 000	636 200 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	167 865 023	2 000 000	-	165 865 023	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	135 155 018	9 151 434	-	126 003 584	510 000 000	-	106 200 000	616 200 000
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	52 485 536	28 946 789	-	23 538 747	20 000 000	-	-	20 000 000
	TITRE IV Dépenses de Transferts	125 416 673	47 733 519	-	77 683 154	-	-	-	-
	TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	308 137 630	-	6 100 278	314 237 908	-	-	-	-
1215-1-13-	DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	42 028 539	4 202 854	-	37 825 685	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	42 028 539	4 202 854	-	37 825 685	-	-	-	-
1215-1-16-	CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	37 424 734	-	63 763	37 488 497	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	26 562 367	-	-	26 562 367	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	10 862 367	-	63 763	10 926 130	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
	TITRE VI Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1215-1-17-	COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	23 349 188	458 707	-	22 890 481	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	18 762 120	1	-	18 762 119	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	4 587 068	458 707	-	4 128 361	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
1215-1-18-	BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	16 053 968	-	8 000 000	24 053 968	-	-	-	-
	TITRE I Dépenses de Personnel	10 504 968	-	-	10 504 968	-	-	-	-
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	5 549 000	-	8 000 000	13 549 000	-	-	-	-
	TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
		Crédit Initial 2014-2015	Désaffectation	Affectation	Crédit rectifié 2014-2015	Crédit Initial 2014-2015	Desaffectation	Réaffectation	Crédit rectifié 2014-2015
TOTAL		56 026 598 347	3 579 911 303	3 841 847 587	56 288 534 632	66 623 084 995	16 258 246 789	3 083 473 676	53 448 311 883
1215-1-19-	COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES PUBLICS	88 726 915	21 368 448	19 589 728	86 948 195	15 000 000	-	-	15 000 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	51 350 000	-	19 589 728	70 939 728	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	37 376 915	21 368 448	-	16 008 467	15 000 000	-	-	15 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
1215-1-21-	CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	65 377 726	13 177 726	-	52 200 000	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE II	Depenses de Biens et Services	65 377 726	13 177 726	-	52 200 000	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1215-1-22-	BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	22 501 893	880 381	-	21 621 512	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	15 350 283	165 220	-	15 185 063	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	7 151 610	715 161	-	6 436 449	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
1215-1-23-	APPUI A LA FORMATION	19 146 334	1 914 633	-	17 231 701	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	19 146 334	1 914 633	-	17 231 701	-	-	-	-
12152	SERVICES EXTERNES	39 573 465	1 545 147	-	38 028 317	-	-	-	-
1215-2-14-	CEFOPAFOP	24 508 102	1 345 147	-	23 162 954	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	11 056 631	0	-	11 056 631	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	13 451 471	1 345 147	-	12 106 324	-	-	-	-
TITRE III	Depenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1215-2-20-	BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	15 065 363	200 000	-	14 865 363	-	-	-	-
TITRE I	Depenses de Personnel	12 932 183	180 000	-	12 752 183	-	-	-	-
TITRE II	Depenses de Biens et Services	2 133 180	20 000	-	2 113 180	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
1216	MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	1 426 875 160	244 736 408	79 897 388	1 262 036 140	2 013 800 000	846 200 000	-	1 167 600 000
12161	SERVICES INTERNES	1 426 875 160	244 736 408	79 897 388	1 262 036 140	2 013 800 000	846 200 000	-	1 167 600 000
1216-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	139 275 618	45 118 989	-	94 156 629	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	77 897 427	21 461 801	-	56 435 626	-	-	-	-
TITRE II	Depenses de Biens et Services	8 978 027	5 351 359	-	3 596 669	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	1 419 130	1 419 130	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	2 008 031	2 008 031	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	48 973 003	14 848 668	-	34 124 334	-	-	-	-
1216-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	872 260 738	160 438 690	58 281 438	770 103 486	2 013 800 000	846 200 000	-	1 167 600 000
TITRE I	Depenses de Personnel	454 315 036	28 895 184	-	425 619 853	-	-	-	-
TITRE II	Depenses de Biens et Services	132 075 879	-	58 281 438	190 357 317	1 111 500 000	529 700 000	-	581 800 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	9 875 371	3 817 307	-	6 053 061	880 300 000	311 500 000	-	568 800 000
TITRE IV	Depenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	275 994 452	127 931 200	-	148 063 252	22 000 000	5 000 000	-	17 000 000

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE INSTITUTION	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
	Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Affectation	Credit rectifié 2014-2015	Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Credit rectifié 2014-2015
TOTAL	56 026 598 347	3 579 911 303	3 841 847 587	56 288 534 632	66 623 084 995	16 253 246 789	3 083 473 676	53 448 311 883
1216-1-15- ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	6 438 882	-	1 615 951	8 054 833	-	-	-	-
TITRE I Dépenses de Personnel	5 648 200	-	1 220 610	6 868 810	-	-	-	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	790 682	-	395 341	1 186 023	-	-	-	-
TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1216-1-17- SMCRS	408 899 922	39 178 729	19 999 999	389 721 192	-	-	-	-
TITRE I Dépenses de Personnel	159 992 632	-	19 999 999	179 992 631	-	-	-	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	248 907 290	39 178 729	-	209 728 561	-	-	-	-
TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
1217 MINISTERE DE LA DEFENSE	224 421 887	51 260 753	16 492 311	189 653 445	20 000 000	-	-	20 000 000
12171 SERVICES INTERNES	224 421 887	51 260 753	16 492 311	189 653 445	20 000 000	-	-	20 000 000
1217-1-11- BUREAU DU MINISTRE	118 834 910	27 170 005	16 492 311	109 157 216	-	-	-	-
TITRE I Dépenses de Personnel	17 592 438	-	2 456 135	20 048 573	-	-	-	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	15 060 599	4 209 033	-	10 851 567	-	-	-	-
TITRE III Dépenses d'Immobilisations	3 343 604	3 343 604	-	-	-	-	-	-
TITRE IV Dépenses de Transferts	79 017 368	19 617 368	-	59 400 000	-	-	-	-
TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	4 820 901	-	14 036 176	18 857 077	-	-	-	-
1217-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	104 586 977	24 090 748	-	80 496 229	20 000 000	-	-	20 000 000
TITRE I Dépenses de Personnel	60 665 881	2 456 135	-	58 209 746	-	-	-	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	10 095 403	3 405 296	-	15 690 108	-	-	-	-
TITRE III Dépenses d'Immobilisations	13 297 716	11 925 440	-	1 372 276	20 000 000	-	-	20 000 000
TITRE IV Dépenses de Transferts	1 494 348	864 348	-	630 000	-	-	-	-
TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	10 033 628	5 439 529	-	4 594 099	-	-	-	-
13 SECTEUR SOCIAL	14 708 620 589	518 620 854	481 346 593	14 651 346 328	16 078 854 401	1 642 249 966	646 190 045	15 082 794 480
1311 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORM. PROFESS.	9 852 014 628	294 081 337	360 081 337	9 918 014 628	10 525 260 086	334 051 546	90 287 712	10 281 496 252
13111 SERVICES INTERNES	9 852 014 628	294 081 337	360 081 337	9 918 014 628	10 525 260 086	334 051 546	90 287 712	10 281 496 252
13111-1-11- BUREAU DU MINISTRE	485 857 951	4 000 001	0	481 857 950	-	-	-	-
TITRE I Dépenses de Personnel	134 968 114	-	-	134 968 114	-	-	-	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	17 665 924	1	-	17 665 924	-	-	-	-
TITRE III Dépenses d'Immobilisations	691 136	-	0	691 136	-	-	-	-
TITRE IV Dépenses de Transferts	302 178 832	4 000 000	-	298 178 832	-	-	-	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	30 353 945	-	0	30 353 945	-	-	-	-
13111-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	9 078 983 813	286 751 335	316 081 336	9 108 313 814	10 313 002 520	282 793 980	56 144 222	10 086 352 762
TITRE I Dépenses de Personnel	6 328 985 521	-	264 000 000	7 092 985 521	-	-	-	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	1 145 630 106	-	52 081 336	1 197 711 442	8 698 451 329	282 793 980	-	8 415 657 349
TITRE III Dépenses d'Immobilisations	79 429 364	15 194 515	-	64 234 849	-	-	38 300 000	38 300 000
TITRE IV Dépenses de Transferts	487 936 337	52 581 335	-	435 355 002	1 614 551 191	-	17 844 222	1 632 395 413
TITRE V Service de la Dette Publique	27 000	-	-	27 000	-	-	-	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	536 975 485	218 975 485	-	318 000 000	-	-	-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
		Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Affectation	Credit rectifié 2014-2015	Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Credit rectifié 2014-2015
TOTAL		56 026 598 347	3 579 911 303	3 841 847 587	56 288 534 632	66 623 084 995	16 258 246 789	3 083 473 676	53 448 311 883
1311-1-15-	COMMISSION NLE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	16 943 178	-	1	16 943 179	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	14 870 738	-	-	14 870 738	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	2 072 440	-	1	2 072 441	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1311-1-17-	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	260 890 011	1	44 000 000	304 890 010	212 257 566	51 257 566	34 143 489	195 143 489
TITRE I	Dépenses de Personnel	209 447 339	-	36 000 000	245 447 339	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	51 442 671	1	-	51 442 671	212 257 566	51 257 566	-	161 000 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	34 143 489	34 143 489
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	8 000 000	8 000 000	-	-	-	-
1311-1-18-	OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	9 339 675	3 330 000	-	6 009 675	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	9 339 675	3 330 000	-	6 009 675	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1312	MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES	908 089 397	113 588 539	81 262 436	875 763 294	2 705 332 395	284 500 000	24 500 000	2 445 332 395
13121	SERVICES INTERNES	908 089 397	113 588 539	81 262 436	875 763 294	2 705 332 395	284 500 000	24 500 000	2 445 332 395
1312-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	114 467 020	9 488 541	6 242 807	111 221 287	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	94 436 176	-	5 431 733	99 867 909	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	6 934 241	-	811 074	7 745 315	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	933 967	933 967	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	12 162 636	8 554 574	-	3 608 062	-	-	-	-
1312-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	594 055 124	96 921 305	75 019 629	572 153 448	2 705 332 395	284 500 000	24 500 000	2 445 332 395
TITRE I	Dépenses de Personnel	393 120 273	-	70 580 410	463 700 683	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	67 161 128	-	4 439 219	71 600 347	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	36 274 141	20 490 043	-	15 784 098	1 464 332 395	284 500 000	-	1 179 832 395
TITRE IV	Dépenses de Transferts	6 520 358	6 520 358	-	-	1 241 000 000	-	24 500 000	1 265 500 000
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	90 979 224	69 910 903	-	21 068 321	-	-	-	-
1312-1-13-	INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	52 836 375	1 023 721	-	51 812 654	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	42 599 161	-	-	42 599 161	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	10 237 214	1 023 721	-	9 213 493	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
		Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Affectation	Credit rectifié 2014-2015	Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Credit rectifié 2014-2015
	TOTAL	56 028 598 347	3 579 911 303	3 841 847 587	56 288 534 632	66 623 084 895	16 258 246 789	3 083 473 676	53 448 311 883
1312-1-14-	E.P.P.L.S	50 078 929	1 270 454	-	48 808 475	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	37 374 394	-	-	37 374 394	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	12 704 535	1 270 454	-	11 434 082	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1312-1-15-	OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	56 958 329	2 093 600	-	54 864 730	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	36 022 334	-	-	36 022 334	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	20 935 995	2 093 600	-	18 842 396	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1312-1-17-	BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX HANDICAPES	39 693 620	2 790 919	-	36 902 701	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	39 693 620	2 790 919	-	36 902 701	-	-	-	-
1313	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	3 344 423 490	31 335 567	8 734 278	3 321 822 201	2 394 261 920	720 698 420	522 202 333	2 195 765 833
13131	SERVICES INTERNES	3 344 423 490	31 335 567	8 734 278	3 321 822 201	2 394 261 920	720 698 420	522 202 333	2 195 765 833
1313-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	73 475 801	7 321 863	-	66 153 937	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	61 801 530	53 227	-	61 748 303	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	6 461 682	4 792 812	-	1 668 870	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	3 176 719	439 954	-	2 736 765	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	2 035 870	2 035 870	-	-	-	-	-	-
1313-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	3 268 547 690	23 773 702	8 734 278	3 253 508 265	2 394 261 920	720 698 420	522 202 333	2 195 765 833
TITRE I	Dépenses de Personnel	2 927 920 827	2 404 534	-	2 925 516 293	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	260 594 879	-	8 734 278	269 329 157	878 254 920	720 698 420	-	157 556 500
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	43 843 049	15 621 368	-	28 221 682	1 516 007 000	-	522 202 333	2 038 209 333
TITRE IV	Dépenses de Transferts	5 085 453	2 637 452	-	2 448 001	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	31 103 481	3 110 348	-	27 993 133	-	-	-	-
1313-1-14-	SUBVENTION AUX ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS	2 400 000	240 001	-	2 159 999	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	2 400 000	240 001	-	2 159 999	-	-	-	-
1314	MINISTERE A LA CONDITION FEMININE	130 232 820	5 018 078	5 956 004	131 170 746	42 000 000	5 000 000	-	37 000 000
13141	SERVICES INTERNES	130 232 820	5 018 078	5 956 004	131 170 746	42 000 000	5 000 000	-	37 000 000
1314-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	37 230 579	1 383 705	892 958	36 739 832	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	27 982 932	-	747 272	28 650 204	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	2 183 564	-	145 686	2 334 250	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	1 934 919	729 798	-	1 206 121	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	149 435	149 435	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	5 054 730	505 473	-	4 549 257	-	-	-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
		Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Affectation	Credit rectifié 2014-2015	Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Credit rectifié 2014-2015
	TOTAL	56 026 596 347	3 579 911 303	3 841 847 587	56 268 534 632	66 623 084 995	16 258 246 789	3 083 473 676	53 448 311 883
1314-1-12-	DIRECTION GENERALE	93 002 241	3 634 373	5 063 045	94 430 914	42 000 000	5 000 000	-	37 000 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	76 602 522	747 272	-	75 855 250	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	12 052 808	-	5 063 045	17 115 854	27 000 000	-	-	27 000 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	2 559 001	2 381 141	-	177 860	15 000 000	5 000 000	-	10 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	186 794	186 794	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1 601 116	319 166	-	1 281 950	-	-	-	-
1315	MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L	473 860 254	74 597 333	5 312 539	404 575 459	412 000 000	298 000 000	9 200 000	123 200 000
	ACTION CIVIQUE								
13151	SERVICES INTERNES	473 860 254	74 597 333	5 312 539	404 575 459	412 000 000	298 000 000	9 200 000	123 200 000
1315-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	91 234 260	10 606 219	5 312 539	85 940 580	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	71 297 207	-	5 312 539	76 609 746	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	12 249 653	3 070 569	-	9 179 084	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	166 688	54 938	-	111 750	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1 783 000	1 783 000	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	5 737 712	5 697 712	-	40 000	-	-	-	-
1315-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	382 625 993	63 991 114	0	318 634 879	412 000 000	298 000 000	9 200 000	123 200 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	223 474 021	-	0	223 474 021	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	97 025 998	49 260 415	-	47 765 583	94 000 000	-	9 200 000	103 200 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	15 601 522	7 162 436	-	8 439 084	318 000 000	298 000 000	-	20 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	3 195 350	3 195 350	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	43 329 102	4 372 910	-	38 956 192	-	-	-	-
14	SECTEUR CULTUREL	1 390 586 516	52 252 370	68 374 151	1 406 708 297	563 152 920	193 450 000	-	369 702 919
1411	MINISTERE DES CULTES	136 701 513	9 694 699	6 332 527	133 339 341	10 000 000	10 000 000	-	-
14111	SERVICES INTERNES	136 701 513	9 694 699	6 332 527	133 339 341	10 000 000	10 000 000	-	-
1411-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	136 701 513	9 694 699	6 332 527	133 339 341	10 000 000	10 000 000	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	66 580 273	-	6 332 527	72 912 800	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	11 185 603	5 936 848	-	5 248 755	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	3 582 705	3 582 705	-	-	10 000 000	10 000 000	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	54 777 786	-	-	54 777 786	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	575 146	175 146	-	400 000	-	-	-	-
1412	MINISTERE DE LA CULTURE	982 682 123	32 341 667	55 500 000	1 005 840 456	490 652 919	141 950 000	-	348 702 919
14121	SERVICES INTERNES	982 682 123	32 341 667	55 500 000	1 005 840 456	490 652 919	141 950 000	-	348 702 919
1412-1-11-									
TITRE I	Dépenses de Personnel	41 733 541	-	-	41 733 541	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	16 064 723	1 606 472	-	14 458 251	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	4 675 044	467 504	-	4 207 540	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	16 595 795	3 604 712	-	12 991 084	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	8 000 000	800 000	-	7 200 000	-	-	-	-
1412-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	224 175 363	16 290 431	-	207 884 932	432 477 940	99 700 000	-	332 777 940
TITRE I	Dépenses de Personnel	61 271 054	-	-	61 271 054	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	28 899 621	2 889 962	-	26 009 659	350 000 000	50 000 000	-	300 000 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	8 840 459	884 046	-	7 956 413	62 283 057	29 510 117	-	32 777 940
TITRE IV	Dépenses de Transferts	7 140 391	714 039	-	6 426 352	20 189 883	20 189 883	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	118 023 838	11 802 384	-	106 221 454	-	-	-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
		Crédit Initial 2014-2015	Désaffectation	Affectation	Crédit rectifié 2014-2015	Crédit Initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Crédit rectifié 2014-2015
TOTAL		55 026 598 347	3 579 911 303	3 841 847 587	56 298 534 632	65 623 084 995	16 258 246 789	3 083 473 676	53 448 311 883
1412-1-13-	ECOLE NATIONALE DES ARTS	45 013 607	1 258 854	-	43 754 753	2 000 000	-	-	2 000 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	32 425 066	-	-	32 425 066	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	12 588 541	1 258 854	-	11 329 687	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	-	-	-	-	2 000 000	-	-	2 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-1-14-	INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	66 753 611	2 776 987	-	63 976 624	26 924 980	26 000 000	-	924 980
TITRE I	Dépenses de Personnel	38 983 742	-	-	38 983 742	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	27 769 869	2 776 987	-	24 992 882	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	-	-	-	-	26 924 980	26 000 000	-	924 980
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-1-15-	THEATRE NATIONAL	36 417 427	233 305	-	36 184 122	2 000 000	-	-	2 000 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	34 084 379	-	-	34 084 379	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	2 333 048	233 305	-	2 099 743	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	-	-	-	-	2 000 000	-	-	2 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-1-16-	MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	40 420 164	1 686 208	-	38 733 956	14 250 000	14 250 000	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	23 558 080	-	-	23 558 080	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	16 862 084	1 686 208	-	15 175 875	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	-	-	-	-	14 250 000	14 250 000	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-1-17-	BUREAU D ETHNOLOGIE	21 105 831	557 948	-	20 547 883	2 000 000	2 000 000	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	15 526 350	-	-	15 526 350	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	5 579 481	557 948	-	5 021 533	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	-	-	-	-	2 000 000	2 000 000	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-1-18-	BIBLIOTHEQUE NATIONALE	44 396 733	1 422 246	-	42 974 487	2 000 000	-	-	2 000 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	30 174 271	-	-	30 174 271	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	14 222 462	1 422 246	-	12 800 216	2 000 000	-	-	2 000 000
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-1-19-	ARCHIVES NATIONALES	121 034 132	1 636 999	-	119 397 133	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	104 664 144	-	-	104 664 144	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	16 369 988	1 636 999	-	14 732 989	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-1-23-	ACTIVITES CULTURELLES	219 263 000	-	50 000 000	269 263 000	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	219 263 000	-	50 000 000	269 263 000	-	-	-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
		Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Affectation	Credit rectifié 2014-2015	Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Credit rectifié 2014-2015
	TOTAL	56 026 598 347	3 579 911 303	3 841 847 587	56 268 534 632	66 623 084 995	16 258 246 789	3 083 473 676	53 448 311 883
1412-1-24-	DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	43 398 878	-	4 000 000	47 398 878	6 000 000	-	-	6 000 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	23 947 560	-	-	23 947 560	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	19 451 318	-	-4 000 000	23 451 318	3 000 000	-	-	3 000 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	3 000 000	-	-	3 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-1-25-	BUREAU HAITIEN DU DROIT D AUTEUR	33 634 274	-	1 500 000	35 134 274	3 000 000	-	-	3 000 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	15 453 600	-	-	15 453 600	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	18 180 674	-	1 500 000	19 680 674	3 000 000	-	-	3 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
1413	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	271 202 880	10 216 004	6 541 624	267 528 500	62 500 000	41 500 000	-	21 000 000
14131	SERVICES INTERNES	271 202 880	10 216 004	6 541 624	267 528 500	62 500 000	41 500 000	-	21 000 000
1413-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	36 502 544	6 541 624	6 541 624	36 502 544	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	14 494 704	-	-	14 494 704	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	14 066 667	-	6 541 624	20 608 291	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1 807 840	1 807 840	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	6 133 333	4 733 784	-	1 399 550	-	-	-	-
1413-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	60 406 536	0	-	60 406 536	62 500 000	41 500 000	-	21 000 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	39 235 775	-	-	39 235 775	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	13 358 760	0	-	13 358 760	62 500 000	41 500 000	-	21 000 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	4 839 000	0	-	4 839 000	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	2 973 000	-	-	2 973 000	-	-	-	-
1413-1-13-	TELEVISION NATIONALE D HAITI	123 828 500	2 108 033	-	121 720 467	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	102 748 183	-	-	102 748 183	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	21 080 317	2 108 033	-	18 972 284	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
1413-1-14-	RADIO NATIONALE D'HAITI	50 465 300	1 566 347	-	48 898 953	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	43 182 095	-	-	43 182 095	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	7 283 205	1 566 347	-	5 716 858	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
15	AUTRES ADMINISTRATIONS	11 127 614 073	450 500 000	2 387 914 200	13 045 028 273	-	-	-	-
1511	INTERVENTIONS PUBLIQUES	6 056 439 104	150 500 000	812 459 413	6 718 398 517	-	-	-	-
1511-1-11-	SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	623 889 104	100 000 000	-	523 889 104	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	623 889 104	100 000 000	-	523 889 104	-	-	-	-
1511-1-13-	AUTRES INSTITUTIONS	155 000 000	-	15 000 000	170 000 000	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	155 000 000	-	15 000 000	170 000 000	-	-	-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
		Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Affectation	Credit rectifié 2014-2015	Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Credit rectifié 2014-2015
	TOTAL	56 026 598 347	3 579 911 303	3 241 847 587	56 288 524 632	56 623 084 995	16 258 246 789	3 033 473 676	53 448 311 882
1511-1-49-	AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	5 277 550 000	50 500 000	797 459 413	6 024 509 413	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	10 000 000	-	0	10 000 000	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	3 508 000 000	50 500 000	-	3 457 500 000	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1 759 550 000	-	797 459 413	2 557 009 413	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-
1512	DETTE PUBLIQUE	5 071 174 969	300 000 000	1 555 454 787	6 326 629 756	-	-	-	-
15121	DETTE INTERNE	2 381 950 005	300 000 000	1 555 454 247	3 637 404 252	-	-	-	-
1512-1-11-	INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	600 000 000	300 000 000	-	300 000 000	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	600 000 000	300 000 000	-	300 000 000	-	-	-	-
1512-1-12-	AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	255 653 983	-	-	255 653 983	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	255 653 983	-	-	255 653 983	-	-	-	-
1512-1-13-	AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	1 526 296 022	-	1 555 454 247	3 081 750 269	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	1 526 296 022	-	1 555 454 247	3 081 750 269	-	-	-	-
15122	DETTE EXTERNE	2 689 224 964	-	540	2 689 225 504	-	-	-	-
1512-2-11-	DETTE MULTILATERALE	70 849 131	-	-	70 849 131	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	70 849 131	-	-	70 849 131	-	-	-	-
1512-2-12-	DETTE BILATERALE	2 618 375 833	-	540	2 618 376 373	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	2 618 375 833	-	540	2 618 376 373	-	-	-	-
1512-2-13-	AUTRES DETTES EXTERNES	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-
2	POUVOIR LEGISLATIF	2 774 286 515	974 295 886	32 965 363	1 832 956 992	450 000 000	450 000 000	470 000 000	470 000 000
2211	SENAT DE LA REPUBLIQUE	1 057 866 298	318 933 977	7 247 084	746 179 406	450 000 000	450 000 000	470 000 000	470 000 000
22111	SERVICES INTERNES	1 057 866 298	318 933 977	7 247 084	746 179 406	450 000 000	450 000 000	470 000 000	470 000 000
2211-1-11-	ASSEMBLEE DES SENATEURS	1 057 866 298	318 933 977	7 247 084	746 179 406	450 000 000	450 000 000	470 000 000	470 000 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	457 760 601	37 987 315	-	419 773 286	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	320 426 928	151 890 205	-	188 536 723	450 000 000	450 000 000	-	-
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	27 673 222	-	7 247 084	34 920 306	-	-	470 000 000	470 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	149 901 789	79 960 711	-	69 941 075	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	102 103 760	69 095 744	-	33 008 016	-	-	-	-
2212	CHAMBRE DES DEPUTES	1 716 420 216	655 361 909	25 719 279	1 086 777 586	-	-	-	-
22121	SERVICES INTERNES	1 716 420 216	655 361 909	25 719 279	1 086 777 586	-	-	-	-
2212-1-11-	CHAMBRE DES DEPUTES	502 288 302	238 969 254	-	263 319 048	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	422 684 645	214 673 885	-	208 010 757	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	79 603 656	24 295 366	-	55 308 290	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1	1	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0	-	0	-	-	-	-
2212-1-12-	QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	53 483 332	6 121 623	-	47 361 709	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	53 483 332	6 121 623	-	47 361 709	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0	-	0	-	-	-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
		Crédit Initial 2014-2015	Désaffectation	Affectation	Crédit rectifié 2014-2015	Crédit Initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Crédit rectifié 2014-2015
TOTAL		56 026 596 347	3 579 911 303	3 841 847 587	56 288 534 632	66 623 084 995	16 258 246 789	3 083 473 676	53 448 311 883
2212-2-11- SECRETARIAT GENERAL		1 160 648 582	410 271 032	25 719 279	776 096 829	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	771 681 517	348 774 347	-	422 907 170	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	298 793 960	-	25 719 279	324 513 239	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	13 841 577	5 515 158	-	8 326 419	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	76 331 527	55 981 527	-	20 350 000	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1	1	-	-	-	-	-	-
3 POUVOIR JUDICIAIRE		1 031 390 332	124 133 952	7 058 486	914 314 866	65 000 000	4 375 000	-	60 625 000
3211 CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE		1 031 390 332	124 133 952	7 058 486	914 314 866	65 000 000	4 375 000	-	60 625 000
32111 SERVICES INTERNES		1 031 390 332	124 133 952	7 058 486	914 314 866	65 000 000	4 375 000	-	60 625 000
3211-1-11- ADMINISTRATION GENERALE		256 878 564	86 839 543	-	170 039 022	65 000 000	4 375 000	-	60 625 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	142 309 720	8 000 000	-	134 309 720	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	59 373 711	31 060 372	-	28 313 339	65 000 000	4 375 000	-	60 625 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	26 219 532	26 147 569	-	71 963	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	28 975 601	21 631 601	-	7 344 000	-	-	-	-
3211-2-12- COUR DE CASSATION		86 073 470	4 438 884	0	81 634 585	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	62 021 737	-	0	62 021 737	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	12 120 848	3 375 263	-	8 745 585	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	10 634 743	930 806	-	9 703 937	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	280 190	109 774	-	170 416	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1 015 951	23 041	-	992 910	-	-	-	-
3211-2-13- COUR D'APPEL		75 854 583	20 563 498	-	55 291 086	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	51 878 038	-	-	51 878 038	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	16 037 821	12 624 774	-	3 413 048	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	4 303 886	4 303 886	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	3 634 838	3 634 838	-	-	-	-	-	-
3211-2-14- TRIBUNAUX		612 583 715	12 292 027	7 058 486	607 350 173	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	548 123 271	-	0	548 123 272	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	39 168 470	-	7 058 485	46 226 955	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	15 688 412	11 331 671	-	4 356 740	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	9 603 562	960 356	-	8 643 206	-	-	-	-
4 ORGANISMES INDEPENDANTS		1 871 031 773	217 458 774	305 218 464	1 958 791 463	463 179 460	199 679 460	5 000 000	268 500 000
4111 COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX		464 542 682	2 163 291	100 694 942	563 074 332	112 500 000	-	5 000 000	117 500 000
41111 SERVICES INTERNES		464 542 682	2 163 291	100 694 942	563 074 332	112 500 000	-	5 000 000	117 500 000
4111-1-11- CONSEIL DE LA COUR		464 542 682	2 163 291	100 694 942	563 074 332	112 500 000	-	5 000 000	117 500 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	386 480 613	-	18 929 997	405 410 610	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	22 397 931	-	29 376 295	51 774 226	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	4 183 165	1 977 912	-	2 205 253	112 500 000	-	5 000 000	117 500 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	766 536	185 379	-	581 157	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	50 714 437	-	52 388 650	103 103 087	-	-	-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			
		Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Affectation	Credit rectifié 2014-2015	Credit Initial 2014-2015	Désaffectation	Réaffectation	Credit rectifié 2014-2015
	TOTAL	56 026 598 347	3 579 911 303	3 841 847 587	56 288 534 632	66 623 084 995	16 258 246 789	3 033 473 676	53 448 311 883
4211	CONSEIL ELECTORAL	317 913 665	8 388 972	-	309 524 693	-	-	-	-
42111	SERVICES INTERNES	317 913 665	8 388 972	-	309 524 693	-	-	-	-
4211-1-11-	CONSEIL ELECTORAL	317 913 665	8 388 972	-	309 524 693	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	273 891 794	-	-	273 891 794	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	27 591 527	2 753 630	-	24 837 898	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	9 430 343	4 930 343	-	4 500 000	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	7 000 001	700 030	-	6 300 001	-	-	-	-
4212	OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	32 819 487	696 000	-	32 123 487	-	-	-	-
42121	SERVICES INTERNES	32 819 487	696 000	-	32 123 487	-	-	-	-
4212-1-12-	OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	32 819 487	696 000	-	32 123 487	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	25 859 487	-	-	25 859 487	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	4 359 999	436 000	-	3 923 999	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	2 600 001	260 000	-	2 340 001	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
4311	UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1 040 755 939	198 180 210	197 262 022	1 039 837 751	350 679 460	199 679 460	-	151 000 000
43111	SERVICES INTERNES	1 040 755 939	198 180 210	197 262 022	1 039 837 751	350 679 460	199 679 460	-	151 000 000
4311-1-11-	RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1 040 755 939	198 180 210	197 262 022	1 039 837 751	350 679 460	199 679 460	-	151 000 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	650 812 033	-	197 262 022	848 074 055	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	389 943 906	198 180 210	-	191 763 696	125 679 460	115 679 460	-	10 000 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	225 000 000	24 000 000	-	141 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
4411	ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	15 000 000	8 030 300	7 261 500	14 231 200	-	-	-	-
44111	SERVICES INTERNES	15 000 000	8 030 300	7 261 500	14 231 200	-	-	-	-
4411-1-11-	SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	15 000 000	8 030 300	7 261 500	14 231 200	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	-	-	7 261 500	7 261 500	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	15 000 000	8 030 300	-	6 969 700	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-

**PRÉSENTATION GÉNÉRALE
DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES**

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET RECTIFICATIF

EXERCICE 2014-2015

(en Gourdes)

PREVISION DES RESSOURCES

	NATURE	DGI	AGD		AUTRES	TOTAL
			Hors recettes pétrolières	Recettes pétrolières		
	Recettes courantes + Dons + Prêts+Financement	25 941 590 252	25 200 000 000	8 552 016 800	50 043 239 463	109 736 846 516
	Recettes courantes + Dons + Prêts+ autres financements					
	Ressources hors Dons et Emprunts	25 941 590 252	25 200 000 000	8 552 016 800	1 166 499 949	60 860 107 001
	Recettes courantes	25 941 590 252	25 200 000 000	8 552 016 800	1 166 499 949	60 860 107 001
ARTICLE 1	RECETTES FISCALES	25 438 793 494	25 191 750 134	8 552 016 800	546 536 380	59 729 096 809
10	Impôts sur le revenu	14 849 450 453	0	0	0	14 849 450 453
100	<i>Sociétés et autres personnes morales</i>	6 134 067 971	0	0	0	6 134 067 971
1000	Impôt base forfaitaire	6 134 067 971				6 134 067 971
1001	Impôt base bénéfices réel					0
101	<i>Personnes physiques</i>	8 715 382 482	0	0	0	8 715 382 482
1010	Impôt sur le salaire	8 715 382 482				8 715 382 482
1011	Impôt sur les loyers, créances, tantièmes et actions de présence					0
1012	Impôt sur les commissions - courtages					0
1013	Impôt sur les intérêts, arrérages et gains de change					0
1014	Impôt sur revenus distribués et dividendes					0
1015	Impôt sur plus-values mobilières et immobilières					0
1016	Impôt sur revenu industriel et commercial	0	0	0	0	0
10160	<i>Base forfaitaire</i>					0
10161	<i>Base bénéfices réel</i>					0
1017	Impôt sur revenu des professions non commerciales					0
1019	Impôt sur revenu base déclaration d'initiative					0
102	<i>Autres impôts sur le revenu non ventilables</i>	0	0	0	0	0
1020	acompte perçu à l'importation					0
109	<i>Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur le revenu</i>					0
11	Taxe sur le salaire ou taxe sur main-œuvre	490 742 154	0	0	0	490 742 154
110	<i>Taxe sur la masse salariale</i>	490 742 154				490 742 154
119	<i>Pénalités, amendes et frais de poursuite / Taxe sur la masse salariale</i>					0
12	Impôts sur la propriété	425 078 503	0	0	0	425 078 503
120	<i>Propriété immobilière</i>	38 645 589	0	0	0	38 645 589
1200	Taxe additionnelle sur CEPB	38 645 589				38 645 589
121	<i>Droits de successions et donations</i>	235 560 000	0	0	0	235 560 000
1210	Droit proportionnel d'enregistrement					0
1211	Taxe supplémentaire sur droit proportionnel d'enregistrement					0
1212	Taxe supplémentaire sur successions	235 560 000				235 560 000
1213	Droit de transcription de droits immobiliers					0
122	<i>Droits sur transactions mobilières et immobilières</i>	95 266 544	0	0	0	95 266 544
1220	Droit proportionnel d'enregistrement					0
1221	Taxe supplémentaire sur droit proportionnel d'enregistrement	95 266 544				95 266 544
1222	Droit de transcription de droits immobiliers					0
123	<i>Droits sur autres actes relatifs à la propriété</i>	5 040 000	0	0	0	5 040 000
1230	Droit proportionnel d'enregistrement	5 040 000				5 040 000
1231	Taxe supplémentaire sur droit proportionnel d'enregistrement					0
1232	Droit de transcription de droits immobiliers	0				0
124	<i>Divers impôts sur la propriété</i>	35 560 563	0	0	0	35 560 563
1240	Taxe sur transmission de titres et taxe sur actions	35 560 563				35 560 563
1241	Divers impôts sur la propriété non ventilés ailleurs	0				0
125	<i>Droits d'hypothèque</i>	6 060 000				6 060 000
129	<i>Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur la propriété</i>	8 945 807				8 945 807
13	Taxes sur les biens et services	8 787 038 133	10 297 418 367	1 495 246 184	46 536 380	20 626 239 064
130	<i>Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA)</i>	6 787 519 117	9 268 491 152			16 056 010 269
1300	Taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation		9 268 491 152			9 268 491 152
1301	Taxe sur le chiffre d'affaires intérieur	6 787 519 117				6 787 519 117
131	<i>Droits d'accises</i>	352 681 690	568 413 702	1 495 246 184	0	2 416 341 576
1310	Droits d'accises ordinaires sur boissons alcoolisées et non alcoolisées	150 852 496	0	0	0	150 852 496
13100	<i>Alcool au de cane</i>					0
13101	<i>Boissons gazeuses</i>					0
13102	<i>Boissons molles</i>					0
13103	<i>Boissons spiritueuses</i>					0
13104	<i>Boissons vinées</i>					0
13105	<i>Autres boissons non gazeuses (à base de miel, fruits, légumes)</i>	150 852 496				150 852 496
1311	Droits d'accises ordinaires sur produits alimentaires		0	0	0	0
13110	<i>Sucre</i>					0
13111	<i>Farine, tubercule</i>					0
1312	Droits d'accises ordinaires sur allumettes et cigarettes	201 829 194	0	0	0	201 829 194
13120	<i>Allumettes</i>	2 159 194				2 159 194
13121	<i>Cigarettes</i>	199 670 000				199 670 000

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET RECTIFICATIF

EXERCICE 2014-2015

(en Gourdes)

PREVISION DES RESSOURCES

	NATURE	DGI	AGD		AUTRES	TOTAL
			Hors recettes pétrolières	Recettes pétrolières		
1313	Droits d'accises ordinaires sur véhicules		568 413 702	0	0	568 413 702
13130	Véhicules importés		568 413 702			568 413 702
1314	Droits d'accises ordinaires sur les combustibles et lubrifiants	0	0	994 255 854	0	994 255 854
13140	Gaz propane, butane et assimilés					0
13141	Huile et graisse lubrifiante					0
13142	Fuel oil					0
13143	Gasoil			0		0
13144	Gasoil			942 761 121		942 761 121
13145	Kérosène			51 494 733		51 494 733
13146	W-jet					0
1315	Droits d'accises variables sur combustibles et lubrifiants	0	0	500 990 330	0	500 990 330
13150	Gasoil accise variable			0		0
13151	Gasoil accise variable			486 292 062		486 292 062
13152	Kérosène accise variable			14 698 268		14 698 268
1316	Droits d'accises complémentaires	0	0	0	0	0
13160	Bière					0
13161	Stout					0
13162	Cognac	0				0
132	Taxes sur services déterminés	263 019 689	0	0	0	263 019 689
1320	Taxes sur les services d'assurances	0	0	0	0	0
13200	Taxe sur les primes d'assurances					0
13201	Droit spécial sur polices assurances véhicules	0				0
13202	Contribution de libération économique sur assurances					0
1321	Taxe sur ventes de carnets de bordette	263 019 689				263 019 689
133	Taxes sur utilisation des biens mobiliers et immobiliers	1 063 608 400	460 513 513	0	46 536 380	1 570 658 293
1330	Contributions patentes et licences	1 063 608 400	0	0	0	1 063 608 400
13300	Paiement patente restant 20% pour compte du Trésor					0
13301	Licence d'étranger					0
13302	Licence matières inflammables					0
13303	Licence d'exploitation	1 063 608 400				1 063 608 400
13304	Licence radio et télévision					0
1331	Taxes sur les véhicules à moteur	0	460 513 513	0	46 536 380	507 049 893
13310	Taxe 1ère immatriculation véhicules		242 913 751			242 913 751
13311	Taxe 2ème immatriculation véhicules (voitures et motos)					0
13312	Taxe sur inspection des véhicules					0
13313	Taxe additionnelle sur véhicules (DGI)					0
13314	Taxe touristique		217 599 762		46 536 380	264 136 142
1332	Autres taxes sur utilisation des biens mobiliers et immobiliers	0	0	0	0	0
13320	Licence amies d'été					0
13321	Droit de passage sur les routes					0
134	Diverses taxes sur biens et services	318 330 016	0	0	0	318 330 016
1340	Taxe d'irrigation					0
1341	Taxe sur tickets de voyage	318 330 016				318 330 016
1342	Taxe d'exploitation de carrières					0
1343	Vente de plaques d'immatriculation de véhicules sans moteur	0				0
139	Pénalités, amendes et frais de poursuite / taxes sur biens et services	1 879 221				1 879 221
14	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	0	14 890 125 733	7 056 770 616	0	21 946 896 349
140	Droits d'importation	0	7 785 132 338	5 340 523 852	0	13 125 656 190
1400	Droits de Douane		7 785 132 338	5 340 523 852		13 125 656 190
141	Autres perceptions à l'importation	0	6 938 237 812	1 716 246 764	0	8 654 484 576
1410	Frais de vérification		6 189 205 331	1 716 246 764		7 905 952 096
1411	Droit de transit		110 051			110 051
1412	Droit d'entrepôt		533 750			533 750
1413	Vente à l'encan des biens saisis					0
1414	Dépôts de garanties acquis à l'étranger					0
1419	Recettes à l'importation non ventilées ailleurs		747 888 680			747 888 680
142	Divers impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales					0
149	Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur commerce extérieur et transactions internationales	0	166 755 583		0	166 755 583
1490	Pénalités, amendes et frais de poursuite : importation		166 755 583			166 755 583
1491	Pénalités, amendes et frais de poursuite : divers impôts sur commerce extérieur et transactions internationales					0

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET RECTIFICATIF

EXERCICE 2014-2015

(en Gourdes)

PREVISION DES RESSOURCES

	NATURE	DGI	AGD		AUTRES	TOTAL
			Hors recettes pétrolières	Recettes pétrolières		
15	Autres recettes fiscales	886 484 251	4 206 035		500 000 000	1 390 690 286
150	Impôts de capitation	49 191 516	0		0	49 191 516
1500	Carte d'identité fiscale	49 191 516				49 191 516
1501	Carte d'identité professionnelle	0				0
151	Droits de timbre	517 339 467	4 206 035		0	521 545 502
1510	Droits de timbre fixe	517 339 467	0		0	517 339 467
15100	Droit de fonctionnement	517 339 467				517 339 467
15101	Droit de non fonctionnement					0
15102	Autres droits de timbre fixe					0
1511	Droits de timbre proportionnel		4 206 035		0	4 206 035
15110	Droit de timbre sur capital social					0
15111	Autres droits de timbre proportionnel		4 206 035			4 206 035
1512	Droit de timbres spéciaux					0
152	Droits fixe d'enregistrement	1 137 827	0		0	1 137 827
1520	Sur actes encls					0
1521	Sur actes judiciaires et extrajudiciaires					0
1522	Taxe supplémentaire sur droits fixe d'enregistrement	1 137 827				1 137 827
153	Diverses autres recettes fiscales	250 970 599	0		500 000 000	750 970 599
1530	Taxe sur appels téléphoniques	0				0
1531	Droit spécial sur bordereaux administratifs	107 380 347				107 380 347
1532	Carte d'immatriculation fiscale	141 590 252			500 000 000	641 590 252
159	Pénalités, amendes et frais de poursuite / autres recettes fiscales	67 844 842				67 844 842
ARTICLE 2	RECETTES NON FISCALES	502 796 758	8 249 866		619 963 569	1 131 010 193
20	Revenus des Domaines et de l'entreprise	1 630 000	0		376 285 199	377 915 199
	Revenus provenant des entreprises publiques non financières et des institutions financières	0	0		376 285 199	376 285 199
2000	Apports des entreprises publiques				342 549 949	342 549 949
2001	Apports des institutions financières				11 511 635	11 511 635
2009	Autres apports				22 223 614	22 223 614
201	Revenus de la propriété	1 630 000	0		0	1 630 000
2010	Affermage des biens domaniaux (terrains)	0				0
2011	Frais d'arpentage					0
2019	Autres revenus de la propriété	1 630 000				1 630 000
21	Droits et frais administratifs, ventes non industrielles et accessoires	324 516 165	8 249 866		243 678 371	576 444 401
210	Droits administratifs	309 107 154	0		243 678 371	552 785 525
2100	Droit de passeport	266 420 707			0	266 420 707
2101	Droit de Permis de conduire				127 599 299	127 599 299
2102	Droit de Certificat de bonne vie et mœurs					0
2103	Droit de Quitté fiscal					0
2109	Autres droits administratifs non ventilés ailleurs	42 686 447			116 079 071	158 765 518
211	Frais administratifs	15 409 011	8 249 866		0	23 658 877
2110	Frais de justice					0
2111	Marque de fabrique					0
2112	Actes de l'Etat civil					0
2113	Fonds de soutien aux ex-anciens					0
2114	Permis de séjour des étrangers					0
2115	Frais administratifs CDC (pourcentage du Trésor)					0
2116	Vente de formulaires administratifs divers		8 249 866			8 249 866
2117	Taxe de légalisation de pièces					0
2118	Taxe d'immigration et d'émigration	1 033 797				1 033 797
2119	Autres frais administratifs non ventilés ailleurs	14 375 214				14 375 214
212	Ventes de biens et services des administrations publiques	0	0		0	0
2120	Vente de biens de consommation courante					0
2121	Vente de petit mobilier, matériel et outillage d'occasion					0
2122	Vente de services					0
22	Amendes et sanctions	54 546 286	0		0	54 546 286
220	Amendes correctionnelles					0
221	Amendes entravection des véhicules					0
222	Amendes de simple police					0
229	Autres Amendes et sanctions non fiscales	54 546 286				54 546 286
23	Autres recettes non fiscales	122 104 307	0		0	122 104 307
230	Frais de recouvrement et de perception	122 104 307				122 104 307
231	Produits divers					0

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET RECTIFICATIF

EXERCICE 2014-2015

(en Gourdes)

PREVISION DES RESSOURCES

	NATURE	DGI	AGD		AUTRES	TOTAL
			Hors recettes pétrolières	Recettes pétrolières		
ARTICLE 3	RECETTES EN CAPITAL	0	0		0	0
30	Ventes d'immobilisations corporelles	0	0		0	0
300	Ventes de mobilier, matériel et outillage	0	0		0	0
3000	Vente de mobilier et matériel de bureau					0
3001	Vente de matériel mécanique, informatique et télématique					0
3002	Vente de mobilier et matériel éducatifs, récréatifs, culturels et sportifs					0
3003	Vente de mobilier et matériel sanitaire					0
3004	Vente de mobilier et matériel médicaux, chimiques et paramédicaux					0
3005	Vente de mobilier et matériel électroménager					0
3006	Vente de matériel et outillage technique, électrique et mécanique					0
3007	Vente de matériel d'incendie, de police et de défense					0
3008	Vente de matériel de télécommunications					0
3009	Vente d'autre mobilier, matériel et outillage					0
301	Ventes de matériel de transport	0	0		0	0
3010	Vente de matériel de transport terrestre					0
3011	Vente de matériel de transport ferroviaire					0
3012	Vente de matériel de transport fluvial et maritime					0
3013	Vente de matériel de transport aérien					0
3019	Vente d'autre matériel de transport					0
302	Ventes de collections, œuvres d'art	0	0		0	0
3020	Vente d'œuvres et objets d'art					0
3021	Vente de fonds de bibliothèques et des musées					0
3029	Vente d'autres collections et œuvres d'art					0
303	Ventes de terrains	0	0		0	0
3030	Vente de terrains à bâtir					0
3031	Vente de terrains de voirie					0
3032	Vente de jardins, espaces verts, places publiques					0
3033	Vente de cimetières					0
3034	Vente de carrières, mines					0
3035	Vente de propriétés agricoles					0
3039	Vente de terrains destinés à d'autres usages					0
304	Ventes de bois, forêts, plantations	0	0		0	0
3040	Vente de bois et forêts					0
3041	Vente de plantations					0
305	Ventes de littoral, étangs et lacs	0	0		0	0
3050	Vente de littoral					0
3051	Vente d'étangs et lacs					0
306	Ventes de bâtiments	0	0		0	0
3060	Vente de bâtiments administratifs					0
3061	Vente de bâtiments scolaires, universitaires, culturels et sportifs					0
3062	Vente de logements sociaux					0
3063	Vente de résidences de fonction					0
3064	Vente de halles et marchés					0
3069	Vente d'autres bâtiments					0
307	Ventes de voies, réseaux et ouvrages	0	0		0	0
3070	Vente de routes, ponts, ports et aéroports					0
3071	Vente de réseaux et ouvrages hydrauliques					0
3072	Vente de réseaux et ouvrages d'électrification					0
3073	Vente de réseaux et ouvrages de télécommunications					0
3079	Vente d'autres voies, réseaux et ouvrages					0
309	Ventes d'autres immobilisations corporelles	0	0		0	0
3090	Vente d'animaux vivants					0
3099	Vente d'autres immobilisations corporelles					0
31	Ventes d'immobilisations incorporelles	0	0		0	0
310	Ventes de droits	0	0		0	0
3100	Vente de droits d'exploiter des gisements					0
3101	Vente de droits d'exploiter des zones de pêche					0
3109	Vente d'autres droits					0
319	Ventes d'autres immobilisations incorporelles	0	0		0	0
3190	Vente de concessions					0
3191	Vente de brevets et droits d'auteur					0
3199	Vente de diverses immobilisations incorporelles					0
32	Recettes stratégiques	0	0		0	0
320	Vente de stocks stratégiques					0
321	Autres recettes stratégiques					0
ARTICLE 5	DONS	0	0		31 225 726 939	31 225 726 939
50	Dons pour dépenses courantes	0	0		4 222 480 000	4 222 480 000
500	Dons intérieurs	0	0		0	0
5000	Dons d'autres administrations					0
5009	Autres dons intérieurs					0
501	Dons extérieurs	0	0		4 222 480 000	4 222 480 000
5010	Dons d'organismes internationaux				4 222 480 000	4 222 480 000
5011	Dons de gouvernements étrangers et d'autres administrations publiques étrangères				0	0
5019	Autres dons extérieurs					0

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET RECTIFICATIF

EXERCICE 2014-2015

(en Gourdes)

PREVISION DES RESSOURCES

	NATURE	DGI	AGD		AUTRES	TOTAL
			Hors recettes pétrolières	Recettes pétrolières		
51	Dons pour dépenses en capital	0	0		27 003 246 939	27 003 246 939
510	Dons intérieurs	0	0		0	0
5101	Dons d'autres administrations					0
5102	Autres dons intérieurs					0
511	Dons extérieurs	0	0		27 003 246 939	27 003 246 939
5110	Dons d'organismes internationaux				18 761 560 622	18 761 560 622
5111	Dons de gouvernements étrangers et d'autres administrations publiques étrangères				8 241 686 316	8 241 686 316
5112	Autres dons extérieurs					0
ARTICLE 6	REMBOURSEMENTS DE PRETS ET AVANCES ET VENTES DE PARTICIPATIONS OU RESTITUTIONS DE CAPITAL	0	0		0	0
60	Remboursements de prêts et avances	0	0		0	0
600	Des comptes spéciaux du Trésor et des budgets annexes					0
601	Des collectivités territoriales					0
602	Des organismes autonomes à caractère administratif, culturel ou scientifique					0
603	Des entreprises publiques et entreprises mixtes					0
604	Des institutions financières publiques					0
605	Des institutions financières privées					0
606	Des entreprises industrielles et commerciales					0
607	De l'étranger	0	0		0	0
6070	Des institutions financières internationales					0
6072	De divers organismes extérieurs					0
609	Remboursements de Prêts et avances non ventilés ailleurs					0
61	Ventes de participations ou restitutions de capital	0	0		0	0
611	Aux entreprises publiques et entreprises mixtes					0
612	Aux institutions financières publiques					0
613	Aux institutions financières privées					0
614	Aux entreprises industrielles et commerciales					0
617	A l'étranger	0	0		0	0
6170	Aux organisations internationales					0
6172	A divers autres organismes à l'étranger					0
619	Ventes de participations ou restitutions de capital non ventilées ailleurs					0
ARTICLE 8	EMPRUNTS	0	0		17 651 012 575	17 651 012 575
80	Emprunts intérieurs	0	0		7 257 857 298	7 257 857 298
800	Financement de la Banque centrale				0	0
801	Emprunts auprès des autres institutions financières					0
802	Souscriptions de bons du Trésor				1 500 000 000	1 500 000 000
803	Souscriptions d'autres obligations					0
809	Autres emprunts intérieurs				5 757 857 298	5 757 857 298
81	Emprunts extérieurs	0	0		10 393 155 277	10 393 155 277
810	Emprunts auprès d'autres Etats - Dette bilatérale				0	0
811	Emprunts auprès d'organisations internationales - Dette multilatérale				10 393 155 277	10 393 155 277
812	Emprunts auprès d'institutions financières privées					0
819	Autres emprunts extérieurs					0
82	Remboursements d'Emprunts garantis	0	0		0	0
820	Remboursement d'emprunts résultant de la mise en jeu de garanties					0
ARTICLE 9	RECETTES PERÇUES POUR LE COMPTE DE TIERS	0	0		0	0
90	Continues					0
900	Impôts sur propriété immobilière					0
9001	Contribution foncière propriétés bâties					0
9002	Taxe de mutation des maisons					0
901	Impôts sur utilisation de biens mobiliers et immobiliers					0
9010	Patente (impôt restant - 80% pour communes)					0
902	Taxes sur biens et services					0
9020	Permis d'urbaniser	0	0		0	0
9021	Autres permis (terrains, etc.)					0
9022	Droit d'alignement					0
9023	Éclairage					0
9024	Use de pape					0
9025	Taxe sur matériaux et déchets sur la voie publique					0
9026	Certificat de vente de bétail					0
9027	Échappe, tonnelle, arroyage					0
9029	Autres taxes sur biens et services					0
91	Collectivités territoriales	0	0		0	0
910	CFRDC sur revenus et gains	0	0		0	0
9101	CFRDC - Revenus fixe bénéfice réel					0
9102	CFRDC - Revenus fixe déclaration d'impôt					0
9103	CFRDC - Salaires					0
9104	CFRDC - Grands loteries, papes, jeux et assemblés					0

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET RECTIFICATIF

EXERCICE 2014-2015

(en Gourdes)

PREVISION DES RESSOURCES

	NATURE	DGI	AGD		AUTRES	TOTAL
			Hors recettes pétrolières	Recettes pétrolières		
911	<i>CFGDCT sur biens et services</i>	0	0		0	0
9110	CFGDCT : Cigarettes					0
9111	CFGDCT : Primes assurances					0
9112	CFGDCT : Vignettes et plaques d'immatriculation des véhicules					0
9113	CFGDCT : Tickets d'avion					0
912	<i>CFGDCT sur commerce extérieur et transactions internationales</i>	0	0		0	0
9120	CFGDCT : Bordereaux de douane					0
913	<i>CFGDCT sur autres recettes fiscales</i>	0	0		0	0
9130	CFGDCT : Appels téléphoniques					0
914	<i>CFGDCT sur frais et droits administratifs</i>	0	0		0	0
9140	CFGDCT : Passports					0
92	Comptes spéciaux	0	0		0	0
920	<i>Cotisation de sécurité sociale</i>	0	0		0	0
9200	Caisse Assistance sociale					0
9201	Fonds d'urgence					0
9202	Pension civile					0
921	<i>Fonds en fiduciary commi</i>	0	0		0	0
9210	Sequestre syndic					0
9211	Cautiounement					0
9212	Caisse des dépôts et consignations					0
93	Autres bénéficiaires	0	0		0	0
930	<i>Droits portuaires au profit de l'Autorité Portuaire Nationale (APN)</i>					0
939	<i>Autres recettes perçues pour le compte de tiers non ventilés ailleurs</i>					0

PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

RESSOURCES NATIONALES						RESSOURCES EXTERNES					
CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1	POUVOIR EXECUTIF		10 270 427 369	5 123 357 298	15 393 784 667	18 493 841 594	18 761 560 622			37 255 402 216	53 649 186 883
11	SECTEUR ECONOMIQUE		5 013 250 868	2 742 751 609	7 756 002 477	13 791 681 389	12 389 232 368			26 180 913 758	33 936 916 234
1111	MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE		1 734 000 000	137 936 003	1 871 936 003	4 078 940 468	284 700 000			4 363 640 468	6 235 576 472
1111-1	SERVICES INTERNES		1 697 000 000	137 936 003	1 834 936 003	4 078 940 468	284 700 000			4 363 640 468	6 198 576 472
1111-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		1 697 000 000	137 936 003	1 834 936 003	4 078 940 468	284 700 000			4 363 640 468	6 198 576 472
1111-1-12-50-	PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES		1 433 000 000	-	1 433 000 000	895 821 845	284 700 000			1 180 521 845	2 613 521 845
	PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT NATIONAL ET REGIONAL		1 433 000 000	-	1 433 000 000	895 821 845	284 700 000			1 180 521 845	2 613 521 845
1111-1-12-50-11-	CONCEPTION ET MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES ET PLANS NATIONAUX DE DEVELOPPEMENT D'HAITI	NATIONAL	152 000 000	-	152 000 000						152 000 000
1111-1-12-50-13-	MISE EN OEUVRE D' ACTIONS EMERGENTES DE REFOUNDATIONS ECONOMIQUE ET SOCIALE	NATIONAL	90 000 000	-	90 000 000						90 000 000
1111-1-12-50-14-	INTERVENTIONS D'URGENCE DU GOUVERNEMENT	NATIONAL	720 000 000	-	720 000 000						720 000 000
1111-1-12-50-15-	MISE EN OEUVRE D' ACTIONS EMERGENTES DE REFOUNDATION TERRITORIALE	NATIONAL	100 000 000	-	100 000 000						100 000 000
1111-1-12-50-16-	FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES QUINZE (15) COMMUNES DU DEPARTEMENT DE L'ARTIBONITE	ARTIBONITE									
1111-1-12-50-17-	FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES DOUZE (12) COMMUNES DU DEPARTEMENT DU CENTRE	CENTRE									
1111-1-12-50-18-	FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES DOUZE (12) COMMUNES DU DEPARTEMENT DE LA GRAND-ANSE	GRAND-ANSE									
1111-1-12-50-19-	FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES ONZE (11) COMMUNES DU DEPARTEMENT DES NIPPES	NIPPES									
1111-1-12-50-20-	FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES DIX-NEUF (19) COMMUNES DU DEPARTEMENT DU NORD	NORD									
1111-1-12-50-21-	FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES DIX COMMUNES DU DEPARTEMENT DU NORD-OUEST	NORD-OUEST									
1111-1-12-50-22-	FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES TREIZE (13) COMMUNES DU DEPARTEMENT DU NORD-EST	NORD-EST									
1111-1-12-50-23-	FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES VINGT (20) COMMUNES DU DEPARTEMENT DE L'OUEST	OUEST									
1111-1-12-50-24-	FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES DIX-HUIT (18) COMMUNES DU DEPARTEMENT DU SUD	SUD									
1111-1-12-50-25-	FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES DIX (10) COMMUNES DU DEPARTEMENT DU SUD-EST	SUD-EST									
1111-1-12-50-26-	PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE EN MILIEU URBAIN (PRODEPUR-HABITAT) /BMPAD BM P106699/P121833	NATIONAL					256 500 000	BM	DON	256 500 000	256 500 000
1111-1-12-50-27-	PROGRAMME DE REHABILITATION URBAINE DANS L'OUEST (BIDAIA-L1002)	OUEST					28 200 000	BID	DON	28 200 000	28 200 000
1111-1-12-50-28-	CONCEPTION ET MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL	NATIONAL	310 000 000		310 000 000	597 011 543		PETROCARIBE	EMPRUNT	597 011 543	907 011 543

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

RESSOURCES NATIONALES												RESSOURCES EXTERNES				
CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES RECTIFIEE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF					
TOTAL																
1111-12-50-30	APPUIS A LA MISE EN PLACE DE L'INSTRUMENTATION NATIONALE DE LA PAUVRETE ET DE L'EXCLUSION SOCIALE (ONPES)	NATIONAL	10 294 052 369	5 757 887 298	16 051 939 667	16 634 641 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 983					
1111-12-50-31	SUPPORT AUX ACTIVITES DES COOPERATIVES CULINAIRES ET TRIPARTITES	NATIONAL	45 000 000		45 000 000						16 000 000					
1111-12-50-32	FONDS DE SUPERVISION DES TRAVAUX RELATIFS AUX PROJETS D'INFRASTRUCTURES	NATIONAL				298 810 302		PIETROCARIBE	EMPRUNT	298 810 302	298 810 302					
1111-12-51	PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS		75 000 000		75 000 000						75 000 000					
	REDUCTION DE LA VULNERABILITE AUX SAISONS PLUVIEUSES ET CYCLONIQUES		75 000 000		75 000 000						75 000 000					
1111-12-51-11	INTERVENTION D'URGENCE PRE-SAISON PLUVIEUSE ET CYCLONIQUE DANS LES ZONES A RISQUES CLIMATIQUES	NATIONAL	75 000 000		75 000 000						75 000 000					
1111-12-52	PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE		8 000 000		8 000 000	1 053 654 674				1 053 654 674	1 060 654 674					
RENOVATION DES POLES REGIONAUX ET LOCAUX DE DEVELOPEMENT																
1111-12-52-13	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPEMENT DANS LE CENTRE	CENTRE														
1111-12-52-14	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPEMENT DANS L'OUEST	OUEST														
1111-12-52-15	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPEMENT DANS LE NORD	NORD														
1111-12-52-16	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPEMENT DANS L'ARTIBONITE	ARTIBONITE														
1111-12-52-17	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPEMENT DANS LES NIPPES	NIPPES														
1111-12-52-18	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPEMENT DANS LE NORD-EST	NORD-EST														
1111-12-52-19	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPEMENT DANS LE SUD	SUD														
1111-12-52-20	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPEMENT DANS LE SUD-EST	SUD-EST														
1111-12-52-21	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPEMENT DANS LA GRAND-ANSE	GRAND-ANSE														
1111-12-52-22	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPEMENT DANS LE NORD-OUEST	NORD-OUEST														
RENOVATION URBAINE A DES FINS TOURISTIQUES																
1111-12-53-24	REHABILITATION DES PLACES PUBLIQUES	NATIONAL				79 000 000		PIETROCARIBE	EMPRUNT	79 000 000	79 000 000					
1111-12-53-25	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DANS LES NIPPES	NIPPES														
RENOVATION DE L'URBAIN																
1111-12-53-26	RENOVATION URBAINE DU ST MARC	ARTIBONITE	8 000 000		8 000 000	973 654 674				973 654 674	981 654 674					
1111-12-53-27	RENOVATION URBAINE DE LA VILLE DE HINCHIE	CENTRE				29 913 902		PIETROCARIBE	EMPRUNT	29 913 902	29 913 902					

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES		RESSOURCES EXTERNES					TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE		
TOTAL			10 294 652 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1111-1-12-52-28	RENOVATION URBAINE DES GONAIVES	ARTIBONITE	-	-	-	1 573 372	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	1 573 372	1 573 372
1111-1-12-52-29	RENOVATION URBAINE A MIREBALAIS ET LASCAHOBAS	CENTRE	-	-	-	326 717 343	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	326 717 343	326 717 343
1111-1-12-52-30	RENOVATION DES ROUTES DU VILLAGE ARTISTIQUE NOAILLES DE CROIX DES BOUQUETS	OUEST	-	-	-	3 311 902	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	3 311 902	3 311 902
1111-1-12-52-31	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURE SOCIO- COMMUNAUTAIRE AU WHARF DE JEREMIE A CITE SOLEIL	OUEST	-	-	-	423 000 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	423 000 000	423 000 000
1111-1-12-52-32	RENOVATION URBAINE DANS LE NORD OUEST	NORD OUEST	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1111-1-12-52-33	AMENAGEMENT URBAIN DE DIXON	NORD	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1111-1-12-52-34	REHABILITATION PLACE PUBLIQUE D'AQUIN	SUD	5 000 000	-	5 000 000	-	-	-	-	-	5 000 000
1111-1-12-52-35	REHABILITATION PLACE PUBLIQUE VIEUX BOURG D'AQUIN	SUD	3 000 000	-	3 000 000	-	-	-	-	-	3 000 000
1111-1-12-52-36	REHABILITATION PLACE PUBLIQUE "OCCIDE JEANTY"	OUEST	-	-	-	47 000 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	47 000 000	47 000 000
1111-1-12-52-37	REHABILITATION PLACE PUBLIQUE "SAINTE ANNE"	OUEST	-	-	-	8 500 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	8 500 000	8 500 000
1111-1-12-52-38	REHABILITATION PLACE PUBLIQUE "CANAPE VERT"	OUEST	-	-	-	15 000 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	15 000 000	15 000 000
1111-1-12-52-39	REHABILITATION PLACE PUBLIQUE "GEFFRARD"	OUEST	-	-	-	8 500 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	8 500 000	8 500 000
1111-1-12-52-40	REHABILITATION PLACE PUBLIQUE "AFROPORT HUGO CHAVEZ"	OUEST	-	-	-	108 728 155	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	108 728 155	108 728 155
1111-1-12-52-40	CONSTRUCTION MARCHES PUBLIC DES GONAIVES	ARTIBONITE	-	-	-	1 410 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	1 410 000	1 410 000
1111-1-12-53	PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL		-	-	-	78 960 000	-	-	-	78 960 000	78 960 000
	FINALISATION DU MAILLAGE ROUTIER NATIONAL		-	-	-	78 960 000	-	-	-	78 960 000	78 960 000
1111-1-12-53-11	REHABILITATION DE LA ROUTE COLLADERE-CERCA CAVAJAL 15 KM	CENTRE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1111-1-12-53-12	REHABILITATION TRONCON FERMAILLER-FRERES VIA SOISSON, DUPLAN, GIRARDEAU ET COLLECTRICES RUE METELLIUS, MEYOTTE-FRERES, THOMASSIN 25, FERMAILLER	OUEST	-	-	-	78 960 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	78 960 000	78 960 000
1111-1-12-54	PROGRAMME D'EXTENSION DES SERVICES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT		-	-	-	36 999 998	-	-	-	36 999 998	36 999 998
	RENFORCEMENT ET MISE EN PLACE DE SYSTEMES DE GESTION DES DECHETS SOLIDES		-	-	-	36 999 998	-	-	-	36 999 998	36 999 998
1111-1-12-54-11	COLLECTE DES ORDURES	NATIONAL	-	-	-	36 999 998	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	36 999 998	36 999 998
1111-1-12-55	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DU SECTEUR DES SERVICES		-	-	-	386 434 000	-	-	-	386 434 000	386 434 000
	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE MARCHES PUBLICS		-	-	-	386 434 000	-	-	-	386 434 000	386 434 000
1111-1-12-55-12	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE FONTAMARA	OUEST	-	-	-	386 434 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	386 434 000	386 434 000

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES		RESSOURCES EXTERNES			TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE	
TOTAL			10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 341 594	18 761 560 622		37 396 402 216
1111-1-12-55-14	CONSTRUCTION DU MARCHE PUBLIC DE PIGNON	NORD							
1111-1-12-55-15	CONSTRUCTION DU MARCHE PUBLIC DE GRANDE RIVIERE DU NORD	NORD							
1111-1-12-56	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ACCES AU LOGEMENT					164 500 000			164 500 000
	APPUI AU RELOGEMENT DES PERSONNES SINISTREES					164 500 000			164 500 000
1111-1-12-56-12	MISE EN PLACE AU NIVEAU DES DEPARTEMENTS DES SHELTERS POUR BESOINS D'INTERVENTION D'URGENCE	NATIONAL							
1111-1-12-56-13	IMPLANTATION DE SITES ET DE SERVICES POUR UN DEVELOPPEMENT ORDONNE DE L'HABITAT (urbanisation)	NATIONAL				164 500 000		PETROCARIBE	164 500 000
1111-1-12-57	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		181 000 000	137 936 003	318 936 003	603 153 805			922 089 808
	RELOGEMENT ET EQUIPEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		181 000 000	137 936 003	318 936 003	564 000 000			882 936 003
1111-1-12-57-11	SOUS-PROGRAMME D'URGENCE DE RENFORCEMENT DES STRUCTURES DU PALAIS NATIONAL	OUEST	181 000 000		181 000 000				181 000 000
1111-1-12-57-13	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DU MPCE	OUEST		137 936 003	137 936 003				137 936 003
1111-1-12-57-14	CONSTRUCTION DE BATIMENTS ET LOGEMENTS PUBLICS- UCLDP	OUEST				564 000 000		PETROCARIBE	564 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE					39 153 805			39 153 805
1111-1-12-57-16	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DU MPCE-UCANG PHASE 5	OUEST				24 089 355		ESPAGNE	24 089 355
1111-1-12-57-17	APPUI AU SECRETARIAT TECHNIQUE DE COORDINATION DE L'AIDE (CAED) PHASE 2	OUEST				4 142 543		ESPAGNE	4 142 543
1111-1-12-57-18	APPUI AU SECRETARIAT TECHNIQUE DE COORDINATION DE L'AIDE (CAED)	OUEST				10 921 907		ESPAGNE	10 921 907
1111-1-12-58	PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES A L'EDUCATION PRESCOLAIRE, FONDAMENTALE ET SECONDAIRE					475 016 146			475 016 146
	MISE EN PLACE DES ECOLES FONDAMENTALES DANS LES SECTIONS COMMUNALES					475 016 146			475 016 146
1111-1-12-58-11	RECONSTRUCTION DU LYCEE TOUSSAINT LOUVERTURE (INCLUANT SUPERVISION)	OUEST				260 601 288		PETROCARIBE	260 601 288
1111-1-12-58-12	RECONSTRUCTION DU LYCEE ALEXANDRE PETION (INCLUANT SUPERVISION)	OUEST				214 414 858		PETROCARIBE	214 414 858
1111-1-12-59	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE								
	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES ADMINISTRATIFS								
1111-1-12-59-11	FINALISATION DE LA CONSTRUCTION DES CASC	NATIONAL							

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TYPE	TOTAL RE RECTIFIES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIE	MULTILATERALE	SOURCE			
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1111-1-12-60-	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ACTION CIVIQUE DU SPORT DES LOISIRS ET DE LA JEUNESSE		-	-	-	385 400 000	-			385 400 000	385 400 000
	MISE EN PLACE DE CENTRES MULTI SPORTS ET DE LOISIRS DANS LES POLES LOCAUX DE DEVELOPPEMENT		-	-	-	385 400 000	-			385 400 000	385 400 000
1111-1-12-60-11-	REHABILITATION, CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT D'INFRASTRUCTURES SPORTIVES (INSTALLATION DE GAZON SYNTHETIQUE, HINCHIL, SAINT LOUIS DU NORD ET)	NATIONAL	-	-	-	385 400 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	385 400 000	385 400 000
1111-2	SERVICES EXTERNES		37 000 000	-	37 000 000	-	-			-	37 000 000
1111-2-13-	CENTRE DE TECHNI. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE APPLIQUEE.(CTPEA)		5 000 000	-	5 000 000	-	-			-	5 000 000
1111-2-13-50-	PROGRAMME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE		-	-	-	-	-			-	-
	APPUI A LA RECHERCHE ET A L'INNOVATION		-	-	-	-	-			-	-
1111-2-13-50-11-	INVENTAIRE ET EVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE DES OUTILS DE PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT LOCAL	NATIONAL	-	-	-	-	-			-	-
1111-2-13-51-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000	-	5 000 000	-	-			-	5 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000	-	5 000 000	-	-			-	5 000 000
1111-2-13-51-11-	REAMENAGEMENT DU BATIMENT DU CTPEA	OUEST	5 000 000	-	5 000 000	-	-			-	5 000 000
1111-2-14-	CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES (CNC)		5 000 000	-	5 000 000	-	-			-	5 000 000
1111-2-14-50-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000	-	5 000 000	-	-			-	5 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000	-	5 000 000	-	-			-	5 000 000
1111-2-14-50-11-	DECONCENTRATION DES ACTIVITES DU CNC DANS LES DEPARTEMENTS	NATIONAL	5 000 000	-	5 000 000	-	-			-	5 000 000
1111-2-15-	CENTRE NTL DE L'INFORM. GEO SPAT.		27 000 000	-	27 000 000	-	-			-	27 000 000
1111-2-15-50-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		27 000 000	-	27 000 000	-	-			-	27 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		27 000 000	-	27 000 000	-	-			-	27 000 000
1111-2-15-50-11-	MISE EN PLACE DU PROGRAMME D'INFORMATION TERRITORIALE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE	NATIONAL	8 000 000	-	8 000 000	-	-			-	8 000 000
1111-2-15-50-12-	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATIONS COMMUNALES POUR LA GOUVERNANCE DURABLE (MOI E ST NICOLAS, ILES DE LA TROITE, AOUTIN)	NORD-OUEST	10 000 000	-	10 000 000	-	-			-	10 000 000
1111-2-15-50-13-	MISE EN PLACE D'UNE BASE DE DONNEES CARTOGRAPHIQUES	NATIONAL	4 000 000	-	4 000 000	-	-			-	4 000 000
1111-2-15-50-14-	INVENTAIRE DES PERIMETRES IRRIGUES ET DES INFRASTRUCTURES HYDROAGRIQUES (PHASE 2)	NATIONAL	5 000 000	-	5 000 000	-	-			-	5 000 000

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1112	MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES		321 000 000	928 548 552	1 249 548 552	79 000 000	992 219 585			1 071 219 585	2 320 768 137
1112-1	SERVICES INTERNES		155 000 000	624 251 556	779 251 556	70 000 000	992 219 585			1 062 219 585	1 841 471 141
1112-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		155 000 000	624 251 556	779 251 556	70 000 000	992 219 585			1 062 219 585	1 841 471 141
1112-1-12-50	PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE		10 000 000	23 500 000	33 500 000	-	158 000 000			158 000 000	221 500 000
	RENOVATION DES VILLES TAMPONS ACCUEILLANT DES FLUX MIGRATOIRES		10 000 000	23 500 000	33 500 000	-	158 000 000			158 000 000	221 500 000
1112-1-12-50-11	SOUTIEN AU PLAN D'INTERVENTION DANS LE SECTEUR DE L'HABITAT/PAES-HA-X1048	NATIONAL	-	-	-	-	158 000 000	BID	DON	158 000 000	158 000 000
1112-1-12-50-12	CONSTRUCTION D'UN VILLAGE POUR LES FONCTIONNAIRES DE L'ETAT	OUEST	10 000 000	-	10 000 000	-	-	-	-	-	10 000 000
1112-1-12-50-13	VALORISATION ET AMENAGEMENT TERRAIN BELVIL EN FAVEUR DES FONCTIONNAIRES PUBLICS	OUEST	-	23 500 000	23 500 000	-	-	-	-	-	23 500 000
1112-1-12-51	PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL		-	-	-	-	608 182 585			608 182 585	608 182 585
	INTEGRATION ROUTIERE LOCALE		-	-	-	-	608 182 585			608 182 585	608 182 585
1112-1-12-51-11	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES DE BASE/COFINANCEMENT ADDITIONNEL-HA-X1005	NATIONAL	-	-	-	-	497 260	BID	DON	497 260	497 260
1112-1-12-51-12	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES DE BASE/COFINANCEMENT ADDITIONNEL-HA-X1006	NATIONAL	-	-	-	-	50 902 504	BID	DON	50 902 504	50 902 504
1112-1-12-51-13	CONSTRUCTION/REHABILITATION DU RESEAU ROUTIER COFINACEMENT-HA-X1007	NATIONAL	-	-	-	-	556 782 821	BID	DON	556 782 821	556 782 821
	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES		-	-	-	-	-	-	-	-	-
1112-1-12-51-14	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DU PORT DE BAIE DES FLAMANDS	SUD	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1112-1-12-52	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE		20 000 000	100 201 556	120 201 556	-	89 300 000			89 300 000	209 501 556
	ORIENTATION DES POLITIQUES BUDGETAIRES ET FISCALES		-	40 808 533	40 808 533	-	-	-	-	-	40 808 533
1112-1-12-52-12	APPUI A LA DIRECTION DE L'INSPECTION FISCALE	NATIONAL	-	14 664 000	14 664 000	-	-	-	-	-	14 664 000
1112-1-12-52-13	APPUI A L'UNITE D'ANALYSE ET DES POLITIQUES FISCALES (UAFPI)	NATIONAL	-	7 708 000	7 708 000	-	-	-	-	-	7 708 000
1112-1-12-52-14	APPUI A LA COORDINATION ET RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION FISCALE ET DOUANIERE	NATIONAL	-	18 436 533	18 436 533	-	-	-	-	-	18 436 533
1112-1-12-52-15	COMMUNICATION ET PROMOTION ECONOMIQUE	NATIONAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	APPUI A L'INVESTISSEMENT PRIVE		20 000 000	59 393 022	79 393 022	-	89 300 000			89 300 000	168 693 022
1112-1-12-52-15	APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'UNITE DE GESTION DU PARTENARIAT PUBLIC PRIVE	NATIONAL	-	59 393 022	59 393 022	-	-	-	-	-	59 393 022
1112-1-12-52-16	MISE EN PLACE DE FONDS DE GARANTIE PARTIELLE DE CREDIT POUR LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES/ FDI- (BID/HA-X1030)	NATIONAL	-	-	-	-	32 900 000	BID	DON	32 900 000	32 900 000

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE			
TOTAL			10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 631 841 594	18 761 560 422			37 396 402 216	53 448 311 883
1112-1-12-52-17-	AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES EN HAÏTI (DOING BUSINESS)	OUEST	-	-	-	-	56 400 000	BM	DON	56 400 000	56 400 000
1112-1-12-52-18-	FONDS DE GARANTIE AU DEVELOPPEMENT DES PME	NATIONAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1112-1-12-52-19-	VALORISATION DE CERTAINES ACTIVITES LOCALES GENERATRICES DE REVENUS (GAGNEUR, DEZAFIS, ...)	NATIONAL	20 000 000	-	20 000 000	-	-	-	-	-	20 000 000
1112-1-12-53-	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ACCES AU LOGEMENT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	APPUI AU RELOGEMENT DES PERSONNES SINISTREES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1112-1-12-53-11-	PROREV (SOURCE : BMAPD)	NATIONAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1112-1-12-54-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	-	40 000 000	500 550 000	540 550 000	-	106 737 000	-	-	106 737 000	647 287 000
	RELOGEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	-	-	441 800 000	441 800 000	-	-	-	-	-	441 800 000
1112-1-12-54-11-	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DU PALAIS DES FINANCES (MEF, AGD, DGI)	OUEST	-	441 800 000	441 800 000	-	-	-	-	-	441 800 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	-	40 000 000	58 750 000	98 750 000	-	106 737 000	-	-	106 737 000	205 487 000
1112-1-12-54-12-	TRANSFORMATION DE LA DIRECTION DU TRESOR EN DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE (DGTCPI) ET IMPLANTATION DE NOUVEAUX POSTES COMPTABLES ET DE REGIES (PHASE 2)	OUEST	40 000 000	-	40 000 000	-	-	-	-	-	40 000 000
1112-1-12-54-13-	RENFORCEMENT DE L'UNITE DE COORDINATION DE PROJETS (UCP)	OUEST	-	58 750 000	58 750 000	-	-	-	-	-	58 750 000
1112-1-12-54-14-	APPUI A LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DANS LE SECTEUR PUBLIC-HA-L1018	NATIONAL	-	-	-	-	106 737 000	PIID	DON	106 737 000	106 737 000
1112-1-12-55-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE	-	85 000 000	-	85 000 000	70 000 000	-	-	-	70 000 000	155 000 000
	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENTS DE CENTRES ADMINISTRATIFS	-	45 000 000	-	45 000 000	-	-	-	-	-	45 000 000
1112-1-12-55-11-	CONSTRUCTION DU BUREAU DEPARTEMENTAL DU NORD-OUEST A PORT-DE-PAIX	NORD-OUEST	10 000 000	-	10 000 000	-	-	-	-	-	10 000 000
1112-1-12-55-12-	CONSTRUCTION DU BUREAU DEPARTEMENTAL DU NORD	NORD	15 000 000	-	15 000 000	-	-	-	-	-	15 000 000
1112-1-12-55-13-	CONSTRUCTION D'UN IMMEUBLE DEVANT LOGER LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	CENTRE	15 000 000	-	15 000 000	-	-	-	-	-	15 000 000
1112-1-12-55-14-	CONSTRUCTION DU BATIMENT DEVANT LOGER LE BUREAU DU DISTRICT DE PETIT-GOAVE	OUEST	5 000 000	-	5 000 000	-	-	-	-	-	5 000 000
	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENTS DE CENTRES ADMINISTRATIFS	-	40 000 000	-	40 000 000	70 000 000	-	-	-	70 000 000	110 000 000
1112-1-12-55-15-	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DECONCENTRE D'IMPRESSON DES CHEQUES DU TRESOR DANS LES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES DU MEF	NATIONAL	40 000 000	-	40 000 000	-	-	-	-	-	40 000 000
1112-1-12-55-16-	CONSTRUCTION DE MEDIATHEQUES A PORT DE PAIX	NORD-OUEST	-	-	-	20 000 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	20 000 000	20 000 000
1112-1-12-55-17-	CONSTRUCTION DE MEDIATHEQUES A SAINT LOUIS DU NORD	NORD-OUEST	-	-	-	33 000 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	33 000 000	33 000 000
1112-1-12-55-18-	CONSTRUCTION DE MEDIATHEQUES A JEAN RABEL	NORD-OUEST	-	-	-	17 000 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	17 000 000	17 000 000

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE		
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622		37 396 402 216	53 448 311 883
	1112-2-SERVICES EXTERNES		166 000 000	304 296 996	470 296 996	9 000 000	-		9 000 000	479 296 996
	1112-2-13- INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE		64 000 000	-	64 000 000	9 000 000	-		9 000 000	73 000 000
	1112-2-13-50- PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES		64 000 000	-	64 000 000	9 000 000	-		9 000 000	73 000 000
	PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT NATIONAL ET REGIONAL		64 000 000	-	64 000 000	9 000 000	-		9 000 000	73 000 000
	1112-2-13-50-11- RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT (5EME RECENSEMENT)	NATIONAL	50 000 000	-	50 000 000	-	-		-	50 000 000
	1112-2-13-50-12- DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE ECONOMIQUE (DEVSE)	NATIONAL	14 000 000	-	14 000 000	-	-		-	14 000 000
	1112-2-13-50-13- APPUI AU 5EME RECENSEMENT DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT (RGPH/FNUAP)	NATIONAL	-	-	-	9 000 000	-	BRESIL	DOON	9 000 000
	1112-2-14- DIRECTION GENERALE DU BUDGET		15 000 000	-	15 000 000	-	-		-	15 000 000
	1112-2-14-50- PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		15 000 000	-	15 000 000	-	-		-	15 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		15 000 000	-	15 000 000	-	-		-	15 000 000
	1112-2-14-50-11- RENFORCEMENT DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	NATIONAL	5 000 000	-	5 000 000	-	-		-	5 000 000
	1112-2-14-50-12- SUIVI CONJOINT DES PROGRAMMES ET PROJETS D'INVESTISSEMENTS PUBLICS (MEF/MPCE)	NATIONAL	10 000 000	-	10 000 000	-	-		-	10 000 000
	1112-2-15- DIRECTION GENERALE DES IMPOTS		65 000 000	133 840 120	198 840 120	-	-		-	198 840 120
	1112-2-15-50- PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE		65 000 000	133 840 120	198 840 120	-	-		-	198 840 120
	ORIENTATION DES POLITIQUES BUDGETAIRES ET FISCALES		65 000 000	133 840 120	198 840 120	-	-		-	198 840 120
	1112-2-15-50-11- RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE LA DGI	NATIONAL	40 000 000	133 840 120	173 840 120	-	-		-	173 840 120
	1112-2-15-50-12- EVALUATION ET AMELIORATION DES POTENTIALITES FISCALES DES COMMUNES	NATIONAL	25 000 000	-	25 000 000	-	-		-	25 000 000
	1112-2-16- ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES		10 000 000	170 456 876	180 456 876	-	-		-	180 456 876
	1112-2-16-50- PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE		10 000 000	170 456 876	180 456 876	-	-		-	180 456 876
	ORIENTATION DES POLITIQUES BUDGETAIRES ET FISCALES		10 000 000	170 456 876	180 456 876	-	-		-	180 456 876
	1112-2-16-50-11- MODERNISATION DES STRUCTURES DOUANIERES HAITIENNES	NATIONAL	10 000 000	170 456 876	180 456 876	-	-		-	180 456 876

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE		
TOTAL			18 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622		37 396 402 216	53 448 311 883
1112-2-21-	UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION		6 000 000	-	6 000 000	-	-		-	6 000 000
1112-2-21-50-	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE		6 000 000	-	6 000 000	-	-		-	6 000 000
	ORIENTATION D'UNE POLITIQUE BUDGETAIRE ET FISCALE		6 000 000	-	6 000 000	-	-		-	6 000 000
1112-2-21-50-11-	REINFORCEMENT DES CAPACITES DE L'ULCC	OUEST	6 000 000	-	6 000 000	-	-		-	6 000 000
1112-2-21-	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE		6 000 000	-	6 000 000	-	-		-	6 000 000
1112-2-22-50-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		6 000 000	-	6 000 000	-	-		-	6 000 000
	ACCELERATION DE LA REFORME DE LA FONCTION PUBLIQUE		6 000 000	-	6 000 000	-	-		-	6 000 000
1112-2-22-50-11-	AMENAGEMENT ET EQUIPEMENTS DU BATIMENT DE L'ENAF	OUEST	-	-	6 000 000	-	-		-	6 000 000
1112-2-25-	INSPECTION GENERALE DES FINANCES		-	-	-	-	-		-	-
1112-2-25-50-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		-	-	-	-	-		-	-
	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		-	-	-	-	-		-	-
1112-2-25-50-11-	APPUI A L'INSPECTION GENERALE DES FINANCES	OUEST	-	-	-	-	-		-	-
1113	MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)		989 512 000	-	989 512 000	2 215 448 751	2 575 105 558		4 790 554 309	5 780 066 309
1113-1	SERVICES INTERNES		989 512 000	-	989 512 000	2 215 448 751	2 575 105 558		4 790 554 309	5 780 066 309
1113-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		989 512 000	-	989 512 000	2 215 448 751	2 575 105 558		4 790 554 309	5 780 066 309
1113-1-12-50-	PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES		63 000 000	-	63 000 000	69 587 360	-		69 587 360	132 587 360
	PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT NATIONAL ET REGIONAL		63 000 000	-	63 000 000	69 587 360	-		69 587 360	132 587 360
1113-1-12-50-11-	REINFORCEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE AU NIVEAU DES 10 DEPARTEMENTS	NATIONAL	-	-	13 000 000	-	-		-	13 000 000
1113-1-12-50-12-	ENQUETE SUR LES CAPACITES PRODUCTIVES AGRICOLES SUR TOUT LE TERRITOIRE	NATIONAL	10 000 000	-	10 000 000	-	-		-	10 000 000
1113-1-12-50-13-	MISE EN ŒUVRE DU SYSTEME INSTITUTIONNEL DE PROGRAMMATION ET DE SUIVI-EVALUATION DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	NATIONAL	10 000 000	-	10 000 000	-	-		-	10 000 000
1113-1-12-50-14-	AMELIORATION DE LA FOURNITURE DE DONNEES AGRO-METEOROLOGIQUES ET HYDROLOGIQUES EN SUPPORT A LA PRODUCTION AGRICOLE	NATIONAL	-	-	-	69 587 360	-	CANADA	DON	69 587 360
1113-1-12-50-15-	STIMULATION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS DANS L'AGRICULTURE	NATIONAL	25 000 000	-	25 000 000	-	-		-	25 000 000
1113-1-12-50-16-	ETUDES ET CLASSIFICATION DES SOLS/PROJET PILOTE DANS LES COMMUNES DE GANTHER ET CROIX-DES-BORQUETS	NATIONAL	5 000 000	-	5 000 000	-	-		-	5 000 000
1113-1-12-50-17-	MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE REFORME INSTITUTIONNELLE DU MARNDR	NATIONAL	-	-	-	-	-		-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TYPE	TOTAL RE RECTIFIES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE			
TOTAL			10 294 052 349	5 757 857 298	16 051 909 647	18 634 841 594	15 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 893
1113-1-12-52	PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS		46 500 000	-	46 500 000	-	376 000 000			376 000 000	422 500 000
	GESTION DES BASSINS VERSANTS		36 500 000	-	36 500 000	-	376 000 000			376 000 000	412 500 000
1113-1-12-52-11	AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS DE TERRE NEUVE	ARTIBONITE	10 000 000	-	10 000 000	-	-			-	10 000 000
1113-1-12-52-12	PROTECTION DES INFRASTRUCTURES AGRICOLES ET URBAINES DANS LE BASSIN VERSANT DE LA QUINTE/BAYONNAIS/ENNERY	ARTIBONITE	-	-	-	-	-			-	-
1113-1-12-52-13	RECALIBRAGE DE LA RIVIERE COLOMBIER ET RETABLISSEMENT DES PRISES D'EAU A ANSE ROUGE	ARTIBONITE	5 000 000	-	5 000 000	-	-			-	5 000 000
1113-1-12-52-14	AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS EN AMONT DES SYSTEMES D'IRRIGATION (SAINT-RAPHAEL ET QUANAMINTHE)	NORD-EST	8 000 000	-	8 000 000	-	-			-	8 000 000
1113-1-12-52-15	AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS DANS LE DEPARTEMENT DE L'OUEST	OUEST	8 500 000	-	8 500 000	-	-			-	8 500 000
1113-1-12-52-16	AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS (VOLDROGUE, RIVIERE GLACE, ROSEAUX, AUBRICOT, DAME-MARIE, GRANDANSE, GLENAUDRE)	GRAND'ANSE	5 000 000	-	5 000 000	-	-			-	5 000 000
1113-1-12-52-17	ATTENUATION DES DESASTRES NATURELS DANS LES BASSINS VERSANTS NORD ET SUD-HA-1041	NATIONAL	-	-	-	-	376 000 000	BID	DCU	376 000 000	376 000 000
	CONSTRUCTION DES OUVRAGES DE REGULATION DES CRUES		10 000 000	-	10 000 000	-	-			-	10 000 000
1113-1-12-52-18	AMENAGEMENT ET PROTECTION DES BERGES DES TROIS RIVIERES (PLAISANCE, PORT-DE-PAIX, PILATE)	NORD-OUEST	10 000 000	-	10 000 000	-	-			-	10 000 000
1113-1-12-53	PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL		19 992 000	-	19 992 000	-	-			-	19 992 000
	INTEGRATION ROUTIERE LOCALE		19 992 000	-	19 992 000	-	-			-	19 992 000
1113-1-12-53-11	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DE 250KMS DE PISTES AGRICOLES (PILATE, BORGNE, GROS-MORNE, BARON)	NATIONAL	19 992 000	-	19 992 000	-	-			-	19 992 000
1113-1-12-54	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE		783 020 000	-	783 020 000	1 865 763 480	2 199 105 558			4 064 899 038	4 847 919 038
	ENCADREMENT DES PRATIQUES DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE		263 000 000	-	263 000 000	222 317 680	794 763 058			1 017 080 738	1 280 080 738
1113-1-12-54-11	DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE DE LA PATATE DOUCE (PLAINE DES CAYES, PLAINE DU NORD, GONAIVES, ST-RAPHAEL)	NATIONAL	10 000 000	-	10 000 000	-	-			-	10 000 000
1113-1-12-54-12	DEVELOPPEMENT DES FILIERES CEREALIERES, LEGUMINEUSES ET MARACHIERES DANS LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	ARTIBONITE	50 000 000	-	50 000 000	-	-			-	50 000 000
1113-1-12-54-13	REGENERATION DES PLANTATIONS CAFEIERES A THIOTE	SUD-EST	5 000 000	-	5 000 000	-	-			-	5 000 000
1113-1-12-54-14	CONTROLE INTEGRAL DU SCOLYTE DES CERISES DU CAFE A BEAUMONT	GRAND'ANSE	5 000 000	-	5 000 000	-	-			-	5 000 000
1113-1-12-54-15	AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE: PRODUCTION DE MAIS ET OELFS DANS LE DEPARTEMENT DU SUD-DEA SUD	SUD	-	-	-	11 588 000	-	FRANCE	DON	11 588 000	11 588 000
1113-1-12-54-16	RELANCE DE L'AGRICULTURE A MARIGOT, BASSIN VERSANT (6, BASSIN FESLES, PHASE 4	SUD-EST	-	-	-	19 479 680	-	ESPAGNE	DON	19 479 680	19 479 680
1113-1-12-54-17	DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE DE LA CANNE A SUCRE (USILDD) LEOGANE	OUEST	25 000 000	-	25 000 000	-	-			-	25 000 000
1113-1-12-54-18	REINFORCEMENT DES SERVICES PUBLICS AGRICOLES 2 (RESEPA) BNUP126744	NATIONAL	-	-	-	-	690 000 000	BM	DON	690 000 000	690 000 000

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

			RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					
CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
TOTAL			10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1113-1-12-54-19-	IDENTIFICATION DES ANIMAUX, D'INSPECTION SANITAIRE ET DE TRACABILITE VETERINAIRE	NATIONAL	20 000 000		20 000 000						20 000 000
1113-1-12-54-20-	DEVELOPPEMENT DE L'AVICULTURE DANS LES ZONES FRONTALIERES	NATIONAL	10 000 000		10 000 000						10 000 000
1113-1-12-54-21-	DEVELOPPEMENT DE L'APICULTURE A AQUEN	SUD	5 000 000		5 000 000						5 000 000
1113-1-12-54-22-	CONTROLE DE ZOONOSSES, DES MALADIES ANIMALES INFECTIEUSES ENDEMIQUES ET SURVEILLANCE EPIDEMIOLOGIQUE	NATIONAL	21 000 000		21 000 000						21 000 000
1113-1-12-54-23-	AMELIORATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE EN HAITI/INITIATIVE OMD: CENTRE, ARTIBONITE, NORD, NORD-EST, NORD-OUEST, SUD	NATIONAL					104 763 058	UE	DON	104 763 058	104 763 058
1113-1-12-54-24-	MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE LUTTE PHYTOSANITAIRE CONTRE LES MOUCHES ATTAQUANT LES MANGUES DANS LES GRANDES ZONES PRODUCTRICES (LEOGANE, CROIX DES	OUEST	10 000 000		10 000 000						10 000 000
1113-1-12-54-25-	MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE LUTTE PHYTOSANITAIRE CONTRE LES MOUCHES ATTAQUANT LES MANGUES DANS LES GRANDES ZONES PRODUCTRICES (CAMP-PERRIN, ST	SUD	10 000 000		10 000 000						10 000 000
1113-1-12-54-26-	MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE LUTTE PHYTOSANITAIRE CONTRE LES MOUCHES ATTAQUANT LES MANGUES DANS LES GRANDES ZONES PRODUCTRICES (GROS-MORNE	ARTIBONITE	12 000 000		12 000 000						12 000 000
1113-1-12-54-27-	MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE LUTTE PHYTOSANITAIRE CONTRE LES MOUCHES ATTAQUANT LES MANGUES DANS LES GRANDES ZONES PRODUCTRICES CENTRE	CENTRE	10 000 000		10 000 000						10 000 000
1113-1-12-54-28-	MISE EN OEUVRE D'ACTIVITES D'EPIDEMIOLOGIE VEGETALE	NATIONAL	5 000 000		5 000 000						5 000 000
1113-1-12-54-29-	MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE ET D'HYGIENE DES ALIMENTS (HA-1-1099)	NATIONAL	5 000 000		5 000 000						5 000 000
1113-1-12-54-30-	DEVELOPPEMENT ET VULGARISATION DE PAQUETS TECHNIQUES A PLAIN DES CAYES, THOTTE, BELLADERE, EL DONDON	NATIONAL	10 000 000		10 000 000						10 000 000
1113-1-12-54-31-	RENFORCEMENT DU LABORATOIRE DE TAMARINIER POUR LE CONTROLE DE QUALITE DES PRODUITS ALIMENTAIRES	NATIONAL	5 000 000		5 000 000						5 000 000
1113-1-12-54-32-	PROJET DE FOURNITURE DE SERVICES PUBLICS EN QUARANTAINE ANIMALE ET VEGETALE	NATIONAL	5 000 000		5 000 000						5 000 000
1113-1-12-54-33-	PRODUCTION ET TRANSFORMATION DE LA VIANDE ET DU LAIT	NATIONAL	10 000 000		10 000 000						10 000 000
1113-1-12-54-34-	DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE ET CONTROLE DE CAPRINS	NATIONAL	10 000 000		10 000 000						10 000 000
1113-1-12-54-35-	PROMOTION DE L'ARBORICULTURE FRUITIERE	NATIONAL									
1113-1-12-54-36-	PROTECTION ET MISE EN VALEUR DES MARAIS SALANTS DANS LE DEPARTEMENT DE L'ARTIBONITE	ARTIBONITE	20 000 000		20 000 000						20 000 000
1113-1-12-54-37-	RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LA PRODUCTION DE SEMENCES DE RIZ EN HAITI	NATIONAL				67 500 000		TAIWAN	DON	67 500 000	67 500 000
1113-1-12-54-38-	DEVELOPPEMENT DES FILIERES CEREALIERES DANS LA PLAINE DES CAYES	SUD				123 750 000		TAIWAN	DON	123 750 000	123 750 000
ACCES AUX MATERIELS ET INTRANTS AGRICOLES			297 000 000		297 000 000	73 385 800	564 000 000			637 385 800	934 385 800
1113-1-12-54-39-	SUBVENTION DE FERTILISANTS ET AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE DES CULTURES ET DES SOLS (ST-MARC, PLAINE DES CAYES, ST-RAPHAEL, KENSKOFF, FERRIER)	NATIONAL	170 000 000		170 000 000	73 385 800		PETROCARIBE	EMPRUNT	73 385 800	243 385 800
1113-1-12-54-40-	SUBVENTION DE SEMENCES	NATIONAL	95 000 000		95 000 000						95 000 000
1113-1-12-54-41-	TRANSFERT DE TECHNOLOGIE AUX PETITS AGRICULTEURS DANS LE NORD ET LE NORD-EST- HA-1-1099	NATIONAL					564 000 000	BID	DON	564 000 000	564 000 000

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

62

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE			
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1113-1-12-54-42	APPUI A LA MECANISATION AGRICOLE	NATIONAL	32 000 000		32 000 000						32 000 000
	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE SYSTEMES D'IRRIGATION		223 020 000		223 020 000	1 570 000 000	840 342 500			2 410 342 500	2 633 362 500
1113-1-12-54-43	APPUI A LA VALORISATION DU POTENTIEL AGRICOLE DU NORD POUR LA SECURITE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE (AVANSE)	NORD/NORD-EST				1 104 000 000		USA	DON	1 104 000 000	1 104 000 000
1113-1-12-54-44	REHABILITATION DES PERIMETRES (RAIOURE, DU MAS, ROBINO, ACUL SAMEDI, BAS DES PERCHES) (650 HA)	NORD-EST					231 570 000	FIDA	DON	231 570 000	231 570 000
1113-1-12-54-45	REHABILITATION DES PERIMETRES (ANDREAU, TI CHANSOLME, KATRACAS, LA HATTE, BELLIER, JEAN-PIERRE, VIDAL, POLYD, FONRAMAUX) (615 HA)	NORD-OUEST					164 000 000	FIDA	DON	164 000 000	164 000 000
1113-1-12-54-46	CONSTRUCTION DU BARRAGE DES TROIS (3) RIVIERES	NORD-OUEST	120 000 000		120 000 000						120 000 000
1113-1-12-54-47	REHABILITATION DU BARRAGE DE LA RIVIERE GRINE (CROIX DES BOUQUETS-WINNER) 4000 HA-SOURCE: MARNDR	OUEST				364 000 000		USA	DON	364 000 000	364 000 000
1113-1-12-54-48	REHABILITATION DU PERIMETRE DE L'AVEZAC A CAMP-PERRIN (2000 HA) -SECAL SUD	SUD				102 000 000		FRANCE	DON	102 000 000	102 000 000
1113-1-12-54-49	REHABILITATION DES PERIMETRES (BOHOC, POULIE, DUFALLY, LOS POSOS, FLANDE/ST MARTIN, GOYAVE, SOURCE PEREL) 635 HA	CENTRE					104 625 000	FIDA	DON	104 625 000	104 625 000
1113-1-12-54-51	REHABILITATION DU PERIMETRE DE LATANNERIE (1800 HA)	OUEST									
1113-1-12-54-52	RECALIBRAGE ET DRAGAGE DU CHENAL SALLEE FLOODWAY 9 KMS	ARTIBONITE									
1113-1-12-54-53	REHABILITATION DES PERIMETRES DU NORD-EST, ARTIBONITE, NIPPES, CENTRE, NORD, OUEST	NATIONAL	33 000 000		33 000 000						33 000 000
1113-1-12-54-54	PLAN DIRECTEUR DES PLAINES D'AQUIN ET DE BACONNOIS DANS LE CADRE DU PPI-III (4500 HA)	NIPPES					11 147 500	FIDA	DON	11 147 500	11 147 500
1113-1-12-54-55	CONSTRUCTION DU SYSTEME D'IRRIGATION DE LA PLAINE DE BACONNOIS (ETUDES)	NIPPES	40 000 000		40 000 000						40 000 000
1113-1-12-54-56	REHABILITATION DES PERIMETRES (BONGRIS, DEBARRIERES, LAVIROURE) (1451 HA)	ARTIBONITE	10 000 000		10 000 000						10 000 000
1113-1-12-54-57	PROJET DE GESTION DE L'EAU DANS LE BASSIN DE L'ARTIBONITE (PROGEBI)	ARTIBONITE	20 020 000		20 020 000		329 000 000	BID	DON	329 000 000	349 020 000
1113-1-12-54-58	AMENAGEMENT ET/OU REHABILITATION DES BARRAGES (PROFILIER, YVON) (600 HA)	ARTIBONITE									
1113-1-12-55	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DE LA PECHE		32 000 000		32 000 000	41 657 911				41 657 911	73 657 911
	ENCADREMENT DES PRATIQUES DE PECHE					22 642 576				22 642 576	22 642 576
1113-1-12-55-11	MISE EN OEUVRE D'UNE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE MARITIME EN HAITI	NATIONAL									
1113-1-12-55-12	REINFORCEMENT DE LA PECHE MARITIME DANS LE DEPARTEMENT DU SUD-EST	SUD-EST				22 642 576		ESPAGNE	DON	22 642 576	22 642 576
	AMENAGER LES LACS COLLINAIRES		12 000 000		12 000 000						12 000 000
1113-1-12-55-13	CONSTRUCTION ET MISE EN VALEUR DES LACS COLLINAIRES	NATIONAL	12 000 000		12 000 000						12 000 000

<< LE MONITEUR >>

Spécial No. 2 - Vendredi 27 Mars 2015

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE			
TOTAL			10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 823
	IMPLANTATION DE FERMES AQUICOLES		20 000 000	-	20 000 000	19 015 335	-			19 015 335	39 015 335
1113-1-12-55-14	REHABILITATION ET MISE EN VALEUR DE QUATRE FERMES AQUICOLES	OUEST	10 000 000	-	10 000 000	-	-			-	10 000 000
1113-1-12-55-15	APPUI AU RELANCEMENT DE L'AQUACULTURE ET LA PECHE CONTINENTALE DANS LE SUD-EST, PHASE 4	SUD-EST	-	-	-	19 015 335	-	ESPAGNE	DON	19 015 335	19 015 335
1113-1-12-55-16	EMPOISSSEMENT DES PLANS D'EAU ET LLEVAGE DE POISSON EN BASSINS	NATIONAL	10 000 000	-	10 000 000	-	-			-	10 000 000
1113-1-12-56	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DU SECTEUR DES SERVICES		5 000 000	-	5 000 000	238 500 000	-			238 500 000	243 500 000
	AMELIORATION DE L'ACCES AUX ASSURANCES		5 000 000	-	5 000 000	238 500 000	-			238 500 000	243 500 000
1113-1-12-56-11	SYSTEME DE FINANCEMENT ET D'ASSURANCES AGRICOLES EN HAITI/A034869-001	NATIONAL	5 000 000	-	5 000 000	238 500 000	-	CANADA	DON	238 500 000	243 500 000
11131-2-12-57	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		40 000 000	-	40 000 000	-	-			-	40 000 000
	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES ADMINISTRATIFS		15 000 000	-	15 000 000	-	-			-	15 000 000
1113-1-12-57-11	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DES STRUCTURES DECONCENTREES	NATIONAL	10 000 000	-	10 000 000	-	-			-	10 000 000
1113-1-12-57-12	ETUDES ET CONSTRUCTION DE L'ODN ZONE NORD	NORD	5 000 000	-	5 000 000	-	-			-	5 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		25 000 000	-	25 000 000	-	-			-	25 000 000
1113-1-12-57-13	FORMATION ET ENCADREMENT TECHNIQUE DES ENTREPRENEURS AGRICOLLS (LIMOL, HINCHIL, LEOGANE)	NATIONAL	10 000 000	-	10 000 000	-	-			-	10 000 000
1113-1-12-57-14	ETUDES FONCIERES ET ETABLISSEMENT DE REPERTOIRE DE TERRES AGRICOLES EN HAITI (PRIVEES ET ETAT)	NATIONAL	5 000 000	-	5 000 000	-	-			-	5 000 000
1113-1-12-57-15	SECURISATION FONCIERE/APPUI A L'ACQUISITION DES TITRES LEGAUX EN HAITI	NATIONAL	10 000 000	-	10 000 000	-	-			-	10 000 000
1114	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATIONS		1 261 138 868	1 626 267 053	2 791 405 921	7 117 649 467	7 928 300 193			15 045 949 669	17 933 355 582
1114-1	SERVICES INTERNES		1 165 138 868	1 626 267 053	2 791 405 921	4 708 928 892	7 531 300 193			12 240 229 085	15 031 635 007
1114-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		1 165 138 868	1 626 267 053	2 791 405 921	4 708 928 892	7 531 300 193			12 240 229 085	15 031 635 007
1114-1-12-56	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		45 000 000	705 000 000	750 000 000	-	1 065 044 131			1 065 044 131	1 815 044 131
	MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		45 000 000	705 000 000	750 000 000	-	1 065 044 131			1 065 044 131	1 815 044 131
1114-1-12-50-11	AMELIORATION DU SYSTEME DE CONTROLE DE POIDS DES VEHICULES SUR LES ROUTES, CONSTRUCTION DE 3 STATIONS DE PESAGE A BELLADERE, MORNE A CABRI	NATIONAL	-	-	-	-	200 663 000	UE	DON	200 663 000	200 663 000
1114-1-12-50-12	REPARATION DES MATERIELS ET EQUIPEMENTS LOURDS	NATIONAL	-	-	-	-	-			-	-
1114-1-12-50-13	REHABILITATION ET ENTRETIEN D'INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET D'EQUIPEMENTS URBAINS	NATIONAL	-	-	-	-	-			-	-
1114-1-12-50-14	FINALISATION DES TRAVAUX POST SEISM/MTPTC	NATIONAL	-	705 000 000	705 000 000	-	-			-	705 000 000
1114-1-12-50-15	CONSTRUCTION OU REPARATION DES BATIMENTS LOGEANT LES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	NATIONAL	-	-	-	-	-			-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES		RESSOURCES EXTERNES				SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE					
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 296	10 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622				37 396 402 216	53 448 311 883
1114-1-12-50-16	RECONSTRUCTION DES INSTITUTIONS ET INFRASTRUCTURES (PRE21) DM	NATIONAL					849 760 000		BM	DON	849 760 000	849 760 000
1114-1-12-50-17	RECONSTRUCTION DES MINISTÈRES CLÉS ET DES ADMINISTRATIONS DÉCENTRALISÉES	NATIONAL					14 621 131		UE	DON	14 621 131	14 621 131
1114-1-12-50-18	MODERNISATION DU SYSTÈME DE TRANSPORT	NATIONAL	45 000 000		45 000 000							45 000 000
1114-1-12-51	PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES											
	AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES											
1114-1-12-51-11	TRAVAUX DE DÉMOLITION, D'ENLEVEMENT ET DE GESTION DE DÉCOMBRES DANS LE PÉRIMÈTRE PILOTE DE RECONSTRUCTION DU CENTRE-VILLE DE PORT-AU-PRINCE	OUEST										
1114-1-12-52	PROGRAMME DE RÉNOVATION URBAINE		182 500 000	54 050 000	236 550 000	1 597 957 060	472 624 313				2 070 581 373	2 307 131 373
	RÉNOVATION DE L'URBAIN		182 500 000	54 050 000	236 550 000	1 597 957 060	472 624 313				2 070 581 373	2 307 131 373
1114-1-12-52-11	RÉNOVATION DE LA ROUTE DE FRÈRES	OUEST										
1114-1-12-52-13	RÉHABILITATION DES RUES AU CAP-HAÏTIEN ET AUX ENVIRONS-PHASE 2	NORD	35 000 000		35 000 000							35 000 000
1114-1-12-52-14	RÉHABILITATION DES ROUTES ET DES SYSTÈMES DE DRAINAGE DU CENTRE-VILLE DE PORT-AU-PRINCE	OUEST										
1114-1-12-52-15	RÉNOVATION URBAINE DE LA VILLE DE LIMIL	NORD										
1114-1-12-52-16	APPUI À L'AMÉNAGEMENT ET LA RECONSTRUCTION DES QUARTIERS POUR FACILITER LE RETOUR DES POPULATIONS SINISTRÉES/CLBP	OUEST					472 624 313		LE	DON	472 624 313	472 624 313
1114-1-12-52-17	CONSTRUCTION VIADUC DELMAS NAZON	OUEST				503 354 020			PETROCARIBL	EMPRUNT	503 354 020	503 354 020
1114-1-12-52-18	CONSTRUCTION VIADUC MARINE HAÏTIENNE	OUEST										
1114-1-12-52-19	RÉHABILITATION ET ENTRETIEN DES RUES DANS LA ZONE METROPOLITAINE DE PORT-AU-PRINCE (PETION-VILLE)	OUEST										
1114-1-12-52-21	RÉHABILITATION URBAINE AUX CAYES	SUD										
1114-1-12-52-23	CONSTRUCTION DE LA ROUTE ENTRÉE MINOTERIE A LA NOUVELLE ZONE INDUSTRIELLE	OUEST										
1114-1-12-52-25	CONSTRUCTION DE DEGRAVEURS EN AMONT DU DALOT BOIS MOQUETTL	OUEST	10 000 000		10 000 000							10 000 000
1114-1-12-52-26	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT MEYOUTE	OUEST	43 750 000		43 750 000							43 750 000
1114-1-12-52-27	RÉNOVATION URBAINE A VERRETTES	ARTIBONITE										
1114-1-12-52-28	RÉNOVATION URBAINE A DAME-MARIL	GRAND-ANSE	10 000 000		10 000 000							10 000 000
1114-1-12-52-29	RÉHABILITATION DE LA ROUTE CANAPE-VERT SAINTE MARIE	OUEST	5 000 000		5 000 000							5 000 000
1114-1-12-52-30	TRAVAUX DE VOIRIE URBAINE DANS LA VILLE DE GROS MORNE	ARTIBONITE	10 000 000		10 000 000							10 000 000

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES		RESSOURCES EXTERNES				TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE		
TOTAL			10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622		37 396 402 216	53 448 311 883
1114-1-12-52-31-	REHABILITATION DE LA ROUTE DE TABARRE	OUEST	-	-	-	329 000 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	329 000 000
1114-1-12-52-32-	REHABILITATION DU TRONÇON DE ROUTE GONAIVES-ANSE ROUGE	ARTIBONITE	25 000 000	-	25 000 000	-	-	-	-	25 000 000
1114-1-12-52-33-	REHABILITATION DELMAS 63/CATALPA/DALJA/JONCTION DELMAS 83& 75 (PHASE 2)	OUEST	-	-	-	-	-	-	-	-
1114-1-12-52-34-	REHABILITATION/CONSTRUCTION DU TRONÇON DE DELMAS 65	OUEST	-	-	-	-	-	-	-	-
1114-1-12-52-35-	REHABILITATION ROUTE MEYOTTE-FRERES	OUEST	43 750 000	-	43 750 000	-	-	-	-	43 750 000
1114-1-12-52-36-	ETUDES ET MISE EN PLACE DU PLAN DE RECONSTRUCTION GRAND GOAVE ET PETIT GOAVE (UCP)	OUEST	-	2 350 000	2 350 000	-	-	-	-	2 350 000
1114-1-12-52-37-	PLAN D'AMENAGEMENT GRAND-GOAVE ET PETIT-GOAVE (UCP)	OUEST	-	4 700 000	4 700 000	-	-	-	-	4 700 000
1114-1-12-52-38-	AMENAGEMENT D'INFRASTRUCTURES PHYSIQUES A PETIT-GOAVE (UCP)	OUEST	-	23 500 000	23 500 000	-	-	-	-	23 500 000
1114-1-12-52-39-	AMENAGEMENT D'INFRASTRUCTURES PHYSIQUES A GRAND-GOAVE (UCP)	OUEST	-	23 500 000	23 500 000	-	-	-	-	23 500 000
1114-1-12-52-40-	REHABILITATION URBAINE DE JEREMIE	GRAND-ANSE	-	-	-	-	-	-	-	-
1114-1-12-52-41-	AMENAGEMENT INTEGRE DES QUARTIERS INFORMELS DE PORT AU PRINCE (UE ET AFD)	OUEST	-	-	-	362 813 040	-	FRANCE	DON	362 813 040
1114-1-12-52-42-	REHABILITATION TRONÇON PORT DE PAIX - PORT MARGOT	NATIONAL	-	-	-	355 790 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	355 790 000
1114-1-12-52-43-	REHABILITATION CARREFOUR DUFORT - JACMEI	NATIONAL	-	-	-	47 000 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	47 000 000
1114-1-12-53-	PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL		489 225 735	715 910 217	1 205 135 952	2 538 987 058	4 093 210 484		6 632 197 542	7 837 333 494
	FINALISATION DU MAILLAGE ROUTIER NATIONAL		286 000 000	-	286 000 000	1 663 739 848	4 093 210 484		5 756 950 332	6 042 950 332
1114-1-12-53-11-	REPARATION ET PROTECTION DE PONTS	NATIONAL	-	-	-	-	-	-	-	-
1114-1-12-53-13-	CONSTRUCTION/REHABILITATION DU RESEAU ROUTIER DANS LE SUD ET LA GRAND-ANSE-BID'HA L1019	NATIONAL	-	-	-	-	350 479 000	BID	DON	350 479 000
1114-1-12-53-14-	APPUI AU SECTEUR TRANSPORTS EN HAÏTI (ARTIBONITE, GRAND-ANSE, OUEST, SUD SUD-EST)-HA-L1054	NATIONAL	-	-	-	-	-	-	-	-
1114-1-12-53-15-	REHABILITATION DE LA RN1 (GONAIVES-ENNERVE)- SOURCE MPTTC	ARTIBONITE	-	-	-	-	760 313 472	UE	DON	760 313 472
1114-1-12-53-16-	REHABILITATION DE LA RN1 (ENNERVE-PLAISANCE) - SOURCE MPTTC	NATIONAL	-	-	-	-	-	-	-	-
1114-1-12-53-17-	REHABILITATION DE LA ROUTE CROIX DES BOUQUETS-FONDS PARISIEN	NATIONAL	-	-	-	-	-	-	-	-
1114-1-12-53-18-	TRAVAUX COMPLEMENTAIRES SUR LA ROUTE CARREFOUR PUILBOREAU-MARMELADE	ARTIBONITE	-	-	-	-	-	-	-	-
1114-1-12-53-20-	REHABILITATION DE LA ROUTE CAYES-JEREMIE-A033178-001- SOURCE MPTTC	NATIONAL	-	-	-	658 000 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	658 000 000
1114-1-12-53-21-	REHABILITATION HINCHÉ, ST. RAPHAEL, BARRIERE BATTANT - PHASE I; HINCHÉ, ST-RAPHAEL-COFINANCEMENT (AFD),CENTRE-NORD- SOURCE MPTTC	NORD	-	-	-	-	-	-	-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES		RESSOURCES EXTERNES			SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE				
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1114-1-12-53-22	REHABILITATION HINCHIL ST. RAPHAEL, BARRIERE BATTANT - PHASE 2: ST-RAPHAEL-DONDON ET CARREFOUR MENARD/BARRIERE BATTANT (AFD) CENTRE-NORD/CO	NORD									
1114-1-12-53-23	REHABILITATION THOMASSIQUE / CERCA LA SOURCE	CENTRE					6 673 878	UE	DXN	6 673 878	6 673 878
1114-1-12-53-24	CONSTRUCTION PONT HYPPOLITE (PONT A L'EMBOUCHURE DE LA RIVIERE DU HAUT DU CAP)	NORD					86 528 633	UE	DXN	86 528 633	86 528 633
1114-1-12-53-26	REHABILITATION ROUTE PETITE RIVIERE DE NIPPES/PETIT TROU DE NIPPES	NIPPES				58 387 818		PETROCARIBE	EMPRUNT	58 387 818	58 387 818
1114-1-12-53-27	REHABILITATION TRONCON RNI-FREYCYNEAUNT MARC/BIGOT (GONAIVES), CONSTRUCTION BIGOT-CARREFOUR JOFFRE, BIENNAC-RUE CLERVEAU ET RNI	ARTIBONITE				31 601 813		PETROCARIBE	EMPRUNT	31 601 813	31 601 813
1114-1-12-53-28	REHABILITATION PARTIELLE DE LA ROUTE DE PONT SONDE MIREBALAIS	ARTIBONITE									
1114-1-12-53-30	REHABILITATION DE LA ROUTE MIREBALAIS /HINCHIL/REALLOCATION DE FONDS SUR RN3	CENTRE					415 000 000	UE	DXN	415 000 000	415 000 000
1114-1-12-53-32	CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA RIVIERE MARIGOT/PEREDO	SUD-EST				15 750 217		PETROCARIBE	EMPRUNT	15 750 217	15 750 217
1114-1-12-53-33	CONSTRUCTION DU PONT DE ROSEAUX	GRAND-ANSE									
1114-1-12-53-34	CONSTRUCTION DU PONT DE VOILDROGUE	GRAND-ANSE									
1114-1-12-53-35	CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA RIVIERE DES BARRES RELIANT ST LOUIS DU NORD A ANSE A FOLEUR	NORD-OUEST	138 000 000		138 000 000						138 000 000
1114-1-12-53-36	CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA RIVIERE DU HAUT DU CAP (PONT ILLIE HILL)	NORD									
1114-1-12-53-37	CONSTRUCTION DE PONTS DANS LE NORD-OUEST/AXE CARREFOUR JOFFRE/PORT-DE-PAIX	NORD-OUEST									
1114-1-12-53-38	REHABILITATION DE LA ROUTE LASCAHOBAS-BELLADERE-CACHIMAN	CENTRE									
1114-1-12-53-39	REHABILITATION DES CONTOURNEMENTS DES VILLES DE LASCAHOBAS ET BELLADERE	CENTRE									
1114-1-12-53-42	TRAVAUX D'URGENCE ENTRE CARREFOUR DUFORT ET JACMEI (43Km)	SUD-EST									
1114-1-12-53-43	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT BONNET A GANTHIER (RNS)	OUEST	20 000 000		20 000 000						20 000 000
1114-1-12-53-44	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT GENS DE NANTES SUR L'AXE OUANAMINTHE - CAPOTILLE	NORD-EST	15 000 000		15 000 000						15 000 000
1114-1-12-53-45	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT MAFETY SUR L'AXE ROUTIER DE LA RNS	NORD-EST	10 000 000		10 000 000						10 000 000
1114-1-12-53-46	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT SUR LA RIVIERE GUINAUDEE	GRAND-ANSE	17 000 000		17 000 000						17 000 000
1114-1-12-53-47	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT SAINT-ANNE A ANSE A FOLEUR	NORD-OUEST									
1114-1-12-53-48	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE RNI - DESDUNES	ARTIBONITE									
1114-1-12-53-49	TRAVAUX D'ENTRETIEN DE LA ROUTE THOMAZEAU - CORNILLON - GRAND BOIS	OUEST	26 000 000		26 000 000						26 000 000
1114-1-12-53-50	CARREFOUR PLAIN DU NORD - CARREFOUR MORNE ROUGE RNI	NORD									

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFU	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE		
TOTAL			10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622		37 396 402 216	53 448 311 883
1114-1-12-53-51-	TRAVAUX PONCTUELS D'ENTRETIEN DE LA ROUTE MARGOT-PEREDO - BELLE ANSE	SUD-EST	-						-	-
1114-1-12-53-52-	TRAVAUX PONCTUELS D'ENTRETIEN DE LA ROUTE DE LA VALLEE - BAINET	SUD-EST	-						-	-
1114-1-12-53-53-	TRAVAUX PONCTUELS D'ENTRETIEN DE LA ROUTE CAVAILLON-BONNE FIN - BARADERES	NATIONAL	-						-	-
1114-1-12-53-54-	DALOT SUR L'AUCODHRI A PILATE	NORD	-						-	-
1114-1-12-53-55-	APPUI AU SECTEUR TRANSPORTS EN HAITI IIA-L1054	NATIONAL	-				634 776 501	BID	DON	634 776 501
1114-1-12-53-56-	APPUI AU SECTEUR TRANSPORTS EN HAITI IIA-L1058	NATIONAL	-				852 439 000	BID	DON	852 439 000
1114-1-12-53-57-	APPUI AU SECTEUR TRANSPORTS EN HAITI III IIA-L1079	NATIONAL	-				611 000 000	BID	DON	611 000 000
1114-1-12-53-58-	APPUI AU SECTEUR TRANSPORTS EN HAITI IV IIA-L1089	NATIONAL	-				376 000 000	BID	DON	376 000 000
1114-1-12-53-59-	TRAVAUX D'AMELIORATION DE LA ROUTE MINCHE - CERCA LA SOURCE	CENTRI	-			900 000 000		JAPON	DON	900 000 000
1114-1-12-53-60-	DALOT DOUBLE SUR LA ROUTE LIBERAL A LIMBE	NORD	10 000 000		10 000 000					10 000 000
1114-1-12-53-61-	REHABILITATION DES TRONCONS DE ROUTE EN TERRE BATTUE DANS LE DEPARTEMENT DE L'OUEST	OUEST	-						-	-
1114-1-12-53-62-	REHABILITATION DES TRONCONS DE ROUTE EN TERRE BATTUE DANS LE DEPARTEMENT DU CENTRE	CENTRE	-						-	-
1114-1-12-53-63-	REHABILITATION DE LA ROUTE DE FORT JACQUES	OUEST	-						-	-
1114-1-12-53-64-	CONSTRUCTION DE LA GARE ROUTIERE DU SUD A GRESSIER	OUEST	-						-	-
	AMELIORATION DE LA CIRCULATION URBAINE ET INTERURBAINE		-	715 910 217	715 910 217	51 982 940			51 982 940	767 893 157
1114-1-12-53-65-	REHABILITATION ET ENTRETIEN DE LA ROUTE BAIE DE L'ACUL /BARRIERE BATTANT/MILOI (RN3) ET BARRIERE BATTANT /SANS SOUCL/VILLE MILOI	NORD	-						-	-
1114-1-12-53-66-	CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA RIVIERE GAUCHE (Rte Jacmel-La vallée de Jacmel)	SUDEST	-			51 982 940		PITROCARIBE	EMPRUNT	51 982 940
1114-1-12-53-67-	ENTRETIEN DE ROUTES INTERURBAINES	NATIONAL	-	431 290 547	431 290 547				-	431 290 547
1114-1-12-53-68-	REHABILITATION ET/OU ENTRETIEN DE ROUTES A PETIT- GOAVE	OUEST	-						-	-
1114-1-12-53-69-	REHABILITATION ROUTE PIGNON /BOUQUERONNE GARDE SIXIEME SAINT MICHEL	NORD	-						-	-
1114-1-12-53-71-	ENTRETIEN DE ROUTES URBAINES	NATIONAL	-	184 838 806	184 838 806				-	184 838 806
1114-1-12-53-72-	TRAVAUX PONCTUELS D'URGENCE	NATIONAL	-	99 780 864	99 780 864				-	99 780 864
	INTEGRATION ROUTIERE LOCALE		-						-	-
1114-1-12-53-73-	REHABILITATION DE LA ROUTE JACMEL / LA VALLEE DE JACMEL	SUDEST	-						-	-

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

68

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES		RESSOURCES EXTERNES					TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE		
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
	REHABILITATION ET CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES ET AEROPORTUAIRES		203 225 735	-	203 225 735	823 264 270	-			823 264 270	1 026 490 005
1114-1-12-53-74	ETUDES DE FAISABILITE DES PORTS DANS LE NORD D'HAITI	NORD	-	-	-	66 564 270	-	USA	DON	66 564 270	66 564 270
1114-1-12-53-75	CONSTRUCTION DE STRUCTURES D'IRRIGATION A SAUT DU BARRI (NIPPE), MARRON (SUD-EST) ET TROIS RIVIERES (NORD-OUEST)	NATIONAL	-	-	-	164 500 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	164 500 000	164 500 000
1114-1-12-53-77	REPARATION DU PORT DES CAYES	SUD	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1114-1-12-53-78	CONSTRUCTION AEROGARE DE PORT DE PAIX	NORD-OUEST	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1114-1-12-53-79	CONSTRUCTION GARE ROUTIERE ET MARCHE PUBLIC A MIRAGOANE (INCLUANT LA SUPERVISION)	NIPPE	-	-	-	404 200 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	404 200 000	404 200 000
1114-1-12-53-80	CONSTRUCTION DU TERMINAL DE L'AEROPORT DES CAYES (ANTOINE SIMON)	SUD	-	-	-	188 000 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	188 000 000	188 000 000
1114-1-12-53-81	CONSTRUCTION DE LA GARE ROUTIERE DES CAYES	SUD	7 000 000	-	7 000 000	-	-	-	-	-	7 000 000
1114-1-12-53-82	REHABILITATION DE LA ROUTE CARREFOUR CHARLES-CORAIL	GRAND-ANSE	12 000 000	-	12 000 000	-	-	-	-	-	12 000 000
1114-1-12-53-83	REHABILITATION DU TRONCON DE ROUTE A MORNE CHIEN	NORD-OUEST	8 000 000	-	8 000 000	-	-	-	-	-	8 000 000
1114-1-12-53-84	CONSTRUCTION DU PONT A DAME MARIE	GRAND-ANSE	40 000 000	-	40 000 000	-	-	-	-	-	40 000 000
1114-1-12-53-85	REHABILITATION DU TRONCON DE ROUTE LILAVOIS-BON REPOS/CROIX DES BOUCHAIS	OUEST	122 559 227	-	122 559 227	-	-	-	-	-	122 559 227
1114-1-12-53-86	PERCE ET REHABILITATION DE ROUTE A L'ILE DE LA TORTUE	NORD-OUEST	13 666 598	-	13 666 598	-	-	-	-	-	13 666 598
1114-1-12-54	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ACCES AUX SERVICES DE SANTE		349 474 406	-	349 474 406	-	1 005 800 000			1 005 800 000	1 355 274 406
	LUTTE CONTRE LES MALADIES ENDEMIQUES ET LES EPIDEMIES		-	-	-	-	1 005 800 000			1 005 800 000	1 005 800 000
1114-1-12-54-11	DRAGAGE DES EXUTOIRES ET DE LA BAIE DES RAVINES DE PORT-AU-PRINCE	OUEST	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1114-1-12-54-12	EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL-ARTIBONITE-GRAND-ANSE-OUEST (HA-1.1007) EAU POTABLE	NATIONAL	-	-	-	-	117 500 000	BID	DON	117 500 000	117 500 000
1114-1-12-54-13	EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (EPA) VILLES INTERMEDIAIRES (II) (ARTIBONITE, NORD, NORD-EST, NORD-OUEST, SUD, SUD-EST-11A-1.1039	NATIONAL	-	-	-	-	188 000 000	BID	DON	188 000 000	188 000 000
1114-1-12-54-14	EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (EPA) VILLES INTERMEDIAIRES (II) (ARTIBONITE, NORD, NORD-EST, NORD-OUEST, SUD, SUD-EST-11A-1.1013	NATIONAL	-	-	-	-	263 200 000	BID	DON	263 200 000	263 200 000
1114-1-12-54-15	TRAVAUX EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT POUR PORT-AU-PRINCE-11A-1.1044	OUEST	-	-	-	-	61 100 000	BID	DON	61 100 000	61 100 000
1114-1-12-54-16	EAU ET SANITATION A PORT-AU-PRINCE-11A-1.1021	OUEST	-	-	-	-	376 000 000	BID	DON	376 000 000	376 000 000
	RENFORCEMENT ET MISE EN PLACE DE SYSTEMES DE GESTION DE DECHETS SOLIDES		349 474 406	-	349 474 406	-	-	-	-	-	349 474 406
1114-1-12-54-17	INTERVENTION DANS LES ZONES FRAGILES (ASSAINISSEMENT)	NATIONAL	140 000 000	-	140 000 000	-	-	-	-	-	140 000 000
1114-1-12-54-18	TRAVAUX DE CURAGE ET DE PROTECTION DES BERGES DE LA RIVIERE DES BARADERES	NIPPE	-	-	-	-	-	-	-	-	-

<< LE MONITEUR >>

Special No. 2 - Vendredi 27 Mars 2015

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE		
TOTAL			10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622		37 396 402 216	53 448 311 883
1114-1-12-54-19	CURAGE, RECALIBRAGE, RENFORCEMENT DE DIGUE RIVIERE LA QUINTE ET RAVINE DURE	NIPPEN	209 474 406		209 474 406				-	209 474 406
1114-1-12-55	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ELECTRICITE DU PAYS		98 938 727	151 306 836	250 245 563	571 984 774	894 621 265		1 466 606 039	1 716 851 602
	RENFORCEMENT DE LA CAPACITE DE PRODUCTION D'ENERGIE ELECTRIQUE		-	-	-	571 984 774	423 470 000		995 454 774	995 454 774
1114-1-12-55-11	APPUI AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ENERGIE	NATIONAL	-	-	-				-	-
1114-1-12-55-12	REHABILITATION DE LA CENTRALE ELECTRIQUE DE PELIGRE HA-L1032	CENTRE	-	-	-		5 170 000	BID	5 170 000	5 170 000
1114-1-12-55-13	REHABILITATION DE LA CENTRALE ELECTRIQUE DE PELIGRE-HA-L1038	CENTRE	-	-	-		418 300 000	BID	418 300 000	418 300 000
1114-1-12-55-14	REHABILITATION DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE PELIGRE	CENTRE	-	-	-	92 947 500	-	ALLEMAGNE	92 947 500	92 947 500
1114-1-12-55-15	SERVICE SEMI AUTONOME EN ELECTRICITE	NATIONAL	-	-	-	479 037 274	-	CANADA	479 037 274	479 037 274
	ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE TRANSPORT D'ENERGIE ELECTRIQUE		41 000 000	151 306 836	192 306 836	-	-		-	192 306 836
1114-1-12-55-19	EXTENSION DE RESEAUX SUR GROS-MORNE, SAINT-MICHEL DE L'ATTALAYE ET ENNERY	ARTIBONITE	-	151 306 836	151 306 836				-	151 306 836
1114-1-12-55-23	EXTENSION RESEAU HINCHE/ PAPAYE/ BASSIN ZIM	CENTRE	-	-	-				-	-
1114-1-12-55-24	EXTENSION DU RESEAU THOMASSIQUE/CERCA LA SOURCE	CENTRE	30 000 000		30 000 000				-	30 000 000
1114-1-12-55-27	INTERCONNECTION DES RESEAUX DE ST-MICHEL DE L'ATTALAYE/MARMELADE	ARTIBONITE	11 000 000		11 000 000				-	11 000 000
	ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE		50 000 000	-	50 000 000	-	441 800 000		441 800 000	491 800 000
1114-1-12-55-33	EXTENSION ET REHABILITATION RESEAU LAS-CAHOBAS/BELLADERE	CENTRE	-	-	-				-	-
1114-1-12-55-36	REHABILITATION DU RESEAU DE DISTRIBUTION DE L'ELECTRICITE A PORT-AU-PRINCE HA - L1014	OUEST	-	-	-		89 300 000	BID	89 300 000	89 300 000
1114-1-12-55-37	APPUI SUPPLEMENTAIRE AU RESEAU DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE A PORT-AU-PRINCE-HA- L1035	OUEST	-	-	-		352 500 000	BID	352 500 000	352 500 000
1114-1-12-55-38	CONSTRUCTION D'UNE SOUS-STATION DE 20 MVA A PELIGRE POUR L'ALIMENTATION DE HINCHE & BELLADERE	CENTRE	50 000 000		50 000 000				-	50 000 000
1114-1-12-55-39	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TROIS CENTRALES ELECTRIQUES	NATIONAL	-	-	-				-	-
	AMELIORATION DE LA COMMERCIALISATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE		7 938 727	-	7 938 727	-	29 351 265	0	29 351 265	37 289 992
1114-1-12-55-40	RECONSTRUCTION DE L'INFRASTRUCTURE ENERGETIQUE BM/P127203	NATIONAL	-	-	-		29 351 265	BM	29 351 265	29 351 265
1114-1-12-55-41	ELECTRIFICATION DE LA COLLINE D'AQUIN (PHASE 1)	SUD	7 938 727		7 938 727		-		-	7 938 727

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

70

<< LE MONITEUR >>

Spécial No. 2 - Vendredi 27 Mars 2015

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE					
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 741 560 622				37 396 402 216	53 448 311 883
	1114-2.SERVICES EXTERNES		96 000 000	-	96 000 000	2 408 720 575	397 000 000				2 805 720 575	2 901 720 575
	1114-2-15- LABOR. NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAV. PUBL.		5 000 000	-	5 000 000	-	-				-	5 000 000
	1114-2-15-50- PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000	-	5 000 000	-	-				-	5 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		5 000 000	-	5 000 000	-	-				-	5 000 000
	1114-2-15-50-11- MISE EN PLACE DU LABORATOIRE DE CIMENT AU LNHTP	OUEST	5 000 000	-	5 000 000	-	-				-	5 000 000
	MISE EN PLACE DU LABORATOIRE DE CONTROLE DE L'ACIER AU LNHTP MISE EN PLACE DES NORMES DU POSTE DES PRODUITS NOIRS EN VUE DE L'ACCREDITATION ISO	OUEST	-	-	-	-	-				-	-
	1114-2-15-51- PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINERALES ET ENERGETIQUES		-	-	-	-	-				-	-
	METTRE EN VALEUR LES RESSOURCES MINIERES		-	-	-	-	-				-	-
	1114-2-15-51-11- MISE EN VALEUR DES SOURCES DE GRANULAT	OUEST	-	-	-	-	-				-	-
	1114-2-16- OFFICE NATIONAL DU CADASTRE		-	-	-	-	-				-	-
	1114-2-16-50- PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE		-	-	-	-	-				-	-
	RESPECT DU DROIT A LA PROPRIETE		-	-	-	-	-				-	-
	MONTAGE D'UN SYSTEME D'INFORMATION CADASTRALE		-	-	-	-	-				-	-
	1114-2-16-50-11- CARREFOUR, CROIX-DES-BOUQUETS, PITION-VILLI, TABARRE, DELMAS ET JACMEI	OUEST	-	-	-	-	-				-	-
	1114-2-19- BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE		35 000 000	-	35 000 000	-	-				-	35 000 000
	1114-2-19-50- PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINERALES ET ENERGETIQUES		26 600 000	-	26 600 000	-	-				-	26 600 000
	METTRE EN VALEUR LES RESSOURCES MINIERES		6 610 000	-	6 610 000	-	-				-	6 610 000
	1114-2-19-50-11- PROMOTION ET RATIONNALISATION DES MARAIS SALANTS DANS LES COMMUNES DE CARACOL, AQUIN (PHASE 1), BAIE DE HENNE, CORIDON ET ANSE ROUGE (PHASE 2)	NATIONAL	2 500 000	-	2 500 000	-	-				-	2 500 000
	1114-2-19-50-12- MISE EN PLACE D'UN CADASTRE MINIER SUR LE TERRITOIRE (NORD, NORD-EST, CENTRE ET OUEST (PHASE 1); NORD-OUEST, NIPPES, SUD, GRAND-ANSE, SUD-EST: (Phase 2)	NATIONAL	4 110 000	-	4 110 000	-	-				-	4 110 000
	EXPLOITATION DURABLE DES CARRIERES		5 000 000	-	5 000 000	-	-				-	5 000 000
	1114-2-19-50-13- GESTION RATIONNELLE DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET CONTROLE DES ACTIVITES MINIERES SUR LE TERRITOIRE (ZONE METROPOLITAINE DE PAP ET REGION NORD)	NATIONAL	5 000 000	-	5 000 000	-	-				-	5 000 000
	AMELIORATION DU BILAN ENERGETIQUE		14 990 000	-	14 990 000	-	-				-	14 990 000
	1114-2-19-50-16- REDUCTION DE LA MENACE SISMIQUE	NATIONAL	8 000 000	-	8 000 000	-	-				-	8 000 000
	1114-2-19-50-17- PROMOTION D'ENERGIE NOUVELLE	NATIONAL	6 990 000	-	6 990 000	-	-				-	6 990 000

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE			
TOTAL			10 294 652 369	5 757 857 398	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1114-2-19-51-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		8 400 000	-	8 400 000	-	-			-	8 400 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		8 400 000	-	8 400 000	-	-			-	8 400 000
1114-2-19-51-11-	RECONSTRUCTION DES LOCAUX DU BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	OUEST	8 400 000	-	8 400 000	-	-			-	8 400 000
1114-2-21-	CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS		-	-	-	940 000 000	-			940 000 000	940 000 000
1114-2-21-50-	PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE		-	-	-	940 000 000	-			940 000 000	940 000 000
	RENOVATION DE L'URBAIN		-	-	-	940 000 000	-			940 000 000	940 000 000
1114-2-21-50-11-	REHABILITATION DU TRONCON DE ROUTE CARREFOUR 44/COTE DE FER	SUD-EST	-	-	-	940 000 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	940 000 000	940 000 000
1114-2-22-	DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT		56 000 000	-	56 000 000	1 468 720 575	397 000 000			1 865 720 575	1 921 720 575
1114-2-22-50-	PROGRAMME D'EXTENSION DES SERVICES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT		56 000 000	-	56 000 000	1 468 720 575	397 000 000			1 865 720 575	1 921 720 575
	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE RESEAUX D'EAU POTABLE		56 000 000	-	56 000 000	294 220 575	279 500 000			573 720 575	629 720 575
1114-2-22-50-11-	REHABILITATION ET EXTENSION DES SAEP DE: MONT-ORGANISE, GRANDE SAVANE, CARICUL, SAVANE LONGUE, LIMONADE/TROU DU NORD, TERRIER ROUGE, CARACOL.	NORD-EST	8 000 000	-	8 000 000	-	-			-	8 000 000
1114-2-22-50-12-	REHABILITATION ET EXTENSION DES SAEP DE: CHANSOLME, DESGRANGES, ST LOUIS DU NORD, VILLE BASSIN BLEU, FOISSON, MEYANCE/ANSE A FOLEUR, MOLE ST NICOLAS, VILLE DE LA TORTUE, JEAN-RABEL.	NORD-OUEST	8 000 000	-	8 000 000	-	-			-	8 000 000
1114-2-22-50-13-	REHABILITATION ET EXTENSION DES SAEP DE: BAS LIMBE, LIMONADE, PLAINE DU NORD, CHABOTTE/LIMBE, PILATE, VILLE DE BORGNE	NORD	8 000 000	-	8 000 000	-	-			-	8 000 000
1114-2-22-50-15-	CONSTRUCTION D'UN RESEAU D'EAU ET D'UN RESERVOIR A LEOGANE-JICA	OUEST	-	-	-	294 220 575	-	JAPON	DON	294 220 575	294 220 575
1114-2-22-50-17-	CONSTRUCTION DE CHATEAU D'EAU 1500 M3 ET DE STATION DE POMPAGE/CAYES- BID/OPEP	SUD	-	-	-	-	279 500 000	OPEP	DON	279 500 000	279 500 000
1114-2-22-50-18-	REHABILITATION ET EXTENSION DU SAEP DE GERMONT LAHATE/DAME MARIE, LES IROIS, DUCHITTY/CHANTALL, GERMONT LAHATE/DAME MARIE, KASAVON, ANSE DU CLERCK/ABRICOT, CORAIL, ANSE D'HAINGULT, DAME MARIE	GRAND-ANSE	8 000 000	-	8 000 000	-	-			-	8 000 000
1114-2-22-50-20-	REHABILITATION ET EXTENSION RESEAUX SAEP DE: PETIT-TROU/BATARDEAU, L'ASILE, TI FRANCOIS/PLAISANCE, BARADERES, JOVANGE CADILLAC/MIRAGOANE, LAVAL/ANSE A VEAU, CHARLIER/PETITE RIVIERE DE NIPPIES, SOURCE QUETANT/ANSE A VEAU, BARREAU IERE SECTION,	NIPPIES	8 000 000	-	8 000 000	-	-			-	8 000 000

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

RESSOURCES NATIONALES						RESSOURCES EXTERNES					
CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 741 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1114-2-22-50-21-	REHABILITATION ET EXTENSION DES SAEP DE: GRAND L'ATANIER THINCHIE, L'ASCAIOBAS, SAVANETTE, THOMONDE, THINCHIE, GASCOGNE/MIREBALAIS	CENTRE	8 000 000		8 000 000						8 000 000
1114-2-22-50-22-	REHABILITATION ET EXTENSION DES SAEP DE: TERRE NEUVE, GONAIVES, DUCLOS LESTERE/DES DUNES, L'ACHAPELLE	ARTIBONITE	8 000 000		8 000 000						8 000 000
	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE RESEAUX D'ASSAINISSEMENT					1 174 500 000	117 500 000			1 292 000 000	1 292 000 000
1114-2-22-50-23-	PROGRAMME EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT/DINEPA (ARTIBONITE, GRAND ANSE, OUEST) -HA-L1007	NATIONAL					117 500 000	BID	DON	117 500 000	117 500 000
1114-2-22-50-27-	REFORME ET INVESTISSEMENT DANS LE SECTEUR DE L'EAU POTABLE EN HAITEAECID	NATIONAL				1 174 500 000		ESPAGNE	DON	1 174 500 000	1 174 500 000
1115	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (MCI)		90 000 000		90 000 000	17 131 594	430 305 632			447 437 226	537 437 226
1115-1	SERVICES INTERNES		90 000 000		90 000 000	17 131 594	430 305 632			447 437 226	537 437 226
1115-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		90 000 000		90 000 000	17 131 594	430 305 632			447 437 226	537 437 226
1115-1-12-50-	PROGRAMME DE REVISION DU CADRE LEGAL										
	MODERNISATION DU CADRE LEGAL DES AFFAIRES										
1115-1-12-50-11-	MODERNISATION DU CADRE JURIDIQUE DES AFFAIRES	NATIONAL									
1115-1-12-51-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000		5 000 000		34 843 542			34 843 542	39 843 542
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE						34 843 542			34 843 542	34 843 542
1115-1-12-51-11-	APPUI AU MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE/ONUDI	NATIONAL					34 843 542	UE	DON	34 843 542	34 843 542
	RELOGEMENT ET EQUIPEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000		5 000 000						5 000 000
1115-1-12-51-13-	RENFORCEMENT DES CAPACITES D'INTERVENTION DE L'OFFICE DES POSTES D'HAITI	OUEST									
1115-1-12-51-14-	APPUI AU DEVELOPPEMENT DES CAPACITES DE LA SONAPI	OUEST	5 000 000		5 000 000						5 000 000
1115-1-12-52-	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE		5 000 000		5 000 000						5 000 000
	RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE		5 000 000		5 000 000						5 000 000
1115-1-12-52-11-	APPUI A LA MODERNISATION ET LA DYNAMISATION DES ASSOCIATIONS DE DEFENSE DES CONSOMMATEURS HAITIENS	NATIONAL	5 000 000		5 000 000						5 000 000

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

			RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					
CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
TOTAL			10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1115-1-12-53	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE		62 000 000	-	62 000 000	17 131 594	138 474 000			155 605 594	217 605 594
APPUI A L'INVESTISSEMENT PRIVE			62 000 000	-	62 000 000	17 131 594	138 474 000			155 605 594	217 605 594
1115-1-12-53-11	MISE EN PLACE DU CENTRE DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE ET DE L'ENTREPRENEURIAT-CDEE	NATIONAL	12 000 000		12 000 000					-	12 000 000
1115-1-12-53-12	MISE EN ŒUVRE D'ACTIVITES DE RENFORCEMENT A LA CREATION ET A LA GESTION DES ENTREPRISES	NATIONAL	45 000 000		45 000 000	17 131 594		PETROCARIBE	EMPRUNT	17 131 594	62 131 594
1115-1-12-53-13	APPUI A LA FORMALISATION ET CAPITALISATION DE 20000 MICRO-ENTREPRISES RECENSEES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE	NATIONAL	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1115-1-12-53-19	DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE VIA LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT (HIA-L1078)	NATIONAL	-		-	-	132 822 000	BIU	DON	132 822 000	132 822 000
1115-1-12-53-20	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE VIA LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT (HIA-L1078)	NATIONAL	-		-	-	2 826 000	BIU	DON	2 826 000	2 826 000
1115-1-12-53-21	PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (CFI et MEF)	NATIONAL	-		-	-	2 826 000	BIU	DON	2 826 000	2 826 000
1115-1-12-54	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL		18 000 000	-	18 000 000	-	256 988 090			256 988 090	274 988 090
AMENAGEMENT DES ZONES INDUSTRIELLES/MANUFACTURIERES			18 000 000	-	18 000 000	-	256 988 090			256 988 090	274 988 090
1115-1-12-54-11	APPUI AU DEVELOPPEMENT DES ZONES FRANCHES D'EXPORTATION SUR LA FRONTIERE HAÏTIANO-DOMINICAINE-CONSTRUCTION D'UN AGRO VILLAGE A MORNE CASSE	NORD EST	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1115-1-12-54-15	MISE EN PLACE ET GESTION DE MICRO PARCS ET DE CENTRALES D'ACHAT ET DE DISTRIBUTION	NATIONAL	8 000 000		8 000 000		220 107 904	UE	DON	220 107 904	228 107 904
1115-1-12-54-16	PROGRAMME BINATIONAL HAÏTI/REPUBLIQUE DOMINICAINE (CARIBBEAN EXPORT)	NATIONAL	-		-		36 880 186	UE	DON	36 880 186	36 880 186
1115-1-12-54-17	DEVELOPPEMENT D'UN PARC INDUSTRIEL A MORNE A CABRI	OUEST	-		-					-	-
1116	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT		533 000 000	-	533 000 000	170 897 310	47 000 000			217 897 310	750 897 310
1116-1	SERVICES INTERNES		533 000 000	-	533 000 000	170 897 310	47 000 000			217 897 310	750 897 310
1116-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		533 000 000	-	533 000 000	170 897 310	47 000 000			217 897 310	750 897 310
1116-1-12-51	PROGRAMME DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT		220 000 000	-	220 000 000	-	47 000 000			47 000 000	267 000 000
GESTION ET DEVELOPPEMENT DES USAGES DU BOIS			220 000 000	-	220 000 000	-	47 000 000			47 000 000	267 000 000
1116-1-12-51-13	CAMPAGNE NATIONALE DE REBOISEMENT	NATIONAL	170 000 000		170 000 000					-	170 000 000

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE					
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622				37 396 402 216	53 448 311 883
1116-1-12-51-15-	MODERNISATION ET DYNAMISATION DES CORPS DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE	NATIONAL	50 000 000		50 000 000							50 000 000
1116-1-12-51-17-	PROTECTION DU PARC MACAYA	SUD					47 000 000		IID	DON	47 000 000	47 000 000
1116-1-12-51-18-	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	NATIONAL										
1116-1-12-52-	PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS		300 000 000		300 000 000	170 897 310					170 897 310	470 897 310
	PROTECTION DES BASSINS VERSANTS		300 000 000		300 000 000	170 897 310					170 897 310	470 897 310
1116-1-12-52-11-	GESTION AMENAGEMENT ET PROTECTION DES BASSINS VERSANTS DU MORNE DE L'HOPITAL SURPLOMBANT TOUTE LA PARTIE SUD DE LA REGION METROPOLITAINE DE PORT-AU-PRINCE	OUEST	60 000 000		60 000 000							60 000 000
1116-1-12-52-12-	PRESERVATION ET RESTAURATION DES MILIEUX NATURELS TRES VULNERABLES NON COUPRES LES AIRES PROTEGEES	NATIONAL										
1116-1-12-52-19-	GESTION DES CRUES ET PROTECTION DE LA POPULATION CONTRE LES INONDATIONS-PHASE 2	NATIONAL	120 000 000		120 000 000							120 000 000
1116-1-12-52-22-	PROTECTION DE LA VILLE DES CAYES CONTRE LES CRUES DE LA RAVINE DU SUD ET MADAN SAMEDI	SUD	50 000 000		50 000 000							50 000 000
1116-1-12-52-26-	PROTECTION DE LA VILLE DE JACMEI CONTRE LES CRUES DES RIVIERES DES ZORANGERS ET LA GOSSELINE	SUD-EST				151 875 000			FRANCE	DON	151 875 000	151 875 000
1116-1-12-52-31-	PROTECTION DE TROU CAIMAN	OUEST				19 022 310			ESPAGNE	DON	19 022 310	19 022 310
1116-1-12-52-32-	DRAINAGE ET PROTECTION DE LA VILLE DE OUANAMINTHE CONTRE LES CRUES DE LA RIVIERE DU MASSACRE	NORD-EST	70 000 000		70 000 000							70 000 000
1116-1-12-52-33-	PROTECTION DU VILLAGE DE BORGNE ET DE PETIT-BOURG DE BORGNE	NORD										
1116-1-12-52-34-	PROTECTION EN AMONT DES SOURCES D'EAU EXPLOITEES EN MILIEU RURAL	NATIONAL										
1116-1-12-53-	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE		10 000 000		10 000 000							10 000 000
	APPUI A L'INVESTISSEMENT PRIVE		10 000 000		10 000 000							10 000 000
1116-1-12-53-12-	MISE EN PLACE ET ENTRETIEN DES STATIONS SISMOLOGIQUES	NATIONAL	10 000 000		10 000 000							10 000 000

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

			RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES						
CORE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF	
	TOTAL		10 294 052 369	5 257 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883	
1116-1-12-54	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		3 000 000	-	3 000 000	-	-			-	3 000 000	
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		3 000 000	-	3 000 000	-	-			-	3 000 000	
1116-1-12-54-12	GESTION ET ENTRETIEN DES AIRES PROTEGEES	OUEST	-	-	-	-	-			-	-	
1116-1-12-54-14	MISE EN PLACE DU CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE RECHERCHES ENVIRONNEMENTALES	OUEST	3 000 000	-	3 000 000	-	-			-	3 000 000	
1116-1-12-54-15	STRUTURATION DE L'UNITE D'ETUDES ET DE PROGRAMMATION (UEP)	OUEST	-	-	-	-	-			-	-	
1117	MINISTERE DU TOURISME		84 600 000	50 000 000	134 600 000	112 613 799	131 601 400			244 215 199	378 815 199	
1117-1	SERVICES INTERNES		84 600 000	50 000 000	134 600 000	112 613 799	131 601 400			244 215 199	378 815 199	
1117-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		84 600 000	50 000 000	134 600 000	112 613 799	131 601 400			244 215 199	378 815 199	
1117-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		40 600 000	-	40 600 000	-	-			-	40 600 000	
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		40 600 000	-	40 600 000	-	-			-	40 600 000	
1117-1-12-50-11	MISE EN PLACE DE L'INSTITUT NATIONAL DE FORMATION HOTELIERE ET TOURISTIQUE (INFORTH) (Phase II)	OUEST	7 600 000	-	7 600 000	-	-			-	7 600 000	
1117-1-12-50-12	MISE EN PLACE DU BUREAU DE STANDARDISATION ET DES NORMES	OUEST	5 000 000	-	5 000 000	-	-			-	5 000 000	
1117-1-12-50-13	MISE EN PLACE DU SYSTEME D'INFORMATION S STATISTIQUES TOURISTIQUES (SIT) (Phase I)	NATIONAL	4 500 000	-	4 500 000	-	-			-	4 500 000	
1117-1-12-50-15	AMENAGEMENT DE KIOSQUES D'INFORMATION DANS LES REGIONS TOURISTIQUES (NORD, SUD, OUEST, SUD-EST...)	NATIONAL	10 500 000	-	10 500 000	-	-			-	10 500 000	
1117-1-12-50-16	CONSTRUCTION DE L'ECOLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE	OUEST	13 000 000	-	13 000 000	-	-			-	13 000 000	
1117-1-12-51	PROGRAMME D'APPEL AU DEVELOPPEMENT DU TOURISME		44 000 000	50 000 000	94 000 000	112 613 799	131 601 400			244 215 199	338 215 199	
	DEVELOPPEMENT DU TOURISME BALNEAIRE		36 500 000	50 000 000	86 500 000	99 791 434	131 601 400			231 392 834	317 892 834	
1117-1-12-51-11	AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LE SUD-EST (ETANG BOSSIER, MOULIN PRICE, SEGUIN...)	SUD-EST	-	-	-	-	-			-	-	
1117-1-12-51-12	AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LA REGION DU CENTRE ARTIBONITE (MARCHANG DESSALINES, ENNERY, PETITE RIVIERE DE L'ARTIBONITE...)	ARTIBONITE	3 000 000	-	3 000 000	-	-			-	3 000 000	
1117-1-12-51-13	AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LE NORD (MILOT, BAS-LIMSE, CAP-HAITIEN...)	NORD	10 500 000	-	10 500 000	-	-			-	10 500 000	
1117-1-12-51-14	PROMOTION DU TOURISME (PHASE II)	NATIONAL	10 000 000	50 000 000	60 000 000	-	-			-	60 000 000	

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

RESSOURCES NATIONALES						RESSOURCES EXTERNES					
CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
TOTAL			10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1117-1-12-51-15-	AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LE SUD (ILES A VACHE, COTE AUX CAMP PERRIN...)	SUD	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1117-1-12-51-16-	MISE EN PLACE DE CIRCUITS TOURISTIQUES DANS LES REGIONS PRIORITAIRES (NORD-OUEST, ARTIBONITE, GRAND-ANSE, NORD)	NATIONAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1117-1-12-51-17-	AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS L'OUEST (PLATEAU D'ARTIBONITE)	OUEST	13 000 000	-	13 000 000	-	-	-	-	-	13 000 000
1117-1-12-51-18-	AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LE NORD-OUEST	NORD-OUEST	-	-	-	-	106 331 400	BM	DON	106 331 400	106 331 400
1117-1-12-51-19-	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE L'ILE A VACHE	SUD	-	-	-	99 791 434	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	99 791 434	99 791 434
1117-1-12-51-35-	SENSIBILISATION AU TOURISME	NATIONAL	-	-	-	-	10 293 000	OEA	DON	10 293 000	10 293 000
1117-1-12-51-36-	APPUI AU DEVELOPPEMENT DU TOURISME DANS LE SUD	SUD	-	-	-	-	2 115 000	UNEP	DON	2 115 000	2 115 000
1117-1-12-51-37-	APPUI AU DEVELOPPEMENT DU TOURISME DANS LE SUD	SUD	-	-	-	-	6 392 000	IHD	DON	6 392 000	6 392 000
1117-1-12-51-38-	APPUI AU DEVELOPPEMENT DE JACMEL	SUD-EST	-	-	-	-	6 470 000	UNESCO	DON	6 470 000	6 470 000
DEVELOPPEMENT D'UN RESEAU D'ECOTOURISME, D'ETHNOTOURISME ET DE TOURISME D'AVEVENTURE			7 500 000	-	7 500 000	12 822 365	-	-	-	12 822 365	20 322 365
1117-1-12-51-20-	RENOVATION URBAINE A JACMEL	SUD-EST	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1117-1-12-51-21-	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE LA MAIRIE DE JACMEL	SUD-EST	-	-	-	9 481 115	-	ESPAGNE	DON	9 481 115	9 481 115
1117-1-12-51-22-	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE LA MAIRIE DE JACMEL	SUD-EST	-	-	-	3 341 250	-	ESPAGNE	DON	3 341 250	3 341 250
1117-1-12-51-23-	AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LA GRAND-ANSE	GRAND-ANSE	7 500 000	-	7 500 000	-	-	-	-	-	7 500 000
12 ^e SECTEUR POLITIQUE			603 520 000	211 500 000	815 020 000	1 814 953 250	629 800 000	-	-	2 444 753 250	3 259 773 250
1211: MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP)			155 320 000	70 500 000	225 820 000	1 171 153 250	-	-	-	1 171 153 250	1 396 973 250
1211-1: SERVICES INTERNES			80 000 000	70 500 000	150 500 000	413 507 445	-	-	-	413 507 445	564 007 445
1211-1-12: DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES			20 000 000	70 500 000	150 500 000	413 507 445	-	-	-	413 507 445	564 007 445
1211-1-12-50-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		18 000 000	-	18 000 000	413 507 445	-	-	-	413 507 445	431 507 445
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		18 000 000	-	18 000 000	413 507 445	-	-	-	413 507 445	431 507 445
1211-1-12-50-11-	MISE EN PLACE DE 4 BUREAUX REGIONAUX DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS, NORD, NORD-OUEST, SUD, SUD-EST	NATIONAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1211-1-12-50-12-	MODERNISATION DU REGISTRE CIVIL EN HAITI	NATIONAL	-	-	-	413 507 445	-	CANADA	DON	413 507 445	413 507 445
1211-1-12-50-13-	RELEVEMENT DE LA CLOTURE DE L'EMA ET LA CONSTRUCTION DU DORTOIR	OUEST	8 000 000	-	8 000 000	-	-	-	-	-	8 000 000
1211-1-12-50-14-	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS (UCREF)	OUEST	10 000 000	-	10 000 000	-	-	-	-	-	10 000 000

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES					RESSOURCES EXTERNES			
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
TOTAL			10 294 652 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	13 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 882
1211-1-12-51	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE		27 000 000	70 500 000	97 500 000						97 500 000
	RENFORCEMENT DU RESEAU DE TRIBUNAUX		27 000 000	70 500 000	97 500 000						97 500 000
1211-1-12-51-12	CONSTRUCTION D'UNE COUR D'APPEL A LINCHE	CENTRE	4 000 000		4 000 000						4 000 000
1211-1-12-51-13	REHABILITATION DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE ANSE A VEAU	NIPPES	4 000 000		4 000 000						4 000 000
1211-1-12-51-14	REHABILITATION DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE JEREMIE	GRAND-ANSE	4 000 000		4 000 000						4 000 000
1211-1-12-51-15	REHABILITATION DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE A GRANDE RIVIERE DU NORD	NORD	4 000 000		4 000 000						4 000 000
1211-1-12-51-16	CONSTRUCTION DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE A CROIX-DES-BOUQUELLES	OUEST									
1211-1-12-51-17	CONSTRUCTION DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE A SAINT-MARC	ARTIBONITE	4 000 000		4 000 000						4 000 000
1211-1-12-51-18	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT - SUPERVISION PALAIS DE JUSTICE - BARREAU DE PORT-AU-PRINCE ET PARQUE 1	OUEST		70 500 000	70 500 000						70 500 000
1211-1-12-51-19	CONSTRUCTION DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE A MIRAGOANE	NIPPES	4 000 000		4 000 000						4 000 000
1211-1-12-51-20	REHABILITATION DU TRIBUNAL DE PAIX DE PETION-VILLE	NIPPES	3 000 000		3 000 000						3 000 000
1211-1-12-52	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECENTRALISEE		35 000 000		35 000 000						35 000 000
	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES ADMINISTRATIFS		35 000 000		35 000 000						35 000 000
1211-1-12-52-11	CONSTRUCTION DE BATIMENTS ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) SECTION SUD DE PORT-AU-PRINCE	OUEST									
1211-1-12-52-12	CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A MOISE-NICOLAS	NORD-OUEST									
1211-1-12-52-13	CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A LA VICTOIRE	NORD	4 000 000		4 000 000						4 000 000
1211-1-12-52-14	CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A DONDON	NORD	4 000 000		4 000 000						4 000 000
1211-1-12-52-15	CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A DESAINNES	ARTIBONITE	4 000 000		4 000 000						4 000 000
1211-1-12-52-16	CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A MASSADE	CENTRE	4 000 000		4 000 000						4 000 000
1211-1-12-52-17	CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) SECTION NORD DE PORT-AU-PRINCE	OUEST	4 000 000		4 000 000						4 000 000
1211-1-12-52-18	CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A TABANRE	OUEST	5 000 000		5 000 000						5 000 000
1211-1-12-52-19	CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A MARTISSANT	OUEST	5 000 000		5 000 000						5 000 000
1211-1-12-52-20	CONSTRUCTION DE BATIMENT ADMINISTRATIF (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A GRANDE RIVIERE DU NORD	NORD	5 000 000		5 000 000						5 000 000

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES		RESSOURCES EXTERNES			TYPE	TOTAL RE RECTIFIES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE		
	TOTAL		10 294 852 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622		37 396 402 216	53 448 311 883
	1211-2 SERVICES EXTERNES		75 320 000		75 320 000	757 645 805			757 645 805	832 965 805
	1211-2-16- POLICE NATIONALE D'HAITI		75 320 000		75 320 000	757 645 805			757 645 805	832 965 805
	1211-2-16-30- PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		4 000 000		4 000 000					4 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		4 000 000		4 000 000					4 000 000
	1211-2-16-50-11- RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION PENITENCIERE	NATIONAL								
	1211-2-16-50-12- REHABILITATION PRISON A ANSE-A-VLAU	NIPPES	4 000 000		4 000 000					4 000 000
	1211-2-16-51- PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE		71 320 000		71 320 000	757 645 805			757 645 805	828 965 805
	RENFORCEMENT DU RESEAU D'INFRASTRUCTURES DE MAINTIEN DE L'ORDRE		71 320 000		71 320 000	757 645 805			757 645 805	828 965 805
	1211-2-16-51-11- APPUI A LA PNH: RENFORCEMENT DES CAPACITES D'INTERVENTION DE LA POLICE NATIONALE (PNH)	NATIONAL				382 945 566		PETROCARIBE	382 945 566	382 945 566
	1211-2-16-51-12- REHABILITATION/CONSTRUCTION DE COMMISSARIATS	NATIONAL	10 000 000		10 000 000					10 000 000
	1211-2-16-51-13- CONSTRUCTION DE L'ACADEMIE NATIONAL E DE POLICE DE GANTHER(A033879-001)	OUEST				178 745 585		CANADA	178 745 585	178 745 585
	1211-2-16-51-14- FORMATION INITIALE ET PERFECTIONNEMENT DES CADRES DE LA POLICE NATIONALE D'HAITI(A032561-001)	OUEST	30 000 000		30 000 000	148 954 654		CANADA	148 954 654	178 954 654
	1211-2-16-51-16- PROTECTION CONTRE L'ENCLINIE	NATIONAL								
	1211-2-16-51-17- AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE	NATIONAL								
	1211-2-16-51-18- RENFORCEMENT DE LA FLOTTE MARITIME DE LA PNH	NATIONAL								
	1211-2-16-51-19- RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	NATIONAL	31 320 000		31 320 000					31 320 000
	1211-2-16-51-20- RENFORCEMENT DES UNITES DEPARTEMENTALES DES SAPEURS POMPIERS	NATIONAL								
	1211-2-16-51-21- RENFORCEMENT DE LA PNH/DESSIN DE SANTE A LA POLICE NATIONALE D'HAITI	OUEST				47 000 000		PETROCARIBE	47 000 000	47 000 000
	1212- MINISTERE DES HAITIENS VIVANTS A L'ETRANGER		24 000 000		24 000 000					24 000 000
	1212-1 SERVICES INTERNES		24 000 000		24 000 000					24 000 000
	1212-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		24 000 000		24 000 000					24 000 000
	1212-1-12-50- PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		24 000 000		24 000 000					24 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		24 000 000		24 000 000					24 000 000
	1212-1-12-50-11- REINTEGRATION DES JEUNES HAITIENS ET DES RETRAITES VIVANT A L'ETRANGER AU TRAVERS DES SERVICES CIVILES D'AIDE AU DEVELOPPEMENT ET LA PROMOTION APPUI A LA MISE EN PLACE D'UN MECANISME DE PRODUCTION DE CARTES D'IDENTIFICATION NATIONALE (CIN) POUR LES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME D'APPUI A LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT - FORT TRANSFERT DE COMPETENCES	NATIONAL	10 000 000		10 000 000					10 000 000
	1212-1-12-50-12- PRODUCTION DE CARTES D'IDENTIFICATION NATIONALE (CIN) POUR LES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	NATIONAL	10 000 000		10 000 000					10 000 000
	1212-1-12-50-13- COOPERATION AU DEVELOPPEMENT - FORT TRANSFERT DE COMPETENCES	NATIONAL	4 000 000		4 000 000					4 000 000

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES				TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL MP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE		
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1212-1-12-50-14	MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME D'APPUI A LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT - POLET FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT REGIONAL	NATIONAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1215-1	LA PRIMATURE		134 200 000		134 200 000	282 000 000	235 000 000			517 000 000	651 200 000
1215-1	SERVICES INTERNES		119 200 000		119 200 000	282 000 000	235 000 000			517 000 000	636 200 000
1215-1-12	ADMINISTRATION GENERALE		119 200 000		119 200 000	282 000 000	235 000 000			517 000 000	636 200 000
1215-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		119 200 000		119 200 000	282 000 000	235 000 000			517 000 000	636 200 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		119 200 000		119 200 000	282 000 000	235 000 000			517 000 000	636 200 000
1215-1-12-50-11	STRUCTURATION DES ORGANES DE GESTION ET DE COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE PHASE 3: ETUDE, CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DE GARAGE	OUEST	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1215-1-12-50-12	RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE BPM	NATIONAL	30 000 000		30 000 000					-	30 000 000
1215-1-12-50-13	MISE EN PLACE DE L'ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION ET DE POLITIQUES PUBLIQUES- PHASE 3-ENAPP	OUEST	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1215-1-12-50-14	MISE EN PLACE D'UN ATLAS EMPLOI DU SECTEUR TEXTILE (CTMO-HOPE)	OUEST	6 700 000		6 700 000					-	6 700 000
1215-1-12-50-15	MISE EN PLACE D'UNE UNITE DE VEILLE STRATEGIQUE- CTMO-HOPE	OUEST	2 700 000		2 700 000					-	2 700 000
1215-1-12-50-16	MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE DU SECTEUR TEXTILE- CTMO-HOPE	NATIONAL	6 700 000		6 700 000					-	6 700 000
1215-1-12-50-17	MISE EN PLACE D'UN CENTRE TECHNOLOGIQUE POUR LE SEC	NATIONAL	6 400 000		6 400 000					-	6 400 000
1215-1-12-50-18	MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE DE COPRODUCTION AVEC E	NATIONAL	6 700 000		6 700 000					-	6 700 000
1215-1-12-50-19	MISE EN OEUVRE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION CE	NATIONAL	25 000 000		25 000 000					-	25 000 000
1215-1-12-50-22	APPUI AU CDES POUR L'ELABORATION ET LA MISE EN OEUVRE	OUEST	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1215-1-12-50-23	APPUI A L'UCLBP	OUEST				282 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	282 000 000	282 000 000
1215-1-12-50-26	PROJET SECURISATION FONCIERE (CIAT) HA-L1056	NATIONAL	-		-		235 000 000	RID	DON	235 000 000	235 000 000
1215-1-12-50-27	MISE EN PLACE DE CELULE DE COORDINATION ET DE SUIVI	NATIONAL	-		-					-	-
1215-1-12-50-28	KALFOURICHES PEYI DAYITI	NATIONAL	-		-					-	-
1215-1-12-50-29	FORMATION DES ORGANISATIONS PAYSANNES	NATIONAL	-		-					-	-
1215-1-12-50-30	PLATEFORME INFORMATIQUE BPM	OUEST	-		-					-	-

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIE	
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1215-2	SERVICES EXTERNES		15 000 000		15 000 000						15 000 000
1215-2-19	COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES		15 000 000		15 000 000						15 000 000
1215-2-19-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		15 000 000		15 000 000						15 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		15 000 000		15 000 000						15 000 000
1215-2-19-50-11	FORMATION D'OUVRAGES DE SERVICES PUBLICS ET RESPONSABLES POLITIQUES LEADERS D'OPINIONS	OUEST	10 000 000		10 000 000						10 000 000
1215-2-19-50-12	FORMATION D'OUVRAGES DE SERVICES PUBLICS ET DES SERVICES DECONCENTRES DANS LES DEPARTEMENTS	NATIONAL	2 500 000		2 500 000						2 500 000
1215-2-19-50-13	FORMATION D'OUVRAGES DE SERVICES PUBLICS ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DES DEPARTEMENTS	NATIONAL	2 500 000		2 500 000						2 500 000
1216	MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES		270 000 000	1 41 000 000	411 000 000	361 800 000	394 800 000			756 600 000	1 167 600 000
1216-1	SERVICES INTERNES		270 000 000	1 41 000 000	411 000 000	361 800 000	394 800 000			756 600 000	1 167 600 000
1216-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		270 000 000	1 41 000 000	411 000 000	361 800 000	394 800 000			756 600 000	1 167 600 000
1216-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		14 000 000		14 000 000						14 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		14 000 000		14 000 000						14 000 000
1216-1-12-50-11	CONSTRUCTION D'UN BUREAU D'IMMIGRATION ET D'EMIGRATION AUX GONAIVES	ARTIBONITE	3 000 000		3 000 000						3 000 000
1216-1-12-50-12	CONSTRUCTION D'UN BUREAU D'IMMIGRATION ET D'EMIGRATION A JACNEL	SUDEST	2 000 000		2 000 000						2 000 000
1216-1-12-50-13	CONSTRUCTION D'UN BUREAU D'IMMIGRATION ET D'EMIGRATION A LE A VACHE	SUD	3 000 000		3 000 000						3 000 000
1216-1-12-50-14	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES FRONTALIERES A BELLADERE	CENTRE	-		-						-
1216-1-12-50-15	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES FRONTALIERES A ANSE A PITRE	SUD-EST	-		-						-
1216-1-12-50-16	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LOGER LA VICE-DELEGATION DE SAINT-MARC (ETUDES ET CONSTRUCTION)	ARTIBONITE	2 000 000		2 000 000						2 000 000
1216-1-12-50-17	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LOGER LA VICE-DELEGATION DE MIREBALAIS (ETUDES ET CONSTRUCTION)	CENTRE	2 000 000		2 000 000						2 000 000
1216-1-12-50-18	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LOGER LA VICE-DELEGATION DE GRANDE RIVIERE DU NORD (ETUDES ET CONSTRUCTION)	NORD	2 000 000		2 000 000						2 000 000
1216-1-12-50-19	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LOGER LA VICE-DELEGATION DE TROU DU NORD (ETUDES ET CONSTRUCTION)	NORD-EST	-		-						-
1216-1-12-50-20	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LOGER LA VICE-DELEGATION DE LABE (ETUDES ET CONSTRUCTION)	NORD	-		-						-
1216-1-12-50-21	RENFORCEMENT DES DISPOSITIFS DE CONTROLE FRONTALIER: OUEST, NORD-EST, SUD-EST, CENTRE	NATIONAL	-		-						-
1216-1-12-50-22	CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE FORMATION POUR LES CADRES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES A AQUIN	SUD	-		-						-
1216-1-12-50-23	REHABILITATION DU BUREAU CENTRAL D'IMMIGRATION ET D'EMIGRATION DE LAUE	OUEST	-		-						-

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE			
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622				37 396 402 216	53 448 311 883
1216-1-12-51-	PROGRAMME DE DECENTRALISATION		9 500 000	141 000 000	150 500 000							150 500 000
	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE CENTRES ADMINISTRATIFS		9 500 000	141 000 000	150 500 000	-	-				-	150 500 000
1216-1-12-51-11-	IMPLANTATION DES BASES DE DONNEES COMMUNALES A TABARRE, LIMBE, ANSE D'HAINAULT, CORAIL, ANSE A VEAU, SAINT-LOUIS DU NORD, CIRCA LA SOURCE GRANDE	NATIONAL	-		-						-	-
1216-1-12-51-12-	RECONSTRUCTION DE L'HOTEL DE VILLE DE VERRETTES	ARTIBONITE	5 000 000		5 000 000						-	5 000 000
1216-1-12-51-14-	CONSTRUCTION DE L'HOTEL DE VILLE DE PLAINE DU NORD (ETUDES ET CONSTRUCTION)	NORD	-		-						-	-
1216-1-12-51-15-	CONSTRUCTION DE L'HOTEL DE VILLE DE LA VICTOIRE (ETUDES ET CONSTRUCTION)	NORD	-		-						-	-
1216-1-12-51-16-	CONSTRUCTION DE L'HOTEL DE VILLE DE FERRIER (ETUDES ET CONSTRUCTION)	NORD-EST	-		-						-	-
1216-1-12-51-18-	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 1ERE SECTION COMMUNALE DE LIANCOURT (VERRETTES)	ARTIBONITE	-		-						-	-
1216-1-12-51-19-	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 1ERE SECTION COMMUNALE DE DELUGE (SAINT-MARC)	ARTIBONITE	1 500 000		1 500 000						-	1 500 000
1216-1-12-51-20-	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 1ERE SECTION COMMUNALE BASSE PLAINE (LIMONADE)	NORD	-		-						-	-
1216-1-12-51-21-	CONSTRUCTION DE CENTRES DE SERVICES AU NIVEAU DES SECTIONS COMMUNALES-ETUDES	NATIONAL	-		-						-	-
1216-1-12-51-22-	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 5EME SECTION COMMUNALE PERODIN (PETITE RIVIERE ARTIBONITE)	ARTIBONITE	-		-						-	-
1216-1-12-51-23-	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 6EME SECTION COMMUNALE MEDOR (PETITE RIVIERE ARTIBONITE)	ARTIBONITE	-		-						-	-
1216-1-12-51-24-	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 1ERE SECTION COMMUNALE MARTINEAU (LACHAPELLE)	ARTIBONITE	-		-						-	-
1216-1-12-51-25-	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 4EME SECTION COMMUNALE DESARMES (VERRETTES)	ARTIBONITE	-		-						-	-
1216-1-12-51-26-	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 3EME SECTION COMMUNALE GOYAVIER (ST MARC)	ARTIBONITE	-		-						-	-
1216-1-12-51-27-	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 5EME SECTION COMMUNALE BOCOZELLE (ST MARC)	ARTIBONITE	-		-						-	-
1216-1-12-51-28-	CONSTRUCTION, SUPERVISION ET AMENAGEMENT HOTEL DE VILLE DE PORT-AU-PRINCE	OUEST	-	141 000 000	141 000 000						-	141 000 000
1216-1-12-51-29-	CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE ADMINISTRATIF ET FRONTALIER A OUANAMINTE (CAF)	NORD/EST										-
1216-1-12-52-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		62 000 000	-	62 000 000	-	394 800 000				394 800 000	456 800 000
	REINGENIERIE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE		62 000 000		62 000 000	-	394 800 000				394 800 000	456 800 000
1216-1-12-52-12-	ENQUETE/RECHERCHE SUR LE CONTROLE FRONTALIER ET LES ATTEINTES A LA LIBERTE ET AUX DROITS DES CITOYENS	NATIONAL	-		-						-	-
1216-1-12-52-13-	APPUI AU SYSTEME NATIONAL DE GESTION DES RISQUES ET DESASTRES (PASNGRD)	NATIONAL	50 000 000		50 000 000						-	50 000 000
1216-1-12-52-14-	RECONSTRUCTION ET GESTION DES RISQUES ET DESASTRES/PRGKD/BM/PI26346/BM	NATIONAL	-		-		394 800 000	BM	DON		394 800 000	394 800 000

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL PP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RR RECTIFIEES	
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	12 761 560 623			37 396 402 216	53 448 311 883
1216-1-12-52-15	APPUI A LA MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS DE MITIGATION DES RISQUES (INCLUANT L'INVENTAIRE DES BESOINS DANS LES ZONES VULNERABLES)	NATIONAL	12 000 000		12 000 000						12 000 000
	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE										
1216-1-12-52-16	CREATION D'UN ATELIER D'ENTRETIEN ET DE REPARATION DE VEHICULES A PORT-AU-PRINCE	OUEST	-		-						-
1216-1-12-53	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE		17 000 000		17 000 000						17 000 000
	STRUCTURATION DES PARTENAIRES DE LA SOCIETE CIVILE		17 000 000		17 000 000						17 000 000
1216-1-12-53-11	ENCADREMENT STRUCTUREL DE LA SOCIETE CIVILE (KATYE PAM POZE)	NATIONAL	17 000 000		17 000 000						17 000 000
1216-1-12-54	PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS		6 000 000		6 000 000						6 000 000
	PROTECTION DES BASSINS VERSANTS		6 000 000		6 000 000						6 000 000
1216-1-12-54-11	RESTRUCTURATION ET PROTECTION DES ECOSYSTEMES DU MORNE DE L'HOPITAL	OUEST	6 000 000		6 000 000						6 000 000
1216-1-12-54-12	RESTRUCTURATION ET PROTECTION DES ECOSYSTEMES DU MORNE DE L'HOPITAL	OUEST									
1216-1-12-54-13	PROTECTION DES VILLES DE LA COTE SUD CONTRE LES RISQUES D'INONDATION ET DES INTERPERIES	SUD									
1216-1-12-55	PROGRAMME D'EXTENSION DES SERVICES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT		20 000 000		20 000 000	361 800 000				361 800 000	381 800 000
	REINFORCEMENT ET MISE EN PLACE DE SYSTEMES DE GESTION DE DECHET		20 000 000		20 000 000	361 800 000				361 800 000	381 800 000
1216-1-12-55-11	CREATION D'UN CENTRE D'ENFOUISSEMENT DE DECHETS: CAP-HAITIEN	NORD	-		-	180 900 000		FRANCE	DON	180 900 000	180 900 000
1216-1-12-55-12	CREATION D'UN CENTRE D'ENFOUISSEMENT DE DECHETS: GONAIVES	ARTIBONITE	-		-	180 900 000		FRANCE	DON	180 900 000	180 900 000
1216-1-12-55-13	SECURISATION ET ENTRETIEN DES PLACES PUBLIQUES	NATIONAL	20 000 000		20 000 000						20 000 000
1216-1-12-56	PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES		141 500 000		141 500 000						141 500 000
	PLANIFICATION ET DEVELOPPEMENT NATIONAL ET REGIONAL		141 500 000		141 500 000						141 500 000
1216-1-12-56-11	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE LIMONADE	NORD	5 000 000		5 000 000						5 000 000
1216-1-12-56-12	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE MILOT	NORD	6 000 000		6 000 000						6 000 000
1216-1-12-56-13	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE CARACOL	NORD	6 000 000		6 000 000						6 000 000
1216-1-12-56-14	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE PONT SONDE (SAINT-MARC)	ARTIBONITE	5 000 000		5 000 000						5 000 000
1216-1-12-56-15	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE L'ESTERE	ARTIBONITE	5 000 000		5 000 000						5 000 000
1216-1-12-56-16	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE SALTADERE	ARTIBONITE									

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL PP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 422			37 396 402 216	53 448 311 883
1216-1-12-56-17	CREATION D'UN PARC RECREATIF A BOUCAN CARRE	CENTRE	4 000 000		4 000 000					-	4 000 000
1216-1-12-56-18	CREATION D'UN PARC RECREATIF A DESLANDES PETITE RIVIERE DE L'ARTIBONITE	ARTIBONITE	5 500 000		5 500 000					-	5 500 000
1216-1-12-56-19	CREATION D'UN PARC RECREATIF A SAUT D'EAU	CENTRE	-		-					-	-
12 161 125 620	PROJET DE DEVELOPPEMENT FRONTALIER	NATIONAL	105 000 000		105 000 000			-		-	105 000 000
1216-1-12-56-21	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DE L'ARTIBONITE	ARTIBONITE									-
1216-1-12-56-22	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DU CENTRE	CENTRE									-
1216-1-12-56-23	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DU NORD	NORD									-
1216-1-12-56-24	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DU NORD-EST	NORD-EST									-
1216-1-12-56-25	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DE L'OUEST	OUEST									-
1216-1-12-56-26	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DU SUD	SUD									-
1216-1-12-56-27	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DU SUD-EST	SUD-EST									-
1216-1-12-56-28	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DE LA GRANDE ANSE	GRANDE ANSE									-
1216-1-12-56-29	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DES NIPES	NIPES									-
1216-1-12-56-30	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DU NORD OUEST	NORD OUEST									-
1217	MINISTERE DE LA DEFENSE		20 000 000	-	20 000 000	-	-			-	20 000 000
1217-1	SERVICES INTERNES		20 000 000		20 000 000	-	-			-	20 000 000
1217-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		20 000 000	-	20 000 000	-	-			-	20 000 000
1217-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		20 000 000	-	20 000 000	-	-			-	20 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		20 000 000	-	20 000 000	-	-			-	20 000 000
1217-1-12-50-11	CREATION D'UN CENTRE DE FORMATION ET MISE EN PLACE DU SERVICE CIVIQUE MILITE OBLIGATOIRE (ETUDES ET PHASE II)	NATIONAL	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
13	SECTEUR SOCIAL		4 315 656 501	2 169 165 689	6 484 822 191	2 875 693 918	5 721 338 371			8 598 032 289	15 082 794 489
1311	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE		3 261 000 000	1 957 605 689	5 218 605 689	415 352 191	4 647 538 371			5 062 890 562	10 281 496 252
1311-1	SERVICES INTERNES		3 211 000 000	1 812 462 200	5 023 462 200	415 352 191	4 647 538 371			5 062 890 562	10 086 352 762
1311-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		3 211 000 000	1 812 462 200	5 023 462 200	415 352 191	4 647 538 371			5 062 890 562	10 086 352 762
1311-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		7 000 000	-	7 000 000	-	790 621 000			790 621 000	797 621 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		7 000 000	-	7 000 000	-	790 621 000			790 621 000	797 621 000

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 422			37 396 402 216	53 448 311 883
1311-1-12-50-12	ASSISTANCE TECHNIQUE-APPUI INSTITUTIONNEL ET POLIQUES PUBLIQUES-APPUI A LA CONOPS/SUIVI PSUGO	NATIONAL	-	-	-	-	9 000 000	UNICEF	DON	9 000 000	9 000 000
1311-1-12-50-17	SUPPORT A LA RESTRUCTURATION DU SECTEUR DE L'EDUCATION- HA-L1049	NATIONAL	-	-	-	-	768 121 000	BB	DON	768 121 000	768 121 000
1311-1-12-50-18	MISE EN PLACE DE LABORATOIRES SCOLAIRES EXPERIMENTAUX	NATIONAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1311-1-12-50-19	REFORME DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	NATIONAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1311-1-12-50-23	FORMATION DES AGENTS EDUCATIFS	NATIONAL	-	-	-	-	13 500 000	UNICEF	DON	13 500 000	13 500 000
1311-1-12-50-24	STANDARDISATION DU SYSTEME DE PLANIFICATION OPERATIONNELLE ET DE SUIVI-EVALUATION DES PROJETS ET PROGRAMMES PUBLICS	OUEST	7 000 000	-	7 000 000	-	-	-	-	-	7 000 000
1311-1-12-50-25	MISE EN ŒUVRE D'ACTION DE DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	NATIONAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1311-1-12-51	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE		91 500 000	-	91 500 000	63 296 000	13 001 754			76 297 754	167 797 754
	MISE EN PLACE DES RESEAUX REGIONAUX DE CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE		-	-	-	63 296 000	13 001 754			76 297 754	76 297 754
1311-1-12-51-11	APPUI A LA MISE EN PLACE DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE EDUCATIVE	NATIONAL	-	-	-	-	3 101 754	UNESCO	DON	3 101 754	3 101 754
1311-1-12-51-12	APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE EDUCATIVE-APPUI AU RECENSEMENT	NATIONAL	-	-	-	-	9 900 000	UNICEF	DON	9 900 000	9 900 000
1311-1-12-51-13	APPUI AU RENFORCEMENT DU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE CANADO-HAÏTI A PORT-AU-PRINCE (CEPH-CANADO/MPROCH)	OUEST	-	-	-	41 796 000	-	CANADA	DON	41 796 000	41 796 000
1311-1-12-51-16	APPUI A LA GOUVERNANCE ET A L'EDUCATION (PHASE II/A034699-001)	NATIONAL	-	-	-	21 500 000	-	CANADA	DON	21 500 000	21 500 000
	MISE EN PLACE DE CENTRES DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT		91 500 000	-	91 500 000	-	-	-	-	-	91 500 000
1311-1-12-51-17	ETUDES ET CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR L'ENST	OUEST	5 000 000	-	5 000 000	-	-	-	-	-	5 000 000
1311-1-12-51-18	CONSTRUCTION DU CAMPUS UNIVERSITAIRE DU SUD	SUD	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1311-1-12-51-19	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU CAMPUS DE L'UNIVERSITE PUBLIQUE DU NORD-OUEST	NORD-OUEST	16 500 000	-	16 500 000	-	-	-	-	-	16 500 000
1311-1-12-51-20	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU CAMPUS DE L'UNIVERSITE PUBLIQUE DU SUD-EST	MID-EST	8 000 000	-	8 000 000	-	-	-	-	-	8 000 000
1311-1-12-51-21	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LE CAMPUS DE L'UNIVERSITE PUBLIQUE DE L'ARTIBONITE AUX GONAIVES	ARTIBONITE	15 000 000	-	15 000 000	-	-	-	-	-	15 000 000
1311-1-12-51-22	CONSTRUCTION DU BATIMENT DEVANT LOGER L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE	OUEST	40 000 000	-	40 000 000	-	-	-	-	-	40 000 000
1311-1-12-51-23	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU CAMPUS DE L'UNIVERSITE PUBLIQUE DU CENTRE	CENTRE	7 000 000	-	7 000 000	-	-	-	-	-	7 000 000
1311-1-12-52	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		-	-	-	-	27 450 000			27 450 000	27 450 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		-	-	-	-	27 450 000			27 450 000	27 450 000
1311-1-12-52-11	APPUI AU RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE LOCALE- MICRO PLANIFICATION ET INSPECTORAT	NATIONAL	-	-	-	-	27 450 000	UNICEF	DON	27 450 000	27 450 000

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL MP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIKES	
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1311-1-12-53	PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES A L'EDUCATION PRESCOLAIRE, FONDAMENTALE ET SECONDAIRE		3 112 500 000	1 812 462 200	4 924 962 200	352 056 191	3 816 465 617			41 68 521 808	9 093 484 008
	MISE EN PLACE DES ECOLES FONDAMENTALES DANS LES SECTIONS COMMUNALES		3 112 500 000	1 812 462 200	4 924 962 200	352 056 191	3 816 465 617			41 68 521 808	9 093 484 008
1311-1-12-53-11	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL ET DEVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE-POLITIQUE ET PLAN STRATEGIQUE	NATIONAL	-	-	-	-	3 600 000	UNICEF	DON	3 600 000	3 600 000
1311-1-12-53-12	DEVELOPPEMENT DU CURRICULUM PRESCOLAIRE NATIONAL	NATIONAL	-	-	-	-	7 200 000	UNICEF	DON	7 200 000	7 200 000
1311-1-12-53-13	APPUI A L'EDUCATION PARENTALE ET AU DEVELOPPEMENT INTEGRE DU JE	NATIONAL	-	-	-	-	13 500 000	UNICEF	DON	13 500 000	13 500 000
1311-1-12-53-14	REVALORISATION DES ECOLES PUBLIQUES DANS LES 10 DEPARTEMENTS DU PAYS	NATIONAL	100 000 000	-	100 000 000	-	-	-	-	-	100 000 000
1311-1-12-53-16	APPUI A L'ACCES ET A LA QUALITE DE L'EDUCATION	NATIONAL	-	-	-	-	197 000 000	UNICEF	DON	197 000 000	197 000 000
1311-1-12-53-17	APPUI A L'AMELIORATION DE LA QUALITE DU PRESCOLAIRE	NATIONAL	-	-	-	-	25 650 000	UNICEF	DON	25 650 000	25 650 000
1311-1-12-53-18	APPUI A LA MISE EN OEUVRE DU PLAN OPERATIONNEL DE L'EDUCATION ET DE LA REFORME (FAES)- HA-L1060	NATIONAL	-	-	-	-	677 270 000	BID	DON	677 270 000	677 270 000
1311-1-12-53-19	SCOLARISATION DES ENFANTS (FONDS NATIONAL POUR L'EDUCATION + tresor)	NATIONAL	2 790 400 000	1 812 462 200	4 602 862 200	-	-	-	-	-	4 602 862 200
1311-1-12-53-20	SCOLARISATION POUR LES ENFANTS SURAGES ET DES ENFANTS EN AGE SCOLAIRE DANS LE PAYS (PRONEL BIENASECO - PBE) IMPLANTATION D'ECOLLES DANS LES	NATIONAL	45 000 000	-	45 000 000	-	-	-	-	-	45 000 000
1311-1-12-53-21	EDUCATION POUR TOUS phase 2 BM/P12H13	NATIONAL	-	-	-	-	1 269 000 000	BM	DON	1 269 000 000	1 269 000 000
1311-1-12-53-22	CONSTRUCTION DE LYCEE A BELLADERE, THOMASSIQUE ET CERCA LA SOURCE (AIDE ALIMENTAIRE JAPONAISE)- SOURCE IMPADANIEF	CENTRE	-	-	-	70 000 000	-	JAPON	DON	70 000 000	70 000 000
1311-1-12-53-24	APPUI A L'AMELIORATION DE LA FOURNITURE DES SERVICES DE CANTINES SCOLAIRES	NATIONAL	85 800 000	-	85 800 000	-	310 906 395	PAM	DON	310 906 395	396 706 395
1311-1-12-53-26	CAMPAGNE PILOTE D'ALPHABETISATION FONCTIONNELLE	NATIONAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1311-1-12-53-27	EXTENSION DU NOUVEAU SECONDAIRE DANS LES DEPARTEMENTS	NATIONAL	7 500 000	-	7 500 000	-	-	-	-	-	7 500 000
1311-1-12-53-28	REFONTE DU CURRICULUM DU SYSTEME EDUCATIF HAITIEN	NATIONAL	7 500 000	-	7 500 000	-	-	-	-	-	7 500 000
1311-1-12-53-29	ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'EFACAP MORISSEAU D'AQUIN	SUD	6 250 000	-	6 250 000	127 256 191	-	CANADA	DON	127 256 191	134 006 191
1311-1-12-53-30	ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'EFACAP MICHEL LAZARE DES CAYES	SUD	6 250 000	-	6 250 000	-	-	ESPAGNE	DON	-	6 250 000
1311-1-12-53-31	APPUI AU PROGRAMME DE SCOLARISATION	NATIONAL	-	-	-	25 800 000	-	CANADA	DON	25 800 000	25 800 000
1311-1-12-53-32	ACCES A L'EDUCATION PRIMAIRE-RENTREE SCOLAIRE 2010-2011 / OUEST ET SUD-EST/ (Source : ACDI / A035195-001)	NATIONAL	-	-	-	-	940 000 000	BID	DON	940 000 000	940 000 000
1311-1-12-53-33	ACCROISSEMENT DE L'ACCES A L'EDUCATION DE QUALITE	NATIONAL	-	-	-	-	372 339 222	BID	DON	372 339 222	372 339 222
1311-1-12-53-37	AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT EN HAITI	NATIONAL	-	-	-	43 000 000	-	CANADA	DON	43 000 000	43 000 000
1311-1-12-53-38	ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'EFACAP SALTADERE DES CAYES	SUD	15 000 000	-	15 000 000	43 000 000	-	CANADA	DON	43 000 000	58 000 000

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL PP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLS RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	50 448 311 883
1311-1-12-53-39	ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'EFACAPDE MARFRANC DE JEREMIE	GRAND'ANSE	10 000 000		10 000 000	43 000 000	-	CANADA	DCN	43 000 000	53 000 000
1311-1-12-53-40	CONSTRUCTION DU LYCEE DE BOCOZELLE	ARTIBONITE	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1311-1-12-53-41	ACHEVEMENT DE L'ECOLE NATIONALE DE SAINT HELENE	GRAND'ANSE	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1311-1-12-53-42	CONSTRUCTION DE L'ECOLE NATIONALE LEGRAS A PORT MARGOT	NORD	8 300 000		8 300 000					-	8 300 000
1311-2	SERVICES EXTERNES		20 000 000	145 143 489	195 143 489	-	-			-	195 143 489
1311-2-17	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE		20 000 000	145 143 489	195 143 489	-	-			-	195 143 489
1311-2-17-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		20 000 000	145 143 489	195 143 489	-	-			-	195 143 489
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		20 000 000	145 143 489	195 143 489	-	-			-	195 143 489
1311-2-17-50-11	MISE EN OEUVRES D'ACTIONS DE DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	NATIONAL	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1311-2-17-50-13	MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE A PIGNON	NORD	-		-					-	-
1311-2-17-50-14	EQUIPEMENTS POUR LES ATELIERS DES ECOLES DE FORMATION PROFESSIONNELLE EN CONSTRUCTION (UCP)	NATIONAL	-	141 000 000	141 000 000					-	141 000 000
1311-2-17-50-15	CONSTRUCTION DE CINQ ECOLES DE FORMATION PROFESSIONNELLE (UCP)	NATIONAL	-	4 143 489	4 143 489					-	4 143 489
1311-2-17-50-16	CONSTRUCTION ECOLE PROFESSIONNELLE A L'AZILE	NIPPES	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1311-2-17-50-17	CONSTRUCTION ECOLE PROFESSIONNELLE A DONEUN	NORD	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1311-2-17-50-17	CONSTRUCTION ECOLE PROFESSIONNELLE POUR LES FILLES/LES ANGLAIS	SUD	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1312	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL		560 500 000	117 500 000	678 000 000	968 332 395	799 000 000			1 767 332 395	2 445 332 395
1312-1	SERVICES INTERNES		560 500 000	117 500 000	678 000 000	968 332 395	799 000 000			1 767 332 395	2 445 332 395
1312-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		560 500 000	117 500 000	678 000 000	968 332 395	799 000 000			1 767 332 395	2 445 332 395
1312-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		-	-	-	-	-			-	-
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		-	-	-	-	-			-	-
1312-1-12-50-11	RENFORCEMENT DE LA CAPACITE INSTITUTIONNELLE D'AGENTS GOUVERNEMENTAUX ET NON GOUVERNEMENTAUX POUR LA PROMOTION ET LA DEFENSE	OUEST	-	-	-	-	-			-	-
1312-1-12-51	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE		0	-	0	-	-			-	0
	MISE EN PLACE DE RESEAUX REGIONAUX DE CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE		0	-	0	-	-			-	0
1312-1-12-51-11	MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE FORMATION POUR LE TRAVAIL ET L'EMPLOI A FORT-LIBERTE	NORD-EST	(0)	-	(0)	-	-			-	(0)

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL RE RECTIFIEES	TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE			
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883	
1312-1-12-51-12	MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE REINSERTION DANS L'OUEST	OUEST	1		1					-	1	
1312-1-12-52	PROGRAMME D'ORGANISATION DE LA SOLIDARITE SOCIALE		10 000 000	117 500 000	127 500 000	-	-			-	127 500 000	
	CONSTRUIRE UN ATELIER DE TRAVAIL PROTEGE DANS CHAQUE POLE LOCAL DE DEVELOPPEMENT		10 000 000	-	10 000 000	-	-			-	10 000 000	
1312-1-12-52-11	IMPLANTATION D'UN VILLAGE ARTISANAL AU CAP-HAITIEN	NORD	-		-					-	-	
1312-1-12-52-12	MISE EN OEUVRE DE 5 BOULANGERIES COMMUNAUTAIRES	NATIONAL	-		-					-	-	
1312-1-12-52-13	IMPLANTATION D'UN VILLAGE ARTISANAL A JACMEL	SUDEST	-		-					-	-	
1312-1-12-52-14	CONSTRUCTION DE 4 CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE AU PROFIT DE 20000 HANDICAPES (PORT-AU-PRINCE, CAP-HAITIEN, GONAIVES ET CAYES)	NATIONAL	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000	
	CONSTRUIRE UN CENTRE D'ACCUEIL POUR PERSONNES DEPENDANTES DANS CHAQUE POLE LOCAL DE DEVELOPPEMENT		-	117 500 000	117 500 000					-	117 500 000	
1312-1-12-52-16	ETUDES ET CONSTRUCTION D'UN CENTRE D'HEBERGEMENT POUR LES PERSONNES DU 3EME AGE A PORT-AU-PRINCE	OUEST	-		-					-	-	
1312-1-12-52-17	ETUDES POUR LA CONSTRUCTION DE 2 CENTRES D'HEBERGEMENT POUR LES PERSONNES DU MEME AGE A CAP-HAITIEN ET AUX CAYES	NATIONAL	-		-					-	-	
1312-1-12-52-18	IMPLANTATION DE 9 CENTRES DE REINSERTION PSYCHOSOCIALE POUR LES ENFANTS DES RUES	NATIONAL	-		-					-	-	
1312-1-12-52-19	ENQUETES, ETUDES, PLANIFICATION ET CONSTRUCTION DES LOGEMENTS SOCIAUX (UCP)	NATIONAL	-	117 500 000	117 500 000					-	117 500 000	
1312-1-12-52-20	CONSTRUCTION DE 1500 MAISONS ET D'INFRASTRUCTURES A MORNE A CABRI	OUEST	-	-	-					-	-	
1312-1-12-53	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'ASSURANCE SOCIALE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS		550 500 000	-	550 500 000	705 000 000	-			705 000 000	1 255 500 000	
	EXTENSION DE L'ASSURANCE SOCIALE A TOUS LES TRAVAILLEURS		550 500 000	-	550 500 000	705 000 000	-			705 000 000	1 255 500 000	
1312-1-12-53-11	MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE RESTAURATION POUR LES OUVRIERS A LA SONAPI	OUEST	-		-					-	-	
1312-1-12-53-12	MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE RESTAURATION POUR LES OUVRIERS DU PARC CARACOL	NORD	-		-					-	-	
1312-1-12-53-13	MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE RESTAURATION POUR LES OUVRIERS DE LA CODEVI	NORDEST	-		-					-	-	
1312-1-12-53-14	LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'EXCLUSION SOCIALE	NATIONAL	430 000 000	-	430 000 000	705 000 000		PETROCARDIE	EMPRUNT	705 000 000	1 185 000 000	
1312-1-12-53-15	CHANIE METYE CHANIE LAVI	NATIONAL	70 500 000		70 500 000	-				-	70 500 000	
1312-1-12-54	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ACCES AU LOGEMENT		-	-	-	263 332 395	799 000 000			1 062 332 395	1 062 332 395	
	APPUI AU RELOGEMENT DES PERSONNES SINISTREES		-	-	-	263 332 395	799 000 000			1 062 332 395	1 062 332 395	
1312-1-12-54-11	CONSTRUCTION DE LOGEMENTS A CARACOL - EKAM	NORD				125 227 350		USA	DON	125 227 350	125 227 350	
1312-1-12-54-12	PREPARATION DU SITE DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS- EKAM CARACOL	NORD				138 105 045		USA	DON	138 105 045	138 105 045	

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1312-1-12-54-13	RECONSTRUCTION DE LOGEMENTS DANS LES QUARTIERS DEFAVORISES DE PORT-AU-PRINCE (PREKAD) BMEP12580CHMPAD	OUEST	-	-	-	-	799 000 000	BM	DON	799 000 000	799 000 000
1313	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION		3 40 956 501	94 000 000	43 4 956 501	1 485 009 332	275 800 000			1 760 809 332	2 195 765 833
1313-1	SERVICES INTERNES		3 40 956 501	94 000 000	43 4 956 501	1 485 009 332	275 800 000			1 760 809 332	2 195 765 833
1313-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		3 40 956 501	94 000 000	43 4 956 501	1 485 009 332	275 800 000			1 760 809 332	2 195 765 833
1313-1-12-50	PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES AUX SERVICES DE SANTE		324 400 001	-	324 400 001	1 485 009 332	228 800 000			1 713 809 332	2 038 209 333
	MISE EN PLACE DES CENTRES HOSPITALIERS UNIVERSITAIRES (CHU) DANS LES TROIS GRANDS POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT		12 000 000	-	12 000 000	1 030 554 412	-			1 030 554 412	1 042 554 412
1313-1-12-50-11	RECONSTRUCTION HOPITAL DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI-CO-FINANCEMENT FRANCE- Source UTE MEF	OUEST	-	-	-	-	-			-	-
1313-1-12-50-12	RECONSTRUCTION HOPITAL DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI-CO-FINANCEMENT FRANCE- Source UTE MEF	OUEST	-	-	-	263 007 000	-	FRANCE	DON	263 007 000	263 007 000
1313-1-12-50-13	CONSTRUCTION ET REHABILITATION D'HOPITAUX (HUEH, ST MICHEL DE JACMEL, SEMBI CONTINAL DE MARTISSANT, HOP. SANS FIL, CENTRE DE TRAUMATISME, HOP. DE BON REPOS)	NATIONAL	-	-	-	767 547 412	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	767 547 412	767 547 412
1313-1-12-50-14	MISE EN PLACE D'UN CENTRE AMBULANCIER REGIONAL DANS LE GRAND SUD (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	SUD	4 000 000	-	4 000 000	-	-			-	4 000 000
1313-1-12-50-15	MISE EN PLACE D'UN POSTE DE TRANSFUSION SANGUINE A MIRAGOANE (Phase 2)	NIPPES	3 000 000	-	3 000 000	-	-			-	3 000 000
1313-1-12-50-16	REHABILITATION HOPITAL UNIVERSITAIRE JUSTINIEN - (PEDIATRIE, BLOC OPERATOIRE, CHIRURGIE, MEDECINE INTERNE) (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NORD	-	-	-	-	-			-	-
1313-1-12-50-18	MISE EN PLACE D'UN CENTRE AMBULANCIER REGIONAL DANS LE NORD/NORD-EST (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NORD	-	-	-	-	-			-	-
	MISE EN PLACE DES HOPITAUX DE REFERENCE DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT		-	-	-	-	-			-	-
1313-1-12-50-17	CONSTRUCTION DU NOUVEL HOPITAL DEPARTEMENTAL DU NORD-OUEST	NORD-OUEST	-	-	-	-	-			-	-
1313-1-12-50-19	REHABILITATION DE L'HOPITAL SAINT-ANTOINE DE JEREMIE /ST ANTOINE (MATERNITE, PEDIATRIE, ET SERVICES D'URGENCES, PAVAGE DE LA COUR)	GRAND-ANSE	-	-	-	-	-			-	-
1313-1-12-50-20	CONSTRUCTION DU HCR DE OGANAMINTHE (CONTRIBUTION DE L'ETAT AU FINANCEMENT DU MENIQUE)	NORD-EST	-	-	-	-	-			-	-
1313-1-12-50-21	RENOVATION DE LA CHIRURGIE ET MEDECINE INTERNE DE L'HOPITAL IMMACULEE CONCEPTION DES CAYES	SUD	-	-	-	-	-			-	-
	MISE EN PLACE DES HOPITAUX COMMUNAUTAIRES DANS LES POLES LOCAUX DE DEVELOPPEMENT		38 100 000	-	38 100 000	10 000 000	-			20 000 000	38 100 000
1313-1-12-50-22	TRANSFORMATION DU CAL DES ANGLAIS EN HCR (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	SUD	4 000 000	-	4 000 000	-	-			-	4 000 000
1313-1-12-50-23	TRANSFORMATION DU CAL DU BORGNE EN HCR (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NORD	-	-	-	-	-			-	-
1313-1-12-50-24	TRANSFORMATION DU CDI DE ANSE A VEAU EN HCR (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NIPPES	3 600 000	-	3 600 000	-	-			-	3 600 000
1313-1-12-50-25	FINALISATION CONSTRUCTION/REHABILITATION D'INFRASTRUCTURES SANITAIRES A CRX DES BOUQUETS ET JEAN RABEL ET CARACOL (balance du projet 10 HCR et de Cap-Haitien)	NATIONAL	30 500 000	-	30 500 000	-	-			-	30 500 000
1313-1-12-50-26	REHABILITATION ET CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURE SANITAIRE	NATIONAL	-	-	-	20 000 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	20 000 000	20 000 000

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL PP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIER	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1313-1-12-50-27	MISE EN PLACE DE SERVICES D'APPUI A LA SANTE (PHARMACIES...)	NATIONAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1313-1-12-50-28	RENOVATION DE L'HOPITAL ST AGNES DE BEAUMONT	GRANDE-ANSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	MISE EN PLACE DES CENTRES DE SANTE AVEC LITS DANS LES COMMUNES		33 580 292	-	33 580 292	-	-	-	-	-	33 580 292
1313-1-12-50-29	REHABILITATION CAL DE PETIT GOAYE - (Phase 2)	OUEST	21 675 450	-	21 675 450	-	-	-	-	-	21 675 450
1313-1-12-50-30	CONSTRUCTION NOUVEAU CAL A MAISSADE (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	CENTRE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1313-1-12-50-31	CONSTRUCTION NOUVEAU CAL A THURON (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	SUD	8 904 842	-	8 904 842	-	-	-	-	-	8 904 842
1313-1-12-50-32	CONSTRUCTION NOUVEAU CAL A MOUILLAGE FOUQUETTE (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	SUD	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1313-1-12-50-33	CONSTRUCTION CSL TROIS PALMISTES - PETITE MATERNITE/SONUB-VALLIERES (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NORD/EST	3 000 000	-	3 000 000	-	-	-	-	-	3 000 000
1313-1-12-50-34	CONSTRUCTION CAL-SONUB A PETIT-TRON DE NIPPES (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NIPPES	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1313-1-12-50-35	CONSTRUCTION CAL A LIMONADE (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NORD	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	MISE EN PLACE DES CENTRES DE SANTE SANS LIT DANS LES SECTIONS COMMUNALES		143 320 509	-	143 320 509	-	-	-	-	-	143 320 509
1313-1-12-50-36	CONSTRUCTION 9 CSL - Phase 3 (Causse, Nord, Nord-est, Nord-ouest, Nippes, Sud, Sud-est, Grande Anse, Anticenne) (Phase 1 sur budget 2012-2013 et Phase 2 sur budget 2013-2014)	NATIONAL	100 000 000	-	100 000 000	-	-	-	-	-	100 000 000
1313-1-12-50-37	CONSTRUCTION CSL 2EME SECTION LAKEHE COTE DE FER (PHASE 2)	SUDEST	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1313-1-12-50-38	CONSTRUCTION CSL LOCALITE SAINT PIERRE, S BOUCAN, BOIS PIN, CORNILLON (PHASE 2)	OUEST	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1313-1-12-50-39	CONSTRUCTION CSL FERRIER (PHASE 2)	NORD/EST	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1313-1-12-50-40	CONSTRUCTION DUN CSL A BOIS CAMAN SC BALAN PLAIN DU NORD (PHASE 2)	NORD	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1313-1-12-50-41	CONSTRUCTION DUN CSL A CORAIL SOULT -MARIGOT - PHASE 2 ET 3	SUDEST	8 000 000	-	8 000 000	-	-	-	-	-	8 000 000
1313-1-12-50-42	CONSTRUCTION DUN CSL A BRAS DE GAUCHE- COTE DE FER- PHASE 2	SUDEST	8 000 000	-	8 000 000	-	-	-	-	-	8 000 000
1313-1-12-50-43	CONSTRUCTION CSL ST YVES , SC SAUT DU BARIL (C ANSEAVEAU) (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NIPPES	9 569 935	-	9 569 935	-	-	-	-	-	9 569 935
1313-1-12-50-44	REHABILITATION CSL DE CORNILLON	OUEST	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1313-1-12-50-45	CONSTRUCTION CSL PERCHES (C. PERCHES) - (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NORD/EST	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1313-1-12-50-46	REHABILITATION DU DISPENSAIRE DE PETITE RIVIERE (DAME MARIE) (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) ET DES CENTRES DE DESORMEAUX, CHARDONNETTE, JEAN	GRAND-ANSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1313-1-12-50-47	CONSTRUCTION CSL ANSE A MASSON (CAYMITTES) (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	GRAND-ANSE	4 664 740	-	4 664 740	-	-	-	-	-	4 664 740
1313-1-12-50-48	CONSTRUCTION CSL A TOZIA - COMMUNE PESTEL (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	GRAND-ANSE	8 000 000	-	8 000 000	-	-	-	-	-	8 000 000

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL MF RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1313-1-12-50-49	CONSTRUCTION CSL A DUTERNAY	OUEST	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1313-1-12-50-50	CONSTRUCTION D'UN CSL A ROCHE A BATEAU (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	SUD	5 085 834	-	5 085 834	-	-	-	-	-	5 085 834
	LUTTE CONTRE LES MALADIES ENDEMIQUES ET LES EPIDEMIES		61 000 000	-	61 000 000	-	96 800 000			96 800 000	157 800 000
1313-1-12-50-51	MISE EN PLACE D'ACTIVITES DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LE CHOLERA SUR LE TERRITOIRE NATIONAL	NATIONAL	27 000 000	-	27 000 000	-	-	-	-	-	27 000 000
1313-1-12-50-52	LUTTE CONTRE LE CHOLERA	NATIONAL	-	-	-	-	96 300 000	BM	DON	96 300 000	96 300 000
1313-1-12-50-53	MISE EN PLACE D'ACTIVITES DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LE VIH-SIDA ET LA TUBERCULOSE (ENGAGEMENT DE L'ETAT A LA CONTRIBUTION DU FONDS MONDIAL)	NATIONAL	6 000 000	-	6 000 000	-	-	-	-	-	6 000 000
1313-1-12-50-54	MISE EN PLACE D'ACTIVITES DE LUTTE CONTRE LES ENDEMIES MAJEURES (MALARIA, CHIKUNGUNYA, DENGUE, ETC) (Engagement de l'Etat a la contribution du Fonds Mondial)	NATIONAL	18 000 000	-	18 000 000	-	-	-	-	-	18 000 000
1313-1-12-50-55	MISE EN PLACE D'UN RESEAU DE SOINS DE SANTE PRIMAIRES DANS LES ZONES D'ACCES DIFFICILE	NATIONAL	10 000 000	-	10 000 000	-	-	-	-	-	10 000 000
	MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME DE SANTE SCOLAIRE		-	-	-	-	-	-	-	-	-
1313-1-12-50-56	MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME DE SANTE SCOLAIRE AU NIVEAU DES 10 DIRECTIONS DEPARTEMENTALES (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NATIONAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	IDENTIFICATION ET PRISE EN CHARGE DES PERSONNES EN DIFFICULTE		-	-	-	-	-	-	-	-	-
1313-1-12-50-57	FORMATION EN REHABILITATION DES PERSONNES HANDICAPEES/SEPH	OUEST	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	RENFORCEMENT DE LA MISE EN OEUVRE DE POLITIQUES PORTANT SUR LA SANTE ET LA POPULATION		36 399 200	-	36 399 200	43 435 420	132 000 000			566 454 920	602 854 120
1313-1-12-50-58	APPROVISIONNEMENT EN MATERIELS ET EQUIPEMENTS D'AU MOINS 30 INSTITUTIONS DE SANTE (HCR, HD, CAL, CSL) SUR TOUT LE TERRITOIRE	NATIONAL	31 450 000	-	31 450 000	-	-	-	-	-	31 450 000
1313-1-12-50-59	AMELIORATION DES SERVICES DE SANTE MATERNELLE ET INFANTILE DANS L'ARTIBONITE (S065290-001)	ARTIBONITE	-	-	-	89 372 793	-	CANADA	DON	89 372 793	89 372 793
1313-1-12-50-60	PRISE EN CHARGE INTEGREE DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT DANS L'ARTIBONITE/A035207-002	ARTIBONITE	-	-	-	13 500 000	-	CANADA	DON	13 500 000	13 500 000
1313-1-12-50-61	PRISE EN CHARGE INTEGREE DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT DANS L'ARTIBONITE (IYA035207-001)	ARTIBONITE	-	-	-	315 074 942	-	CANADA	DON	315 074 942	315 074 942
1313-1-12-50-62	AMELIORATION DE LA SANTE MATERNELLE ET INFANTILE (PASMISS)	NATIONAL	-	-	-	-	132 000 000	BM	DON	132 000 000	132 000 000
1313-1-12-50-63	ENCADREMENT DU PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION A TOUS LES NIVEAUX	NATIONAL	-	-	-	16 507 185	-	CANADA	DON	16 507 185	16 507 185
1313-1-12-50-64	APPUI A LA CHAÎNE DE FROID DU PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION (GAZ PROPANE)	NATIONAL	2 000 000	-	2 000 000	-	-	-	-	-	2 000 000
1313-1-12-50-65	MISE EN PLACE DE MECANISMES DE COMMUNICATION ENTRE LES DIFFERENTS NIVEAUX DU MSPP (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NATIONAL	2 949 200	-	2 949 200	-	-	-	-	-	2 949 200
1313-1-12-51	PROGRAMME DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT		16 556 500	94 000 000	110 556 500	-	47 000 000			47 000 000	157 556 500
	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET SECURISATION DU MILIEU		16 556 500	94 000 000	110 556 500	-	47 000 000			47 000 000	157 556 500
1313-1-12-51-11	MISE EN PLACE DU PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTE	NATIONAL	3 000 000	-	3 000 000	-	-	-	-	-	3 000 000

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1313-1-12-51-12	PROTECTION SANITAIRE	NATIONAL	-	-	-	-	47 000 000	BID	DON	47 000 000	47 000 000
1313-1-12-51-13	CONSTRUCTION ET SUPERVISION DE LA MORGUE DE L'HOPIT	OUEST	-	94 000 000	94 000 000	-	-	-	-	-	94 000 000
1313-1-12-51-14	CONSTRUCTION DE LA MORGUE PRINCIPALE A TABARRE	OUEST	13 556 500	-	13 556 500	-	-	-	-	-	13 556 500
1313-1-12-52	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		-	-	-	-	-	-	-	-	-
	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES ADMINISTRATIFS		-	-	-	-	-	-	-	-	-
1313-1-12-52-11	AMENAGEMENT DU NOUVEAU LOCAL DU MSPFA MAIS GATE (EXTENSION)	OUEST	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	ACCELERATION DE LA REFORME DE LA FONCTION PUBLIQUE		-	-	-	-	-	-	-	-	-
1313-1-12-52-12	CONSTRUCTION D'UN LOCAL POUR L'INSTITUT SUPERIEUR DE TECHNOLOGIE MEDICALE DU CAP HAITIEN (ISTMECH) (Phase 2)(Phase 1 sur budget 2013-2014)	NORD	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1314	MINISTERE A LA CONDITION FEMMINE ET AUX DROITS DES FEMMES		37 000 000	-	37 000 000	-	-	-	-	-	37 000 000
1314-1	SERVICES INTERNES		37 000 000	-	37 000 000	-	-	-	-	-	37 000 000
1314-1-12	DIRECTION GENERALE		37 000 000	-	37 000 000	-	-	-	-	-	37 000 000
1314-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		-	-	-	-	-	-	-	-	-
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		-	-	-	-	-	-	-	-	-
1314-1-12-50-11	MISE EN PLACE DES BUREAUX DEPARTEMENTAUX DU NORD-EST, NORD-OUEST, ARTIBONITE, OUEST ET NIPPES-ETUDES ET PHASE I	OUEST	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1314-1-12-51	PROGRAMME D'ORGANISATION DE LA SOLIDARITE SOCIALE		35 000 000	-	35 000 000	-	-	-	-	-	35 000 000
	CONSTRUCTION DE CENTRES D'ACCUEIL POUR DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE DANS CHAQUE POLE LOCAL DE DEVELOPPEMENT		35 000 000	-	35 000 000	-	-	-	-	-	35 000 000
1314-1-12-51-11	INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES FILLES ET DES FEMMES DES DEPARTEMENTS DU SUD, GRAND'ANSE, CENTRE, NORD, NORD-EST, OUEST ET NORD-OUEST	NATIONAL	25 000 000	-	25 000 000	-	-	-	-	-	25 000 000
1314-1-12-51-12	CONTRIBUTION A L'HEBERGEMENT DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE	OUEST	10 000 000	-	10 000 000	-	-	-	-	-	10 000 000
1314-1-12-52	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'EGALITE DE GENRE		2 000 000	-	2 000 000	-	-	-	-	-	2 000 000
	PRODUCTION ET DIFFUSION D'INFORMATION SUR L'EGALITE DE GENRES		2 000 000	-	2 000 000	-	-	-	-	-	2 000 000
1314-1-12-52-11	PREVENTION ET PROTECTION CONTRE LES VIOLENCES SEXOCPECIFIQUES AU NIVEAU DES 10 DEPARTEMENTS	NATIONAL	2 000 000	-	2 000 000	-	-	-	-	-	2 000 000
1314-1-12-50	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE		-	-	-	-	-	-	-	-	-
	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME NATIONAL D'ASSISTANCE LEGALE		-	-	-	-	-	-	-	-	-
1314-1-12-52-11	CREATION D'UN INSTITUT DES DROITS DES FEMMES ET DE L'EGALITE HOMME/FEMME-PHASE I	OUEST	-	-	-	-	-	-	-	-	-

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1315	MINISTERE A LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE		116 200 000		116 200 000	7 000 000				7 000 000	123 200 000
1315-1	SERVICES INTERNES		116 200 000		116 200 000	7 000 000				7 000 000	123 200 000
1315-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		116 200 000		116 200 000	7 000 000				7 000 000	123 200 000
1315-1-12-20	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10 000 000		10 000 000						10 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE										
1315-1-12-50-11	RECENSEMENT NATIONAL DE LA PRATIQUE SPORTIVE	NATIONAL									
	PROMOTION ET DEVELOPPEMENT DE L'ACTION CIVIQUE		10 000 000		10 000 000						10 000 000
1315-1-12-50-12	MISE EN PLACE DE 3 CENTRES DE SERVICE CIVIQUE NATIONAL (NORD, SUD, GRAND-ANSE) INCLUANT LA FORMATION	NATIONAL	10 000 000		10 000 000						10 000 000
1315-1-12-51	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ACTION CIVIQUE DU SPORT DES LOISIRS ET DE LA JEUNESSE		106 200 000		106 200 000	7 000 000				7 000 000	113 200 000
	PROMOTION ET DEVELOPPEMENT DU SPORT DE HAUT NIVEAU					7 000 000				7 000 000	7 000 000
1315-1-12-51-11	INCLUSION SOCIALE PAR LE Biais DE LA PRATIQUE SPORTIVE FOOTBALL-PHASE 3- FORMATION DE 22 JOUEURS AU BRESIL	OUEST				7 000 000		BRESIL	DON	7 000 000	7 000 000
	MISE EN PLACE DE CENTRES MULTI SPORTS ET DE LOISIRS DANS LES POLES LOCAUX DE DEVELOPPEMENT		10 000 000		10 000 000						10 000 000
1315-1-12-51-12	CREATION D'UN CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS ET D'ANIMATION SOCIO-CULTUREL AU CAP-HAITIEN, AUX CAYES ET A PORT-AU-PRINCE	NATIONAL	5 000 000		5 000 000						5 000 000
1315-1-12-51-13	CONSTRUCTION D'UN CENTRE SPORTIF D'EXCELLENCE A JEREMIE-ETUDES	GRAND-ANSE									
1315-1-12-51-14	MISE EN PLACE DE 2 CENTRES D'ACCUEIL ET DE REINSERTION PAR LA FORMATION TECHNIQUE, PROFESSIONNELLE ET SPORTIVE POUR DE JEUNES FEMMES	NATIONAL	5 000 000		5 000 000						5 000 000
	DEVELOPPEMENT DU SPORT SCOLAIRE ET MUNICIPAL ET PROMOTION DU SPORT POUR TOUS										
1315-1-12-51-15	INFRASTRUCTURES SPORTIVES (SPORTS POUR CHANGEMENT, 10 TERRAINS DE SPORTS)	NATIONAL									
1315-1-12-51-16	REHABILITATION /CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT D'INFRASTRUCTURES SPORTIVES	NATIONAL									
	DEVELOPPEMENT DES JEUX HANDISPORTS		17 000 000		17 000 000						17 000 000
1315-1-12-51-17	RENFORCEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE DES PERSONNES EN SITUATION D'HANDICAP A TRAVERS LE PAYS "HANDISPORT"- ETUDES	NATIONAL	17 000 000		17 000 000						17 000 000
	PROTECTION ET DEVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE		79 200 000		79 200 000						79 200 000
1315-1-12-51-18	MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES INITIATIVES DE JEUNES	NATIONAL	17 000 000		17 000 000						17 000 000
1315-1-12-51-19	DEVELOPPEMENT DE LA CAPACITE ENTREPRENEURIALE CHEZ LES JEUNES; NORD, NORD-EST, NIPPES	NATIONAL									
1315-1-12-51-20	PROMOTION/DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES (clubs sportifs extra scolaires et intra scolaires)	NATIONAL	62 200 000		62 200 000						62 200 000

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL MP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1315-1-12-51-21-	MISE EN PLACE D'UN BUREAU NATIONAL POUR L'EMPLOI DES JEUNES	NATIONAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14	SECTEUR CULTUREL		338 000 000	-	338 000 000	11 513 036	20 189 883			31 702 919	369 702 919
1411	MINISTERE DES CULTES		-	-	-	-	-	-	-	-	-
1411-1	SERVICES INTERNES		-	-	-	-	-	-	-	-	-
1411-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		-	-	-	-	-	-	-	-	-
1411-1-12-50-	PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE		-	-	-	-	-	-	-	-	-
	MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIEN CULTURELS		-	-	-	-	-	-	-	-	-
1411-1-12-50-11-	PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL HAÏTEN A TRAVERS LE SECTEUR RELIGIEUX ET LES ASSOCIATIONS PHILOSOPHIQUES	OUEST	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1412	MINISTERE DE LA CULTURE		317 000 000	-	317 000 000	11 513 036	20 189 883			31 702 919	348 702 919
1412-1	SERVICES INTERNES		302 000 000	-	302 000 000	10 588 057	20 189 883			30 777 940	332 777 940
1412-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		302 000 000	-	302 000 000	10 588 057	20 189 883			30 777 940	332 777 940
1412-1-12-50-	PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE		302 000 000	-	302 000 000	10 588 057	20 189 883			30 777 940	332 777 940
	MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIEN CULTURELS		2 000 000	-	2 000 000	-	-	-	-	-	2 000 000
1412-1-12-50-11-	CONSTRUCTION DU MEMORIAL DE ST. CHRISTOPHE A TITANVEN	OUEST	2 000 000	-	2 000 000	-	-	-	-	-	2 000 000
1412-1-12-50-13-	CREATION D'UN ESPACE D'ANIMATION, D'EXPOSITION ET DE VENTE DE PRODUITS CULTURELS, ARTISTIQUES ET ARTISANAUX AUX CAVES	SUD	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-1-12-50-24-	REHABILITATION DU LOCAL DU MTPTC DEVANT LOGER LE COMPLEXE ADMINISTRATIF ET CULTUREL DU MINISTERE	SUD-EST	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	MISE EN PLACE D'UN RESEAU DE CENTRES CULTURELS		300 000 000	-	300 000 000	10 588 057	-	-	-	10 588 057	310 588 057
1412-1-12-50-16-	MISE EN PLACE D'UNE "ECOLE ATELIER DE JACMEL" (EAI - PHASE 4 ET 5	SUD-EST	-	-	-	10 588 057	-	ESPAGNE	DON	10 588 057	10 588 057
1412-1-12-50-20-	MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME D'EDUCATION PATRIMONIALE A L'ECOLE (PHASE 1)	NATIONAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-1-12-50-21-	ETUDE POUR LA CONSTRUCTION D'UN DORTOIR A L'UNAMU	CENTRE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-1-12-50-22-	REHABILITATION DES LOCAUX DU MINISTERE DE LA CULTURE	CENTRE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-1-12-50-23-	ORGANISATION 12 ^{DE} EDITION CARIFESTA 2015 EN HAÏTI	NATIONAL	300 000 000	-	300 000 000	-	-	-	-	-	300 000 000
	MISE EN PLACE D'UN FONDS DE DEVELOPPEMENT CULTUREL		-	-	-	-	20 189 883	-	-	20 189 883	20 189 883
1412-1-12-50-18-	SUPPORT AUX INITIATIVES CULTURELLES	NATIONAL	-	-	-	-	20 189 883	UE	DON	20 189 883	20 189 883

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL MP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIME	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
1412-2	SERVICES EXTERNES		15 000 000		15 000 000	924 980				924 980	15 924 980
1412-2-13	ÉCOLE NATIONALE DES ARTS		2 000 000		2 000 000						2 000 000
1412-2-13-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		2 000 000		2 000 000						2 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		2 000 000		2 000 000						2 000 000
1412-2-13-50-11	REHABILITATION PHYSIQUE DE L'ENARTS A PORT-AU-PRINCE	OUEST	2 000 000		2 000 000						2 000 000
1412-2-14	INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL					924 980				924 980	924 980
1412-2-14-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE					924 980				924 980	924 980
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE					924 980				924 980	924 980
1412-2-14-50-11	REHABILITATION DES FORTS JACQUES ET ALEXANDRE A FERMATHE ET AMENAGEMENT DU PARC NATIONAL DES FORTS	OUEST									
1412-2-14-50-12	RESTAURATION ET MISE EN VALEUR DE L'ARTILLERIE ANGLAISE DE LA CITADELLE HENRY AU PARC NATIONAL HISTORIQUE CITADELLE SANS-SOUCI RAMIER	NORD									
1412-2-14-50-13	REAMENAGEMENT DES JARDINS DU ROI ET PERRENISATION DU CARMITIER DU ROI SUR LE SITE DE SANS-SOUCI	NORD									
1412-2-14-50-14	RESTAURATION PALAIS SANS SOUCI	NORD									
1412-2-14-50-15	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL EN CULTURE ET CONSERVATION DU PATRIMOINE POUR LE DEVELOPPEMENT PHASE 3	OUEST				924 980		ESPAGNE	DON	924 980	924 980
1412-3-15	THEATRE NATIONAL		2 000 000		2 000 000						2 000 000
1412-3-15-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		2 000 000		2 000 000						2 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		2 000 000		2 000 000						2 000 000
1412-3-15-50-11	REHABILITATION DES LOCAUX DU THEATRE NATIONAL	OUEST	2 000 000		2 000 000						2 000 000
1412-3-16	MUSEE DU PANTHRON NATIONAL										
1412-3-16-50	PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE										
	MISE EN PLACE D'UN RESEAU DE MUSEES NATIONAUX DANS LES GRANDS POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT										
1412-3-16-50-11	REHABILITATION DES LOCAUX DU MUPANAH	OUEST									
1412-3-16-50-12	CONSTRUCTION D'UN ATELIER DE RESTAURATION DES OEUVRES DU MUPANAH	OUEST									
1412-3-17	BUREAU D'ETHNOLOGIE										
1412-3-17-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE										

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE										
1412-2-17-50-12	REHABILITATION ET MISE EN VALEUR TOURISTIQUE DES POINTS D'EAU A CARACTERE SACRE DU PAYS (BASSIN ST SAINT JACQUES a Plaine du Nord, Source courtois a Cul-de-Sac et Bassin Walz)	NATIONAL	-		-					-	-
1412-2-18	BIBLIOTHEQUE NATIONALE		2 000 000		2 000 000					-	2 000 000
1412-2-18-50	PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE		2 000 000		2 000 000					-	2 000 000
	MISE EN PLACE DE CENTRES DE LECTURE ET D'ANIMATION CULTURELLE PAR POLE LOCAL DE DEVELOPPEMENT		2 000 000		2 000 000					-	2 000 000
1412-2-18-50-11	ETUDES POUR LA CONSTRUCTION D'UNE BIBLIOTHEQUE ET D'UN AUDITORIUM A HINCHIE	CENTRE	2 000 000		2 000 000					-	2 000 000
1412-2-19	ARCHIVES NATIONALES										
1412-2-19-50	PROGRAMME DE DECONCENTRATION DES ARCHIVES NATIONALES D'HAITI DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT										
	MISE EN PLACE DE BUREAUX REGIONAUX DES ARCHIVES NATIONALES DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT										
1412-2-19-50-11	CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE POUR LA GESTION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET DES ARCHIVES PUBLIQUES A PORT-AU-PRINCE	OUEST								-	-
1412-2-24	DIRECTION NATIONALE DU LIVRE		6 000 000		6 000 000					-	6 000 000
1412-2-24-50	PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE		6 000 000		6 000 000					-	6 000 000
	MISE EN PLACE DE CENTRES DE LECTURE ET D'ANIMATION CULTURELLE PAR POLE LOCAL DE DEVELOPPEMENT		6 000 000		6 000 000					-	6 000 000
1412-2-24-50-11	CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE LECTURE ET D'ANIMATION CULTURELLE A GROS MORNE	ARTIBONITE	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1412-2-24-50-12	IMPLANTATION D'UN CENTRE DE LECTURE ET D'ANIMATION CULTURELLE A LA VALLEE DE JACMEL	SUDEST	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1412-2-25	BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR		3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1412-2-25-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1412-2-25-50-11	MISE EN PLACE DE LA GESTION COLLECTIVE ET LUTTE ANTI-PIRATAGE DANS LE DOMAINE DU DROIT D'AUTEUR ET DES DROITS VOISINS (MIDAI)	OUEST	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1413	MINISTERE DE LA COMMUNICATION		21 000 000		21 000 000					-	21 000 000
1413-1	SERVICES INTERNES		21 000 000		21 000 000					-	21 000 000
1413-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		21 000 000		21 000 000					-	21 000 000
1413-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		21 000 000		21 000 000					-	21 000 000
	MISE EN PLACE DE CELLULES DE COMMUNICATION DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT		21 000 000		21 000 000					-	21 000 000

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL PP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 894	18 761 560 622			37 396 402 516	53 448 311 883
1413-1-12-50-11	MISE EN PLACE D'UNE CELLULE DE COMMUNICATION AUX CAYES	SUD	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1413-1-12-50-12	MISE EN PLACE D'UNE CELLULE DE COMMUNICATION AU CAP-HAITIEN	NORD	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1413-1-12-50-13	RENFORCEMENT DE LA COMMUNICATION	OUEST	21 000 000	-	21 000 000	-	-	-	-	-	21 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		-	-	-	-	-	-	-	-	-
1413-1-12-50-14	APPUI A L'ARTNH: NUMERISATION DE LA DIFFUSION TERRESTRE HERTZIENNE DE LA TELEVISION NATIONALE D'HAITI (NTV) TELEVISION NUMERIQUE TERRESTRE	OUEST	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	POUVOIR LEGISLATIF		-	470 000 000	470 000 000	-	-	-	-	-	470 000 000
2211	SENAT DE LA REPUBLIQUE		-	470 000 000	470 000 000	-	-	-	-	-	470 000 000
2211-1	SERVICES INTERNES		-	470 000 000	470 000 000	-	-	-	-	-	470 000 000
2211-1-11	ASSEMBLEE DES SENATEURS		-	470 000 000	470 000 000	-	-	-	-	-	470 000 000
2211-1-11-51	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES		-	470 000 000	470 000 000	-	-	-	-	-	470 000 000
	RENFORCEMENT DE L'ACTION PARLEMENTAIRE		-	470 000 000	470 000 000	-	-	-	-	-	470 000 000
2211-1-11-51-12	CONSTRUCTION DU PALAIS LEGISLATIF	OUEST	-	470 000 000	470 000 000	-	-	-	-	-	470 000 000

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL PIP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIÉ	AFC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIÉ	BILATERALE RECTIFIÉE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIÉES	
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
2212	CHAMBRE DES DEPUTES		-	-	-	-	-			-	-
2212-1	SERVICES INTERNES		-	-	-	-	-			-	-
2212-1-12	QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES		-	-	-	-	-			-	-
2212-1-12-50	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES		-	-	-	-	-			-	-
	RENFORCEMENT DE L'ACTION PARLEMENTAIRE		-	-	-	-	-			-	-
2212-1-11-50-11	CREATION D'UN CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE RECHERCHE DEL	OUEST	-	-	-	-	-		0	-	-
3	POUVOIR JUDICIAIRE		13 625 000	47 000 000	60 625 000					-	60 625 000
3211	CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE (CSPJ)		13 625 000	47 000 000	60 625 000					-	60 625 000
3211-1	SERVICES INTERNES		13 625 000	47 000 000	60 625 000					-	60 625 000
3211-1-11	ADMINISTRATION GENERALE		13 625 000	47 000 000	60 625 000					-	60 625 000
3211-1-11-50	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE		13 625 000	47 000 000	60 625 000					-	60 625 000
	CERTIFICATION DES PROFESSIONS JUDICIAIRES		13 625 000	47 000 000	60 625 000					-	60 625 000
3211-1-11-50-11	CERTIFICATION DES MAGISTRATS-PHASE I	NATIONAL	13 625 000		13 625 000					-	13 625 000
3211-1-11-50-12	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT PALAIS DE LA COUR DE CASSATION	OUEST	-	47 000 000	47 000 000					-	47 000 000
4	INSTITUTIONS INDEPENDANTES		10 000 000	117 500 000	127 500 000	141 000 000	-			141 000 000	268 500 000
4111	CSCCA		-	117 500 000	117 500 000	-	-			-	117 500 000
4111-1	SERVICES INTERNES		-	117 500 000	117 500 000	-	-			-	117 500 000
4111-1-11	CONSEIL DE LA COUR		-	117 500 000	117 500 000	-	-			-	117 500 000
4111-1-11-50	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES		-	117 500 000	117 500 000	-	-			-	117 500 000
	RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS INDEPENDANTES		-	117 500 000	117 500 000	-	-			-	117 500 000
4111-1-11-50-15	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DE LA COUR SUPERIEUR	OUEST	-	117 500 000	117 500 000	-	-			-	117 500 000
4311	RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI (RUEH)		10 000 000	-	10 000 000	141 000 000	-			141 000 000	151 000 000
4311-1	SERVICES INTERNES		10 000 000	-	10 000 000	141 000 000	-			141 000 000	151 000 000
4311-1-11	RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI		10 000 000	-	10 000 000	141 000 000	-			141 000 000	151 000 000

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES					TOTAL MP RECTIFICATIF
			TRESOR PUBLIC RECTIFIE	APC	TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE	BILATERALE RECTIFIEE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE RECTIFIEES	
	TOTAL		10 294 052 369	5 757 857 298	16 051 909 667	18 634 841 594	18 761 560 622			37 396 402 216	53 448 311 883
411-1-11-50	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES		10 000 000		10 000 000	141 000 000				141 000 000	151 000 000
	RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS INDEPENDANTES		10 000 000		10 000 000	141 000 000				141 000 000	151 000 000
411-1-11-50-11	CONSTRUCTION DU CAMPUS PRINCIPAL DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI (source UTEMIEF)	OUEST	-		-					-	-
411-1-11-50-12	RENFORCEMENT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI (UEH)	NATIONAL	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
411-1-11-50-13	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENTS DE DORTOIRS ET DE RESIDENCES POUR PROFESSEURS	NORD	-		-	47 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	47 000 000	47 000 000
411-1-11-50-14	RENFORCEMENT DES STRUCTURES DES BATIMENTS DE L'UNIVERSITE DE LIMONADE	NORD	-		-	94 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	94 000 000	94 000 000

ANNEXE 1
EXPOSE DES MOTIFS

EXPOSE DES MOTIFS DU BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015**1. Généralités**

L'exécution du budget 2014-2015 s'est heurtée à un ensemble de facteurs internes et externes qui pourraient affecter de manière considérable l'atteinte des objectifs prévus initialement. En effet, la baisse sensible du cours des produits pétroliers sur le marché international entraînant une révision à la baisse des ressources provenant du Fonds PETROCARIBE et un ralentissement au niveau de l'exécution des projets financés par lesdites ressources, l'intégration dans le document budgétaire de nouvelles priorités définies par le nouveau Gouvernement, la réalisation des élections pour l'ensemble des élus des collectivités locales, 119 députés et deux tiers du sénat de la République, constituent, entre autres, des éléments majeurs impliquant une révision de l'enveloppe budgétaire et des modifications au niveau de la répartition des crédits initiaux de certaines entités administratives de façon à faciliter la mise en œuvre des mesures liées à la situation socioéconomique actuelle du pays.

2. Le cadrage macroéconomique

La révision du budget est étroitement liée au cadrage macroéconomique qui doit être ajusté aux nouvelles conditions de recettes et de dépenses publiques. Le tableau ci-dessous présente les nouveaux éléments de cadrage sur la base desquels reposent les nouvelles prévisions budgétaires.

BUDGET INITIAL

- Taux de croissance réelle de l'économie : 4,6
- **Taux d'inflation**
 - en glissement annuel :6,2
 - Moyenne annuelle :6,6
- Taux de pression fiscale : 13,5
- Taux de change inscrit dans le PIP
(45gdes pour \$ 1 USD)

BUDGET RECTIFIE

- Taux de croissance réelle de l'économie : 2,5
- **Taux d'inflation**
 - en glissement annuel :6,0
 - Moyenne annuelle: 6,3
- Taux de pression fiscale : 14,1
- Actualisation du taux de change
(47 gdes pour \$ 1USD)

3. Les grandes masses du budget révisé

L'enveloppe budgétaire globale diminue de 11% en raison de la baisse des ressources provenant du fonds PETROCARIBE (49%) et du recours modéré à l'émission de Bons du Trésor (1,5 milliard de Gourdes dans le budget rectificatif contre 5,46 milliards de Gourdes dans le budget initial). Ceci implique un ajustement de crédits initialement projetés.

Les crédits prévus pour des dépenses courantes et de capital sont revus à la baisse respectivement de 2% et 20% en raison surtout du caractère incompressible de la première catégorie de dépenses, notamment des salaires, le seul poste de dépenses à n'avoir subi de réduction.

4. Les grandes orientations du budget révisé

A travers le budget rectificatif 2014-2015, de nouvelles priorités sont établies :

- la promotion de la croissance et de l'emploi par l'adoption d'un document intitulé (Pacte pour la croissance et l'emploi);

- le renforcement des travaux à haute intensité de main-d'œuvre et à impacts durables;
- la promotion du développement des PME (350 millions de Gourdes sur Trésor Public);
- le renforcement de la structure des entités électorales par:
 - l'augmentation du financement des activités électorales (+ 100 millions pour un total de 300 millions de Gourdes) ;
 - l'augmentation du financement des Partis Politiques (+ 150 millions pour un total de 500 millions de Gourdes) ;
- la modification des tarifs de certains produits pour encourager prioritairement la production nationale;
- la finalisation d'un ensemble de projets ayant atteint une phase avancée;
- le renforcement des structures de la PNH (+ 300 millions de Gourdes) ;
- la prise en compte de nouveaux engagements de l'État auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux :
 - Gvt. américain/USAID/NRECA (47 millions de Gourdes);
 - BID/Gvt. Américain/Contribution au fonctionnement du parc de CARACOL (47 millions de Gourdes).
- l'implémentation d'une politique de stage pour des jeunes universitaires (10 millions de Gourdes) ;
- la modernisation du secteur du transport (45 millions) ;

5. Mesures relatives à l'amélioration de la gestion des finances publiques

- Recherche d'une meilleure efficacité des dépenses publiques (Réduction des dépenses de fonctionnement jugées non essentielles);
- Paiement direct des bénéficiaires finaux
- Poursuite des travaux relatifs à la mise en place du CUT
- Non recours à la création monétaire pour financer le budget;

6. Les nouvelles mesures fiscales et douanières

Le budget rectificatif 2014-2015 introduit de nouvelles mesures fiscales et douanières :

- Établissement d'un droit de «circulation à l'intérieur du pays» pour tout véhicule étranger de transport de marchandises entrant sur le territoire national par la frontière terrestre :
 - 5000 Gourdes pour les camions et 6000 Gourdes pour les trailers
 - Impact: 8,9 millions de Gourdes
- Actualisation des tarifs douaniers sur certains produits importés (offerts par des producteurs locaux)
 - Incidences « avantages comparatifs; gains sur les termes de l'échange et amélioration des revenus des producteurs».

- Modification des droits d'accises établis sur les produits tels que : Rhum, Bière, boissons vineuses et toutes les autres boissons alcooliques et alcoolisées (4 % du prix ex-usine pour les produits de fabrication locale et 16 % de la valeur en douane (CIF) pour les produits importés).
- Institution d'une taxe de 10 %, dite Taxe pour la Protection de l'Environnement (TPE), sur la valeur CIF, à l'importation des biens suivants :
 - Pneus usagés
 - Batteries usagées
 - Articles de friperie usagés

Cette taxe sera de 25 % sur les véhicules suivants :

- Véhicules de tourisme de plus de sept (7) ans
- Véhicules utilitaires de plus de sept (7) ans
- Véhicules de transport de passagers de plus de sept (7) ans
- Camions de transport de marchandises de plus de cinq (5) tonnes de Charge utile dont l'âge est supérieur à douze (12) ans.

ANNEXE 2
PACTE POUR L'EMPLOI ET LA CROISSANCE
ECONOMIQUE INCLUSIVE

SOMMAIRE

1.0. Introduction : Les principaux enjeux de ces pactes économiques

2.0. Le contexte global amenant ce changement

- 2.1. Des tendances économiques récentes
- 2.2. De l'influence du contexte politique

3.0 Conditions concrètes de mise en place de ces mécanismes

- 3.1. La nature des « pactes pour l'emploi et une croissance économique inclusive »(PECEI)
- 3.2. Les composantes des pactes
- 3.3. Leur horizon temporel
- 3.4. Enjeux pour le programme financier en négociation avec le FMI
- 3.5. De la limitation dans le choix des domaines d'intervention

4.0 Les premiers grands domaines d'application des pactes

- 4.1. Programme spécial pour une stabilité socio-économique rapide
 - 4.1.1 Volet de consolidation et rationalisation budgétaire
 - 4.1.2. Volet de stabilisation socio-économique
 - 4.1.3. Sous-programme « emplois-jeunes »
- 4.2. Programme d'élargissement de la base des PME dans l'économie nationale
 - 4.2.1. Pourquoi les PME/PMI?
 - 4.2.2. Secteurs cibles
 - 4.2.2.1 Priorité à l'agro-business
 - 4.2.2.2 Le sous-secteur bâtiments et travaux publics : le moteur de la croissance en Haïti
- 4.3 Programme de développement des facteurs économiques stratégiques
 - 4.3.1 Importance des facteurs économiques stratégiques
 - 4.3.2. L'existence d'un éventail très large de facteurs
 - 4.3.3 Nécessité de faire une sélection
 - 4.4 Programme d'amélioration de la gestion frontalière

5.0 Les six étapes de lancement du nouveau mode opératoire économique

6.0 Documents d'annexes

Annexe 1 : Premières réflexions sur les sources et modalités de financement

Annexe 2 : Remembrement foncier par capitalisation

Annexe 3 : Amélioration des procédures liées à l'administration douanière

Annexe 4 : Recherche de débouchés

Annexe 5 : Lignes d'action diverses

Annexe 6 : Vers l'Observatoire National de l'Emploi

Annexe 7 : Pour la mise en place de Sociétés Publiques d'Aménagement du Territoire ou Sociétés de Développement Economique Régional ;

1.0. INTRODUCTION : LES PRINCIPAUX ENJEUX DES PACTES ECONOMIQUES

Haïti a retrouvé le chemin de la croissance depuis un certain nombre d'années, mais n'a commencé à la prendre comme pivot de la politique économique et de l'emploi que depuis le séisme de Janvier 2010. Le taux de croissance annuel moyen de 2011 à 2014 est de 3.2%, soit plus de 3 fois le niveau atteint au cours des 10 dernières années. Ce chiffre ne tient pas compte des 5.5% atteint en 2010-2011 - très lié aux effets post-séisme. Même s'il est clair que ces effets ne se sont pas complètement encore estompés et même s'il faut reconnaître que ces résultats restent en-deça des espérances, il est significatif de noter que comparé aux deux décennies précédentes avec leurs cortèges de problèmes plus ou moins similaires, c'est la première fois que le pari de la croissance semble être pris de manière aussi explicite.

Mais une préoccupation demeure. Tel un atterrissage forcé après le dopage post-séisme – les afflux d'aide externe diminuent et passent de 1.6 milliard en 2010-2011 à environ 550 millions de dollars actuellement. Des chocs conjoncturels inattendus (baisse importante des ressources du fonds pétro-caribe environ 8.5 milliards de Gourdes, baisse de recettes fiscales par rapport aux ressources programmées en début d'exercice, consécutive aux pressions à la baisse des prix à la pompe des produits pétroliers environ 2.7 milliards, etc.) viennent renforcer les déséquilibres structurels et menacent les bases de cette croissance économique prioritairement supportée par les dépenses publiques. Tout ceci sur fond de crise pré-électorale, parfois très violente, très inhibitrice de l'initiative privée. C'est dans ce contexte que le Ministre de l'Économie et des Finances a suggéré de décréter « **L'état d'urgence économique** ». Pour responsabiliser l'ensemble des acteurs de la société en vue d'arrêter la saignée, de mieux encadrer la dépense publique et de prendre les mesures appropriées pour diversifier les bases du système productif national et rendre l'économie moins dépendante de ressources qui sont hors de contrôle des décideurs politiques. Cela implique de renforcer la performance des administrations fiscales, contrôler la progression et la qualité de la dépense publique tout en recherchant la maximisation de son impact sur les conditions de vie des ménages, dynamiser les initiatives privées, desserrer les contraintes auxquelles elles font face, et dégager des marges de flexibilité et des gains d'efficacité sur l'aide externe.

Il s'agira pour ce faire de travailler en profondeur et en toute urgence sur deux faiblesses majeures qui caractérisent les politiques publiques nationales :

- le manque de cohérence entre les politiques macroéconomiques et les politiques sectorielles;
- la faible articulation des actions conduites par le secteur privé, pris au sens large, avec les politiques publiques, du fait d'un manque ou parfois d'absence de concertation.

C'est là que peut faire la différence la mise en place des « **pactes pour l'emploi et une croissance économique inclusive (PECEI)** ». Ces derniers se définissent comme des « *actions concertées et validées au service d'une politique économique rationnelle, efficace, partagée par l'ensemble des parties concernées* ». Ils ont donc l'ambition de stimuler la croissance et l'emploi à travers des mécanismes de concertation et de coordination nationaux impliquant le Gouvernement, le secteur privé, les groupes organisés de la société civile, les partenaires internationaux du pays. Bien entendu, il faut définir dans quelles conditions une telle modalité de gestion économique pourrait se concrétiser à travers une approche méthodologique convaincante. Mais, il faut d'abord rappeler brièvement les raisons qui rendent cette nouvelle action opportune. La section suivante présente le contexte de l'introduction des PECE avant de détailler la méthodologie à utiliser pour la mise en place des pactes. Les sections subséquentes proposent des domaines d'application possibles pour les premiers PECE envisagés.

2. LE CONTEXTE GLOBAL AMENANT CE CHANGEMENT

La politique de développement en Haïti jusqu'à date relevait surtout d'actions isolées de la part des ministères sectoriels, du MEF ou encore du MPCE. Les entreprises et associations de producteurs par exemple étaient peu incluses dans les décisions gouvernementales. Le changement dans la gestion économique préconisé par le présent document se justifie par deux facteurs principaux :

- Les tendances économiques récentes
- L'influence du contexte politique

2.1. Tendances économiques récentes

Depuis plusieurs décennies, Haïti accuse des performances économiques globales faibles qui ont débouché sur la pérennisation d'une situation de pauvreté massive, de chômage, de précarité, de bidonvilisation, de rachitisme de la classe moyenne et d'émigration des couches vives de la population. Comme conséquence, l'économie nationale s'est transformée en une économie de services tournée prioritairement vers le commerce de produits importés financés en grande partie par les transferts de la diaspora. Le pays dispose pourtant d'un potentiel extraordinaire dans beaucoup de secteurs, particulièrement dans la production agricole et l'agrobusiness, la pêche, mais aussi dans le tourisme, le textile, ou la filière des matériaux de construction.

Les politiques et réformes nécessaires qui pourraient permettre au pays d'exploiter ces opportunités ont rarement été assumées. La croissance économique réalisée est restée insuffisante pour garantir les progrès substantiels en termes d'amélioration des conditions de vie de la population qui croit à un rythme annuel de 2%.

Du point de vue de la gestion économique de court terme, les résultats n'ont pas toujours été à la hauteur des espérances. En effet, l'État fait périodiquement face à des situations de déséquilibre parfois difficilement gérables au niveau des finances publiques, sur le plan monétaire et sur celui de la balance des paiements. Les investissements publics sont restés fortement tributaires des ressources externes qui ne cessent de se raréfier au cours de ces dernières années.

Les réponses apportées se sont constamment concentrées sur la résolution des problèmes conjoncturels, sauf pour la période qui a suivi le séisme de Janvier 2010 où la recherche de la croissance économique a commencé à orienter certaines politiques publiques. Le manque de cohésion entre les politiques économiques continue de poser des limites à cette même politique de croissance.

La période qui a démarré en 2014/15, est un de ces exemples de conjoncture difficile dont l'histoire économique contemporaine est coutumière. Elle préfigure des tendances extrêmement inquiétantes avec la baisse continue de l'aide internationale, la baisse de la disponibilité des fonds de Pétro-Caribe, l'augmentation des sorties de capitaux, la pression sur le change et les importations massives et non-contrôlées en provenance de la République Dominicaine.

2.2. Influence du contexte politique

Parallèlement à l'évolution économique difficile observée, Haïti est souvent confrontée à une situation d'instabilité sociopolitique pouvant amplifier les tendances économiques contreperformantes. Cet état de crise globale, structurelle et multidimensionnelle à effet conjoncturel rend difficile à la fois la construction de la démocratie et les efforts de développement économique. Or, l'histoire économique établit sans ambiguïté le rôle central de la stabilité politique et des institutions dans le progrès des peuples, comme en témoigne l'évolution contemporaine de certains pays comme la Corée du Sud, Taiwan et, plus près de nous, la République Dominicaine.

Il faut remarquer, cependant, que c'est au cours des moments d'ouverture politique que les repositionnements mis en branle par les principaux acteurs permettent de négocier de nouvelles stratégies économiques ou plus modestement de nouveaux modes de fonctionnement économique. Le contexte politique de l'année 2014/15 peut constituer un de ces moments favorables à des prises de décisions majeures pour freiner ou ralentir l'évolution économique chaotique du pays, opérer un revirement et garantir à sa population un avenir plus serein.

Cependant, ce revirement n'est concevable que si, parallèlement à la nouvelle ouverture politique, cinq (5) avancées importantes sont effectuées sur le plan économique :

1. Une attention très forte est donnée aux enjeux économiques internes et externes du pays, en déclarant une **situation d'urgence économique**;
2. Les acteurs du secteur public, privé et de la société civile s'engagent à rattraper les décennies de perte de croissance, et prennent des résolutions à partir d'aujourd'hui pour développer des actions durables visant à faire émerger d'autres leviers de croissance ;

3. Le pays reconnaît que les décennies d'instabilité qu'il a connues lui ont fait perdre ses principaux moteurs économiques et qu'il faille à partir d'aujourd'hui développer des actions durables pour en faire émerger d'autres;
4. Tous les acteurs économiques stratégiques concernés s'accordent sur un nouveau cadre de gestion de l'économie, en contribuant à la mise en place dans leur secteur de **PACTES**, dont l'axe fondamental est la recherche de la convergence de tous les efforts vers des objectifs définis de manière consensuelle;
5. Les projets sont mis en œuvre en tenant compte des politiques sectorielles et de leur valeur ajoutée à l'économie.

3. CONDITIONS DE MISE EN PLACE DES PECEI

3.1. La nature des « Pactes pour l'Emploi et une Croissance Économique Inclusive » (PECEI)

Comme il a été rapidement souligné antérieurement, les PECEI seront les résultats concrets du changement désiré par les acteurs stratégiques dans le mode de gestion de l'économie nationale. En effet, à chaque fois que dans un domaine économique particulier un pacte est conclu il apparaît comme un mécanisme dont l'État et certains groupes d'acteurs stratégiques internes et externes se dotent dans le but de renforcer l'efficacité des politiques publiques et de faire converger les efforts des différentes composantes du Secteur Privé. L'idée est de garantir un impact significatif dans les domaines de la création d'emploi et de la croissance économique selon des objectifs et des réalisations concrètes clairement délimitées en termes de mise en œuvre et de calendrier.

L'objectif est d'éviter la persistance du chômage massif, du sous-emploi et d'une croissance économique molle. Plus généralement, l'objectif final est de mettre le pays sur un sentier de croissance accélérée pour atteindre sur le long terme un taux de croissance à deux chiffres du PIB.

En conséquence, les pactes sont fondamentalement des instruments de coordination et en même temps un cadre de responsabilité collective impliquant des droits et des devoirs.

3.2. Composantes des PECE

Les pactes, tel que projetés, comporteront cinq (5) composantes :

- **Analyse de la situation:** Elle met en évidence les principales contraintes bloquant l'évolution du secteur et (ou) des filières à développer, mais recherche également les opportunités qui pourraient être exploitées pour garantir une avancée économique rapide.
- **Le réseau de partenaires :** c'est l'identification des acteurs stratégiques du secteur concerné sans lesquels aucun pacte n'est envisageable.
- **La définition d'objectifs à poursuivre avec les partenaires :** qui vont naturellement découler de l'analyse de situation effectuée antérieurement, ainsi que de l'avis des partenaires.
- **Le programme d'action :** adoption consensuelle de lignes d'action adéquates et la responsabilité conjointe et partagée dans la mise en œuvre des actions et politiques jugées appropriées et prioritaires. Il comprend obligatoirement un montage financier qui va supporter les actions définies et un calendrier de mise en œuvre.
- **Le cadre de performance :** les PECE étant un cadre de responsabilité collective, les performances doivent être évaluées pour :
 - d'un côté, les entités du secteur public en support au programme d'actions négocié;
 - d'un autre côté, les entités du secteur privé dont la tâche fondamentale est d'opérationnaliser ce programme;

Les « pactes » comporteront nécessairement des dispositions de surveillance et de correction des écarts constatés avec des indicateurs de suivi et des moyens de vérification définis. Ils définiront en outre les étapes et modalités de mise en œuvre des actions programmées.

3.3. Horizon temporel des pactes

Notons, en outre, deux points concrets importants concernant le contexte actuel de mise en œuvre des politiques publiques :

- Le Gouvernement de la République est engagé actuellement dans des travaux de préparation d'un Budget Rectificatif pour l'année en cours.
- Il s'apprête à finaliser, sous peu, un processus de négociation avec le FMI pour parvenir à un nouveau programme économique et financier s'étalant sur trois (3) ans soit 2014/2017.

De ce fait, pour garantir un premier niveau de cohérence des politiques publiques la première série de PECE s'opérationnaliserait en leur début sur la même période de 3 ans mais selon une double modalité :

- **Une phase 1 d'une année (2014/2015)** qui concerne la dernière année du mandat présidentiel en cours et qui doit comporter des mesures de politique devant intégrer le Budget Rectificatif. Au cours de cette période, compte tenu des risques qui tendent à se multiplier, l'objectif est surtout de chercher à garantir que le niveau de croissance atteint antérieurement de même que les emplois existants pourront être maintenus.
- **Une phase 2 couvrant les deux premières années (2015/2017)** du mandat présidentiel qui suit et qui devrait faire l'objet d'un processus de validation par le nouveau pouvoir.

Ainsi, tel que conçus les PECE auront un horizon temporel de trois ans et seront renouvelables selon les résultats obtenus compte tenu des objectifs poursuivis.

3.4. Les enjeux du nouveau mode opératoire pour le programme financier en négociation avec le FMI.

Depuis 2011, les programmes économiques du FMI sont axés sur deux principaux objectifs à savoir : la stabilité macroéconomique et une croissance forte et soutenue. Les politiques et facteurs conjoncturels ont permis jusqu'ici de préserver une stabilité macroéconomique, mais qui est plutôt fragile et est menacée par des risques importants.

Actuellement, les flux de ressources externes sont en baisse, passant de \$ US 1.5 milliard en 2010 à \$ US 550 en 2013-2014 et \$ US 563 millions en 2014/2015. Les ressources Pétro Caribe dans le financement du budget diminuent de moitié passant de 20.3 milliards à environ 10 milliards. Dans ce contexte de tarissement des ressources exceptionnelles dont le pays a bénéficié sur les trois dernières années, il devient urgent d'engager un processus de consolidation et de rationalisation budgétaire et d'opter pour des politiques conjoncturelles et structurelles capables de renforcer les bases de l'économie.

Pour ce qui est de la croissance, il convient de relever que sur le dernier programme, et suite au séisme, son rythme a augmenté mais reste en dessous des projections et peu suffisant pour fléchir de manière notable le chômage et la pauvreté. La poursuite d'un tel niveau de croissance reste, cependant, fragile pour au moins quatre raisons :

- la croissance a été portée essentiellement par des dépenses d'investissement public financées par un afflux d'aide externe et des ressources de PETROCARIBE qui sont actuellement en baisse ou menacées d'épuisement ;
- une évolution erratique du secteur agricole, représentant 25% du PIB, du fait notamment d'une forte dépendance de la pluviométrie, et d'un sous-financement chronique;

- Le blocage des réformes économiques clés : certaines dispositions légales soumises au Parlement n'ont pas été adoptées et sont encore dans l'impasse ;
- le climat actuel d'incertitude et de tension politique qui sape la confiance des agents économiques.

Pour soutenir le processus de croissance, le secteur privé devrait prendre le relais mais, comment garantir cela en cette période électorale ? L'introduction des PECEI dans les conditions actuelles s'avère être une urgence pour garantir que des efforts coordonnés et stratégiques soient effectués dans ce contexte fragile et de forte contrainte financière. Elle permettra de convenir avec les acteurs étatiques, ceux du secteur privé et de la société civile des actions et réformes primordiales à mener pour maintenir la stabilité macroéconomique et sociale et soutenir le processus de croissance et de création d'emplois.

3.5 De la Limitation dans le choix des domaines d'intervention

Il est difficile de chercher à relever tous les grands défis simultanément. La stratégie la plus adaptée à la réalité haïtienne est de faire une sélection des premiers domaines d'application des PECEI en tenant compte de deux exigences dont l'une est conjoncturelle et l'autre structurelle:

- *La recherche de la stabilité économique et sociale;*
- *La promotion de l'emploi et d'une croissance économique inclusive.*

En effet, le contexte actuel commande d'agir rapidement et prioritairement pour assurer les conditions de stabilité socio-économique et redonner confiance à la population. Partant de là, de meilleures conditions seront assurées pour pouvoir avancer résolument sur les investissements et réformes nécessaires afin de développer le potentiel productif, d'habiliter les acteurs aux fins de dynamiser l'économie et de garantir une croissance forte et durable.

Il est capital pour l'Etat de réaliser rapidement des résultats concrets en termes de croissance et de création d'emplois qui soient comptabilisables de manière à faire la démonstration irréfutable que c'est possible.

A cet effet, il est indispensable d'éviter toute dispersion et de recentrer les efforts de l'Etat sur la dynamisation des secteurs les plus productifs de la nation afin d'offrir des emplois à la population active.

Les domaines d'action suivants ont été sélectionnés pour l'application des PECE :

- Politique de stabilité économique et sociale,
- Promotion des PME,
- Développement des Facteurs économiques stratégiques,
- Gestion frontalière.

Dans chacun de ces domaines, la démarche méthodologique définie antérieurement sera appliquée pour négocier un ou plusieurs pactes avec les partenaires stratégiques identifiés et selon le degré de complexité des situations observées. Les sections suivantes détaillent les PECE envisagés dans chacun des domaines précités.

4. LES PREMIERS GRANDS DOMAINES D'APPLICATION DES PACTES

Les programmes suivants, non exhaustifs, sont proposés à titre indicatif.

4.1. PROGRAMME SPÉCIAL POUR LA STABILITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Ce programme inclut deux volets : un volet de consolidation et rationalisation budgétaire et un volet de stabilisation socio-économique.

4.1.1. Volet de consolidation et rationalisation budgétaire

Ce premier volet est important pour renforcer les conditions de la croissance à court et moyen terme en renforçant la confiance quant au développement d'un environnement macroéconomique stable et une gestion adéquate de l'équilibre macroéconomique et budgétaire. Il sera traité à très court terme avec trois dispositifs prioritaires qui seront pris en compte dans le programme financier avec le FMI.

- Un dispositif de rationalisation des dépenses et de la gestion budgétaire ;
- Un protocole et un plan pour le redressement de l'EDH et la réforme du secteur énergétique¹ ;
- Un dispositif pour le renforcement du recouvrement de l'impôt et la promotion du civisme fiscal.

4.1.2. Volet de stabilisation socio-économique

Ce second volet bien que n'étant pas à proprement parler un des domaines privilégiés par ce nouveau mode opératoire ou de gestion économique, s'impose dans le contexte de défis sociaux actuels. Et par la même occasion, permet de se donner les moyens de créer un environnement plus propice à tel changement.

En effet, ce type d'initiative vise essentiellement la mise en place de sous-programmes de création d'emplois temporaires destinés à répondre aux besoins pressants de revenus de la population, à mener des actions rapides tout en étant structurantes pour maintenir le niveau de l'activité économique, améliorer l'accès aux revenus et les conditions de vie, mobiliser la population sur des actions constructives. Ces sous-programmes peuvent être conduits dans plusieurs secteurs (travaux publics, agriculture, assainissement, etc.) et à l'échelle nationale, par l'État et les Collectivités Territoriales, de préférence aux travers des organisations de base fonctionnant à la campagne et dans les bidonvilles et quartiers urbains pauvres.

Ces initiatives sont regroupées dans le **sous-programme à haute intensité de main-d'œuvre et d'habilitation économique (PHIMHE)** qui intègre 11 projets (voir document en annexe). Ce programme est orienté pour prendre en compte six dimensions fondamentales :

1. Renforcement des équipements et infrastructures au niveau national;
2. Couverture des besoins urgents et prioritaires ;

¹ Plus de 2/3 du déficit non financier du secteur public en 2014 est dû à des pertes de recettes sur le pétrole soit environ \$200 millions et au déficit de l'EDH, environ 250 millions de dollars. Les pressions exercées par la population pour forcer la baisse des prix à la pompe des produits pétroliers présentent un risque majeur pour les finances de la République surtout dans un contexte où les prix restent très instables sur le marché international et des fortes menaces sur l'avenir du programme pétrocaribe. Le gouvernement négocie avec les acteurs sociaux pour changer la stratégie de subvention en la faisant porter exclusivement sur le transport en commun qui concerne les catégories les plus vulnérables de la société. En effet, sous sa forme actuelle, cette subvention profite davantage aux riches (2% des personnes les plus riches gagnent 60% de la subvention, tandis que le 20% des personnes les plus pauvres n'en gagnent que 2%) et aux individus qui font la réexportation du produit vers la RD.

3. Actions à effets structurants ;
4. Équité dans la distribution des revenus et au niveau territorial ;
5. Implication et responsabilisation des autorités et organisations locales ;
6. Création d'emplois directs et indirects.

4.1.3 Sous programme « emplois-jeunes »

Ce volet de stabilisation socio-économique inclut également un sous-programme spécifique d'« emplois-jeunes » ciblant les diplômés des universités, des écoles techniques et professionnelles et les jeunes en général. Ce sous-programme se réalisera selon quatre (4) modalités:

- Des initiatives de réception de jeunes en stages pour des durées déterminées. Toutes les institutions publiques et parapubliques dans les régions seront engagées à cet effet. Des incitations seront également mobilisées pour encourager des entreprises, des ateliers ou artisans à recevoir des jeunes en stage-formation ;
- Des subventions, sous forme de remise fiscale, à des entreprises qui emploient des jeunes pour une période minimale de 3 ans assortie d'une embauche définitive aux termes d'une évaluation positive en fin de 2^e année. Les entreprises éligibles à ce programme seront inventoriées et orientées avec l'appui des Chambres de commerce et des bureaux régionaux de la DGI ;
- Des mécanismes de financement adaptés aux projets d'entreprises des jeunes qui veulent s'installer à leur compte (exemple projet Ayiti startup) ;
- Des actions de formation professionnelle tournée vers l'emploi, notamment dans les métiers de l'agriculture, de la mer et de la construction. Ces actions devraient être coordonnées par la SEFP du MENFP, avec les institutions ayant une longue expérience dans le domaine, notamment la Conférence Épiscopale et la Fédération Protestante. Au besoin, des écoles nationales pourront être électrifiées pour héberger des centres de formation, le soir.

4.2. PROGRAMME D'ÉLARGISSEMENT RAPIDE DE LA BASE DES PME-PMI DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

4.2.1. Pourquoi les PME/PMI?

Les nombreux problèmes rappelés antérieurement ont fait que l'économie haïtienne crée généralement peu d'emplois, nettement insuffisants pour satisfaire les besoins de la population du pays. Le chômage frappe une très grande partie de la population active alors même que les jeunes continuent d'arriver sur le marché du travail au rythme de plus de 200.000 par an.

Dans l'optique d'une grande politique de l'emploi et de la mise en place d'un levier de croissance à effets multiplicateurs significatifs et au niveau national, le groupe des PME apparaît éminemment stratégique. En effet, selon les données du recensement des entreprises réalisées en 2012/13 par le Ministère du Commerce et de l'Industrie, ce groupe représente 95% du tissu global des entreprises, dont moins de 2% ont un statut vraiment formel.

4.2.2. Secteurs cibles

Dans le cadre du nouveau mode opératoire des PECE, il s'agira de **contractualiser les soutiens de l'Etat - à travers les ministères et autres organismes du secteur économique - avec une sélection d'entreprises qui présentent un potentiel de croissance et de création d'emploi.** En tenant compte des conclusions de plusieurs études réalisées

depuis 2008/09, dont celle du Groupe de Travail sur la Compétitivité, on pourrait démarrer avec ces regroupements de branches économiques à fort potentiel :

- Agriculture,
- Développement urbain et Logement,
- Tourisme,
- Confection de vêtements.

La partie qui suit donne quelques orientations sur les projets pilotes qui pourront être développés au niveau des deux premières branches.

4.2.2.1. Priorité à l'agri business

Dans un premier temps, la priorité sera portée sur l'agrobusiness avec le renforcement des PME existantes et la facilitation et la promotion de nouvelles. Des instruments déjà en cours seront systématisés pour :

- encourager la création de nouvelles sociétés agricoles à constituer notamment autour de microsystemes d'irrigation dont 62 seront réhabilités, étendus ou construits à travers le pays;
- faciliter et démocratiser l'accès au crédit avec des produits financiers plus adaptés;
- renforcer l'assistance technique à travers les SAE du MCI et les DDA du MARNDR;
- établir des contrats d'achats avec des distributeurs formels et/ou des centres de conditionnement et de transformation comme les micro-parcs industriels.

Les actions pourront cibler toutes les filières dotées d'un fort potentiel de croissance :

- Fruits et tubercules: mangue, manioc, arachides, haricots, banane, ananas, avocat, igname, patate, café, cacao, céréales, etc. ;
- Agro-transformation ;
- Elevage : poulet, œufs, porc, pisciculture, miel etc.

Critères de sélection des entreprises

La sélection des entreprises de ces chaines de valeur porteuses pourrait se faire au regard des critères suivants :

- Potentiel de croissance ;
- Potentiel de création d'emploi à très court terme ;
- Capacité à exporter ou à réduire les importations ;
- Qualité des ressources humaines ;
- Capacité à stabiliser les populations sur les zones frontalières ;
- Bancabilité.

Les entreprises signataires de PECE, dans le cadre de leur secteur d'appartenance, s'engageront, en contrepartie d'une aide de l'Etat adaptée à leur problématique spécifique, dans un programme d'action visant l'atteinte à court et moyen terme des objectifs de croissance et de création d'emploi.

4.2.2.2 Le sous-secteur bâtiments et travaux publics : le moteur de la croissance en Haïti

Même en période de crise économique profonde, ce sous-secteur affiche les taux de croissance les plus élevés de l'économie (près de 8% en 2014). Les besoins du marché du logement restent pourtant largement insatisfaits ce qui était le cas même avant le tremblement de terre de 2010.

Malgré la mise en œuvre d'outils financiers incitatifs pour accompagner les demandeurs de crédit tel «Krédi PAM» de la BNC, les effets attendus ne se sont pas manifestés à cause de l'importance inhibante de la contrainte relative aux problèmes fonciers. Le Ministère de l'Économie et des Finances va encourager la construction de 600 unités de logement sur un site appartenant à la pension civile basée sur un modèle communautaire intégré vendu aux fonctionnaires respectant certains critères par tirage au sort. Ce projet-pilote va permettre de créer rapidement des centaines d'emplois tout en améliorant l'offre de logements pour les catégories de classe moyenne travaillant dans la fonction publique.

Le Développement de Cité des Services : L'Etat décide dans une partie de ces domaines réservée au développement immobilier de mettre en place les services de base tels que : eau , électricité, gaz et route. Il privilégie dans le court et moyen terme les domaines qui sont à proximité des services de santé et d'éducation.

Ensuite, l'Etat attire les promoteurs immobiliers pour le développement des lotissements. Cette démarche aura l'avantage de mobiliser le capital du privé, contourner le problème foncier et favoriser une amélioration de l'habitat et du cadre de vie urbains.

4. 3. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES FACTEURS ECONOMIQUES STRATÉGIQUES

4.3.1. Importance des facteurs économiques stratégiques

L'expérience passée et récente de développement de différents groupes de pays montre que le développement des filières porteuses s'accompagne toujours de celui de facteurs économiques dits stratégiques. Cette perspective a été aussi prise en compte dans la vision de développement décrite dans le Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH). Effectivement, ce plan met l'accent, au-delà des crises conjoncturelles, sur la nécessité d'efforts assidus et permanents pour garantir le développement des infrastructures économiques et des services de base dans le pays.

La raison en est que ces politiques publiques, définies pour la majorité d'entre elles sous le vocable de « chantier territorial » dans le PSDH, doivent servir de catalyseur pour les secteurs porteurs, les filières et les zones à fortes potentialités productives.

4.3.2. Principaux facteurs économiques

La liste suivante présente des exemples de facteurs économiques stratégiques ayant un impact sur la croissance et l'emploi :

- Le financement,
- Le cadre des affaires,
- la sécurisation des droits fonciers,
- le réseau de transport,
- l'électrification du territoire,
- la formation professionnelle et technique de la main-d'œuvre
- l'alimentation en eau,
- l'expansion des communications,
- le maillage numérique,
- la gestion des déchets solides,
- l'exploitation de mines et carrières
- la promotion de l'économie verte, etc.

Dans plusieurs de ces domaines, Haïti fait face à des déficits et à des problèmes importants – de coût de production, de gestion, de demande - associés parfois au maintien d'une économie de rente. Pourtant, le développement de certains de ces secteurs transversaux est une condition incontournable pour impulser un réel développement des filières porteuses.

4.3.3. Nécessité de faire une sélection

Si l'on considère que cette nouvelle expérience de gestion économique veut s'inscrire dans un horizon temporel de trois ans, il est nécessaire de sélectionner les premiers leviers stratégiques à mobiliser. Compte tenu de cette exigence, des besoins de développement des entreprises et de la limitation des ressources de l'Etat et des autres acteurs de support, la priorité devrait être donnée aux facteurs suivants:

- Le financement ;
- Le cadre des affaires ;
- La sécurité foncière ;
- le réseau de transport et plus spécifiquement le désenclavement;
- l'électrification du territoire ;
- la formation professionnelle et technique de la main-d'œuvre ;
- les débouchés et l'accès aux marchés ;

4.4. PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA GESTION DE LA ZONE FRONTALIÈRE

La région frontalière, vaste territoire séparant la République Dominicaine de la République d'Haïti, constitue une zone stratégique de premier plan. D'abord, elle est l'axe autour duquel viennent s'articuler les relations commerciales, économiques et sociales entre les deux pays. En même temps, compte tenu de sa diversité géographique cette frange de terre de plus de 3500 km², couvrant 18 communes, s'étalant du Nord-Est à l'extrémité Sud-Est, comporte un potentiel de développement important dans l'agriculture, le tourisme et l'écotourisme, la petite industrie, les manufactures légères, etc..

Cette région doit être prise en main, d'abord, pour renforcer les capacités de l'Administration Publique à collecter les taxes et redevances et, ensuite, pour sécuriser les portes d'entrée du territoire et garantir ainsi une bonne circulation des biens et des personnes. Par ailleurs, cette zone frontalière bien administrée – et intégrée à une dynamique de développement sur mesure - peut se transformer à moyen ou long terme en une « **zone économique spéciale** », capable d'absorber des investissements majeurs pour produire – en jumelé des biens et/ou services pour des marchés externes. **Un montant de G. 150 millions dans le budget est consacré au renforcement de la gestion des frontières dont G. 45 millions pour appuyer la modernisation du transport.**

5.0. SIX ÉTAPES DE LANCEMENT DES PECEI

Étant donné la nature contractuelle des PECE, la réussite est conditionnée par la participation active de tous les acteurs stratégiques publics et privés. La nouvelle approche opérationnelle de gestion économique doit donc être pleinement appropriée par tous ceux qui sont concernés et sa mise en œuvre devrait faire l'objet d'un accompagnement collectif constant.

Sur cette base, on envisage de lancer ce nouveau mode opératoire selon les six (6) lignes d'action suivantes :

1. Validation du nouveau mode opératoire par le **Conseil des Ministres**;
2. Création d'un **Comité d'Urgence Économique** composé de Ministres, Secrétaires d'Etat, membres de cabinet et cadres impliqués directement dans l'action économique avec pour mission de:

- Coordonner l'action de l'Etat dans le domaine de la stratégie, de la conduite et de l'implémentation du PECE;
 - Valider une liste de mesures qui peuvent être prises immédiatement sur la gestion des dépenses publiques, la stimulation de la croissance, et la création d'emplois ;
 - Préparer pour l'exercice en cours dans le cadre du Budget 2014/15 un **Plan d'Action d'Urgence Économique** (sur la base de priorités fixées consensuellement et incluant un calendrier de mise en route et d'exécution);
 - Partager les informations **sur les actions en cours.**
3. Organisation d'une rencontre de travail avec les Conseils d'Administration de la BRH et de la BNC pour les **informer et négocier** leur appui au projet;
4. Organisation, en collaboration avec tous les ministres concernés et les deux grandes banques publiques, d'une conférence nationale sur la nouvelle approche de gestion. Elle est destinée à informer et à débattre de la question avec **ces différents groupes de partenaires :**
- les principales Associations Nationales et Départementales du Secteur Privé (incluant le Forum du Secteur Privé, la Chambre de Commerce et d'Industrie et l'APB);
 - les Sénateurs ;
 - la Presse ;
 - les Partenaires Internationaux ;
 - le secteur financier.
5. Lancement d'une campagne nationale de communication pour matérialiser sur le terrain la stratégie des «Pactes pour l'Emploi et la Croissance Economique». Elle sera rapidement mise en place et devra comporter des encarts publicitaires dans la presse, à la TV et sur les radios nationales et locales. Elle devra comporter également des émissions de vulgarisation de la vision, du contenu et de l'approche du PECE et des documentaires sur des expériences en cours pouvant servir de modèles.
6. Mise en place de quatre Groupes Mixtes d'Appui (GMA). Ils sont formés selon les programmes sélectionnés de trois types de membres :
- Représentants de deux ministères économiques transversaux : DEE/MEF et DPES/MPCE ;
 - Représentants de ministères économiques sectoriels : MARNDR, MCI, MT, MTPTC ;
 - Représentants des associations patronales et syndicales

Sur la base de la méthodologie développée pour élaborer les « pactes », leur rôle consiste à prendre des dispositions appropriées pour en faire des réalités dans chacun des domaines sélectionnés.

6.0 DOCUMENTS D'ANNEXE

Annexe 1 : Premières réflexions sur les sources et modalités de financement

Les petites et moyennes entreprises ne disposent pas le plus souvent de la capacité de financement indispensable à un fonctionnement efficace et à leur croissance. Il convient donc que des conditions soient créées pour développer des mécanismes répondant à ces besoins. Des études conduites par des spécialistes ont noté plusieurs leviers qui pourraient

apporter des changements significatifs dans les conditions de financement des PME en Haïti. Voici quelques exemples de politiques et de mécanismes qui pourraient être développés :

- a) **Etablissement d'un Fonds d'assistance aux Apports**
- b) **Négociation avec les institutions financières intéressées à la gestion d'un fonds de 250 millions de Gourdes** (dont 120 millions est déjà disponible au FDI). L'Etat réalise le travail de formalisation et facilite l'accès à des prêts aux micro-entreprises recensées en payant – en tout ou en partie - un collatéral de 5.000 Gourdes/entreprise. Pour des petits prêts de 15.000 Gourdes minimum et 100 000 Gourdes maximum. Ces PME peuvent aussi être agricoles. Elles doivent être des sociétés en noms collectifs ou en commandite simple, ou des sociétés anonymes enregistrées auprès du MCI. Le financement proviendra d'un partenariat entre le Gouvernement et le Secteur financier Haïtien. Ces avantages sont extensibles à d'autres secteurs comme l'ameublement, la construction, l'habillement, la bio-économie, sous certaines conditions.
- c) **Mise en place du Fonds de soutien aux PME**s opérant prioritairement dans l'agribusiness pour des crédits allant entre 1.200.000 Gourdes et 12.000.000 de Gourdes. Ce fonds sera constitué auprès du FDI qui pourra utiliser ce levier pour mobiliser des ressources du système financier, des bailleurs et d'autres opérateurs. Ce fonds viendra encourager le regroupement des terres car les bénéficiaires devront se regrouper pour exploiter au moins 10 ha, constituer une société avec des membres n'appartenant pas exclusivement à une seule famille nucléaire, bénéficier de services de gestion et de comptabilité par une firme ou un personnel approprié approuvé par le FDI.
- d) **Mise en place d'un Fonds Multilatéral de Solidarité**, en vue de mobiliser une aide intelligente, immédiate en faveur d'Haïti. L'idée est de vendre des **droits d'accès privilégiés (DAP)** auprès de pays intéressés à développer leur courant d'affaires dans le pays. Ces droits d'accès peuvent être proposés à des Etats pour des secteurs identifiés.

Les secteurs envisagés peuvent être les suivants:

- Infrastructures (routes, ports, aéroports, parcs industriels, zones franches)
- Energie (éolienne, hydraulique, solaire, etc.);
- Agro-industrie;
- Ramassage et traitement d'ordures et déchets ;
- Pêche ;
- Exploitation minière,
- Recherche pétrolière,
- Transport public,
- Aéronautique.

Ces DAP se basent sur le Principe : **aide immédiate contre attribution de certains privilèges**. Ils seraient d'un montant de \$ EU 20 millions. C'est un mécanisme qui s'apparente à une titrisation des investissements nécessaires à la valorisation des actifs économiques futurs du pays. On peut commencer à en mettre 10 sur le marché. Ils donneront droit à une franchise fiscale totale sur intrants et extrants pendant une période de 10 ans et un taux de taxation fixe et linéaire sur le montant des bénéfices sur la même période pour les entreprises des différents pays acquéreurs. C'est un emprunt international, un titre de créance sur le montant du capital avec un intérêt de 1% (solidarité). Le capital serait remboursé sur 20 ans avec une franchise initiale de 3 ans compte tenu des avantages qu'ils confèrent à leurs détenteurs. Ces titres seront cessibles en tout ou parties aux entreprises ressortissantes du pays acquéreur.

Le détenteur doit implanter une activité dans le pays dans le délai de la période de franchise. Sinon, le capital serait acquis à l'émetteur, en l'occurrence, l'Etat. L'argent collecté servira à :

- Financer le désenclavement de certaines régions pour valoriser leurs actifs (ports, pistes d'aéroports, routes en terres battues) : 40%;
- Fonds d'investissement en faveur des PME : 40%;
- Programmes sociaux (formation professionnelle, éducation de base, sanitation, aménagement du territoire): 15%;
- Création de 10 Sociétés d'économie mixte, une par département (Sociétés publiques d'aménagement du territoire) : 5%.

e) **Etablissement d'un Fonds de Garantie de Crédit.** Les 250 millions de Gourdes peuvent servir de fonds propres pour une formule d'assurance-crédit (AC). L'envergure de l'AC sera déterminée à partir des objectifs de crédit fixés par les décideurs publics. La mise en œuvre d'une AC sécurisera les institutions bancaires privées, assez souvent, très réticents à financer les PME, vu le niveau élevé des risques qu'elles présentent. La gestion de l'AC devra être assurée par une banque privée, adjudicatrice d'un processus de passation d'un marché de gestion. Les modalités de fonctionnement seront définies pour éviter toute dérive du système. Ce fond de garantie de crédit pourra être réassuré auprès d'une compagnie de réassurance internationale.

- **Mécanismes.** L'implémentation de l'AC doit se faire selon une orientation stratégique pour augmenter ses chances de succès et du coup amplifier son impact sur l'économie. Supposons que le taux bancaire moyen est de 36% l'an, l'État peut procéder au plafonnement des taux d'intérêts pour les entreprises participant à l'AC à 15% l'an. Cette entreprise paiera une prime d'assurance de 5% l'an de la valeur nominale du prêt. Ce qui résulte en un taux nominal de maximum de 20% l'an ou une réduction effective des coûts du crédit d'au moins 16 points de pourcentage. Ce qui devrait stimuler l'économie, augmenter la croissance du PIB, et réduire la pauvreté.

De plus, étant donné le mécanisme d'assurance en vigueur, la couverture de collatéral nécessaire pour accéder au crédit ne devra pas dépasser 50% de la valeur du prêt. Étant donné l'assurance-crédit et les 50% de garantie en nantissement, si ex. un prêt de \$ 100 fait défaut et la balance impayée est de \$75; et supposons de plus que le collatéral saisi est vendu pour \$25, l'AC remboursera \$50 à l'institution financière ayant accordé ce prêt après que celle-ci ait produit sa réclamation de façon régulière. Cette assurance et la couverture permettront aux institutions de prendre un peu plus de risque avec des PME jadis non-bancables et des clients qui n'avaient jamais eu d'accès aux services financiers auparavant. Ces clients doivent aussi être conditionnés à s'inscrire volontairement au Bureau d'Information du Crédit pour diminuer l'asymétrie d'information qui a des coûts additionnels sur le crédit.

- **Avantages.** L'AC permettra d'atteindre des objectifs précis dont les petits entrepreneurs et fermiers exclus du système financier ou des secteurs et/ou chaîne de valeur. Elle permettra aussi de faire de la discrimination positive comme le crédit aux femmes, agriculteurs et des PME dans des secteurs stratégiques. Le programme de garantie permettra aux institutions financières privées de mobiliser le capital privé pour un montant supérieur à celui sous garantie. Par exemple, dans le cadre de l'AC pour chaque HTG 50 de garantie, le secteur pourvoira au moins HTG 100 de crédit. En outre, la garantie pourra utiliser les coopératives fonctionnant à travers la République pour atteindre d'avantage de PME. En fait, le programme de garantie de l'AC présente l'avantage d'atteindre différents groupes cibles en recherchant le partenaire approprié. La stratégie de garantie AC résout assez bien le problème principal de l'agent. Le collatérale à concurrence de 50% réduira les sélections adverses et garantira l'effort des participants en réduisant l'incidence du moral hazard.

f) Autres mécanismes de financement :

- Facilités de fonds de roulement pour les entreprises provisoirement en difficulté ;
- Fonds d'investissement avec prises de participation ou de quasi-participation ;

- Mécanismes pour inciter les acteurs du secteur financier public et privé à faire preuve de créativité en matière de produits financiers susceptibles d'accélérer la croissance et les profits de ce secteur essentiel pour la création de la richesse nationale.
- Mise en place de fonds de solidarité du secteur privé, sous le modèle du Groupe Haïti Chérie, avec matching de l'État à 1 ou 2 pour 1.
- Établissement la deuxième année d'un fonds de garantie-récolte, à partir de la constitution d'une réserve de 10% des bénéfices nets des différentes activités financées, avec un apport de 2 Gourdes de l'État pour chaque gourde collectée. C'est la base de la constitution d'une vraie banque agricole montée par les agriculteurs pour les agriculteurs.
- **Titriser en encourageant le développement du secteur immobilier** de façon suivante :
 - o Les banques investissent dans le développement du secteur immobilier dans le cadre du développement de la cité des services;
 - o Ventes des immeubles aux preneurs ou des personnes qualifiées de la classe moyenne, ou à l'ONA;
 - o Emprunt sur le marché par l'émission de titres de créance négociables garantis par les actifs (immeubles) ; et,

Facilitation du développement du **crédit immobilier** en permettant d'une part aux banques de sortir les créances de leurs bilans et d'améliorer leurs ratios de liquidité et de solvabilité. D'autre part, l'accumulation de richesse et l'élargissement de la classe moyenne, qui, à chaque versement effectué, verra augmenter sa part de propriétaire dans l'immeuble au lieu d'effectuer ces versements pour le paiement des loyers exorbitants ; En somme, à chaque versement, le locataire-propriétaire augmente son actif (part dans la propriété) contrairement au locataire traditionnel. Cette politique augmentera les emplois dans le secteur transversal de la construction.

Annexe 2 : Remembrement Foncier par Capitalisation

Pour amorcer une première solution **au problème de morcellement des terres** et conforter parallèlement le statut des entrepreneurs avec des exploitations de taille économique, les Ministères de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, de l'Economie et des Finances doivent se concerter pour encadrer les porteurs de projets dans l'AGRIBUSINESS intéressés par le « **Remembrement Foncier par Capitalisation** ». **Il s'agira d'encourager et d'appuyer des agriculteurs ou détenteurs de terre qui le souhaitent à regrouper leurs terrains (au moins trois) pour constituer des fermes d'au moins 10 ha, qu'ils pourront apporter comme actifs dans des projets de sociétés.** Ce serait une condition nécessaire pour avoir droit au crédit et aux autres avantages (aide à la formalisation, aide à la sécurisation des titres de propriété ou contrats de fermage, préparation de plans d'affaires, assistance technique, recherches de marché, contrat d'achat, avances sur récolte).

Ces sociétés agricoles une fois constituées recevront l'appui des techniciens de l'équipe des DDA et des SAE constitués à cet effet. Ces derniers seront renforcés de compétences supplémentaires en fonction des besoins. Le financement sera mobilisé à partir des mécanismes précédemment décrits. Il est à noter que ce type de crédit ne sera jamais octroyé à une seule famille, quelle que soit la taille de sa parcelle.

Annexe 3 : Allègement des procédures d'administration douanière

Les plaintes contre l'administration douanière sont quotidiennes : perte de temps, perte de marchandises, surfacturation, délais longs, complications administratives. Il faudra prendre des mesures au niveau de l'AGD pour faciliter les opérations douanières et les rendre plus cèles et moins dispendieuses pour les entreprises et les acteurs économiques.

Sur un autre plan, il faudra procéder au renforcement de l'IGF en lui adjoignant des compétences susceptibles d'aider dans l'investigation et le contrôle de la corruption aux frontières maritimes et terrestres. Le personnel affecté à cette nouvelle mission devra être bien rémunéré et pourra bénéficier d'un statut spécial à caractère policier. Il pourrait être assermenté et aurait autorité pour prendre des décisions administratives telles que : révocation immédiate, et/ou engagement de procédures légales devant les juridictions idoines pour des sanctions pénales. Une prime d'intéressement importante doit être envisagée pour les agents ayant fait des prises, comme cela se pratique partout ailleurs.

Annexe 4 : Recherche de débouchés

D'abord, il faut aider à une meilleure distribution des produits sur le marché local. A ce sujet, le groupe « Haïti Chérie » composé des membres influents du secteur privé des affaires a déjà pris un certain nombre d'engagements pour aider dans la distribution des produits. Il s'agira de renforcer cet accord et de l'étendre à d'autres qui interviennent dans la chaîne logistique.

En outre, comme cela se fait dans d'autres pays, l'Etat devra apporter son concours pour développer les exportations. Le pays ne s'en sortira pas sans une politique agressive d'exportation. Les productions haïtiennes faibles par la taille et ne respectant pas toujours les standards de qualité n'arrivent pas à satisfaire un marché d'exportation de plus en plus exigeant.

Pourtant en matière agricole, Haïti peut développer un label propre de produit bio que peu de compétiteurs peuvent lui contester et pour lequel des demandes sont déjà exprimées au moins au niveau de la Caraïbe. Wholefood, distributeur américain, est en rupture de stock tant la demande pour ce genre de produits est importante. Dans le domaine artisanal, le savoir-faire haïtien est légendaire. Il s'agit de tirer avantage de ces opportunités. Il s'agira de connaître les besoins de ces marchés en matière de biens (fruits et légumes) organiques et produire pour en exporter en quantités suffisantes et soutenues et à des prix compétitifs.

Annexe 5 : Lignes d'action diverses

Les PECE envisagés pourraient permettre de créer de nouvelles conditions pour assurer la promotion d'autres facteurs stratégiques à travers, par exemple, les lignes d'action suivantes :

- Renforcement des SAE du MCI et des DDA du MARNDR ;
- Promotion de réseaux routiers afin de désenclavement des zones à fort potentiel de production ;
- Construction/réhabilitation de barrages et systèmes d'irrigation, y compris le forage de puits ;
- Amélioration du système de production et de distribution de l'énergie électrique ;
- Développement/renforcement des chaînes d'approvisionnement ;
- Développement de sources d'énergie alternative : promotion du GPL et du gaz naturel pour les petites industries et les ménages (chauffage et cuisson) ;
- Construction et modernisation de ports et aéroports ;
- Promotion et facilitation de l'exploitation de facteurs tels que mines et carrières (avec accent particulier sur certains composants du ciment) ;
- Promotion et développement de la formation technique et professionnelle : diversification des corps de métier et adaptation aux besoins des PME et filières productives appuyées ;

Annexe 6 : Pour un Observatoire National de l'Emploi

Ces efforts pour pousser à un développement plus large des entreprises pourraient s'accompagner de la mise en place d'un Observatoire National de l'Emploi. Cet organisme sera rattaché à l'Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique (IHSI) et aura pour mission de fournir toutes les informations relatives à la création et ou à la perte d'emploi sur le territoire national. Cet instrument de mesure en temps réel est un des outils les plus indispensables à la prise de décision dans le cadre de la conduite d'une politique de création d'emploi.

Annexe 7: Pour la mise en place de Sociétés Publiques d'Aménagement du Territoire ou Sociétés de Développement Economique Régional

Une démarche envisagée pour mieux valoriser les terres de l'Etat est de les mobiliser pour lancer les premières sociétés publiques d'aménagement du territoire. La procédure consiste à convertir les domaines de l'Etat en plusieurs certificats de Trust qui seront apportés comme participation de l'Etat à tout projet à réaliser sur ces espaces. Pour la mettre en œuvre, les étapes suivantes devraient être poursuivies :

1. *Identifier dans chaque Département/Arrondissement des propriétés de superficie diverse pour les assigner à une Société privée de l'Etat (SEM) avec des vocations préétablies, i.e. des Sociétés de Développement économique régionales constituées en Autorité autonome. Ces superficies seront converties en Certificats;*
2. *Evaluer chaque Certificat auprès d'un Actuaire institutionnel/ international qui émettra une police d'assurance nominale ;*
3. *Réévaluer périodiquement auprès des marchés boursiers la valeur marchande de ces certificats de TRUST. Cette activité périodique relèverait de la Société régionale ;*
4. *Offrir ces Certificats en guise de participation de l'Etat dans tout Projet à réaliser sur ces superficies. Il revient, en effet, à céder non les terres (ce qui est interdit par la Loi) mais l'usufruit de ces terres ;*
5. *Ces certificats ont pour vertu de transférer ces terres du domaine privé de l'Etat à une de ces entités en vue de les valoriser de manière durable ;*
6. *Si l'Etat le désire, ces certificats pourront être troqués dans les marchés boursiers, comme n'importe quel instrument pour générer des fonds de développement d'investissements, moyennant des démarches préalables appropriées ;*
7. *Cela peut naturellement déboucher sur la création d'une vraie Banque d'investissement, condition nécessaire pour jeter les bases d'une croissance économique forte et durable ;*
8. *Ce Projet peut s'inspirer d'autres exemples qui ont été menés avec succès dans la région et ailleurs dans le monde. Sa mise en place nécessitera la mobilisation d'un groupe de travail composé d'actuares, de notaires, d'arpenteurs, d'avocats, d'assureurs et de banquiers experts en émission de certificats de Trust accrédités.*

* * * * *

* * * * *

* * * *

